



RAPPORT ANNUEL 2016

Table des matières

- 2 Groupe de la Banque mondiale : résumé des résultats de 2016
- 2 Message du Président du Groupe de la Banque mondiale et Président du Conseil des Administrateurs
- 8 Message du Conseil des Administrateurs
- 11 Mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée de manière durable
- 23 Les régions
- 48 Faire avancer le programme de développement mondial par de nouveaux moyens d'intervention
- 51 Gérer les opérations internes de la Banque de manière durable
- 54 Responsabilisation et amélioration des opérations de la Banque mondiale
- 56 Le rôle et les ressources de la Banque mondiale
- 64 Une volonté de résultats

PRINCIPAUX ENCADRÉS

- 15 Des milliards aux milliers de milliards : passer à l'action
- 19 Économie et efficacité sur le plan des coûts et des résultats : optimiser les opérations du Groupe de la Banque mondiale
- 21 Répondre aux divers besoins des clients au moyen des services de conseil remboursables
- 55 Politique d'accès à l'information de la Banque mondiale

PRINCIPAUX TABLEAUX

- 53 Viabilité institutionnelle de la Banque mondiale
- 62 Résumé d'exploitation et prêts par thème et par secteur de la BIRD, exercices 12-16
- 63 Résumé d'exploitation et prêts par thème et par secteur de l'IDA, exercices 12-16

Le présent rapport couvre la période allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016. Il a été établi par les Administrateurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (IDA) — qui, réunies, prennent le nom de Banque mondiale — conformément aux règlements respectifs de ces deux institutions. M. Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale et Président du Conseil des Administrateurs, a soumis ce rapport, ainsi que les budgets administratifs et les états financiers vérifiés, au Conseil des Gouverneurs.

Les rapports annuels de la Société financière internationale (IFI), de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) sont publiés séparément.

Tout au long de ce rapport, le terme *Banque mondiale* et sa forme abrégée *Banque* désignent exclusivement la BIRD et l'IDA. Le terme *Groupe de la Banque mondiale* et sa forme abrégée *Groupe de la Banque* font référence au travail collectif de la BIRD, de l'IDA, d'IFI et de la MIGA. Sauf indication contraire, tous les montants en dollars figurant dans le présent rapport sont en dollars courants des États-Unis. Les chiffres des tableaux ayant été arrondis, leur somme peut différer du total indiqué, et la somme des pourcentages cités dans les figures n'est pas toujours égale à 100 %.

S'attaquer aux problèmes mondiaux cruciaux

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

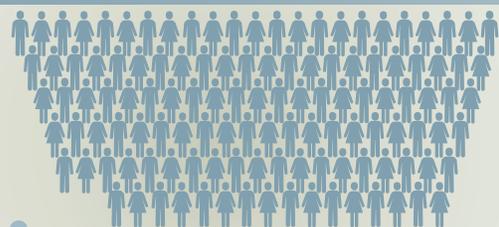
pourrait plonger
100 millions de personnes
dans la pauvreté



PAUVRETÉ

En **2015**, la température de la planète était de 0,9° C supérieure à la moyenne du XX^e siècle — **soit près de la moitié du seuil de 2° C** convenu à l'échelle mondiale, au-dessus duquel les effets climatiques seraient graves.

LES DÉPLACEMENTS FORCÉS



Une personne sur **122** dans le monde est en situation de déplacement forcé.

Réfugiés + déplacés internes + demandeurs d'asile
=> **60 millions de personnes dans le monde.**

LES PANDÉMIES

Une **pandémie** est une épidémie qui traverse les frontières et accable les systèmes de santé — un scénario beaucoup plus probable dans un pays pauvre.



Le coût humain et économique de la récente **crise Ebola** =
+ de 11 300 morts
2,8 milliards de dollars (pertes en PIB)

GUINÉE
SIERRA LEONE
LIBÉRIA

Les pays donateurs ont engagé au total plus de **7 milliards de dollars** pour financer la lutte contre Ebola et les efforts de relèvement.

En ayant recours à des solutions et modes de financement innovants



Le nouveau **Plan d'action sur le changement climatique** du Groupe de la Banque mondiale comporte des objectifs ambitieux à atteindre à l'horizon 2020 : plus de 30 gigawatts d'énergie renouvelable ; des systèmes d'alerte précoce au profit de plus de 100 millions de personnes ; et des plans d'investissement pour une agriculture intelligente face au climat pour plus de 40 pays. Le Groupe de la Banque mondiale et ses partenaires sont à pied d'œuvre pour mettre en place un système de tarification de la pollution au carbone : d'ici 2020, des mécanismes de tarification seront établis pour 25 % des émissions de carbone ; et d'ici 2030, le pourcentage desdits mécanismes doublera.



Conscient des besoins de développement immédiats et à long terme des **personnes déplacées de force**, le Groupe de la Banque mondiale s'emploie avec des partenaires à élaborer des interventions qui complètent l'aide humanitaire. Il s'est ainsi associé à l'Organisation des Nations Unies et à la Banque islamique de développement pour créer un mécanisme d'aide aux réfugiés syriens et aux communautés qui les accueillent en Jordanie et au Liban ; ce mécanisme peut fournir jusqu'à 800 millions de dollars de prêts concessionnels en vue de porter à une plus grande échelle des programmes et services essentiels.



Le Groupe de la Banque mondiale a contribué, avec l'Organisation mondiale de la Santé et d'autres partenaires, au lancement du **Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie (PEF)**. Le Mécanisme peut dégager rapidement non moins de 500 millions de dollars en appui aux acteurs menant des interventions contre les pandémies dans les pays les plus pauvres. Il permet en outre de fournir des incitations pour renforcer les systèmes de santé nationaux et se préparer aux épidémies futures.

Rapport annuel 2016 de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est animé par la volonté de mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030 et promouvoir une prospérité partagée de manière durable. Si ces objectifs sont simples à cerner, il n'en est pas de même des efforts à déployer pour les réaliser. Tout comme l'extrême pauvreté est due à de nombreux facteurs interconnectés qui se superposent, les solutions à y apporter sont tout aussi complexes et singulières aux circonstances de chaque pays. Les exigences fondamentales demeurent valables cependant : les pays doivent assurer une croissance économique qui ne fait pas d'exclus, de sorte que tout un chacun puisse en profiter ; ils doivent investir dans leur capital humain ; et ils doivent faire en sorte que ceux qui ont échappé à la pauvreté n'y basculent pas à nouveau.

Le monde d'aujourd'hui est pourtant beaucoup plus différent de ce qu'il était il y a tout juste quelques années. La communauté internationale est confrontée à des défis de divers ordres — économique, humanitaire, environnemental — qui ont toutefois des caractéristiques communes. Premièrement, ils compromettent les gains durement acquis ces dernières décennies sur le plan du développement ; et, deuxièmement, ils se moquent des frontières nationales. Des millions de personnes ont été déplacées de force par suite des conflits et vivent dans des zones encore plus fragiles ; les risques de pandémies peuvent ébranler la santé des personnes, mais aussi miner l'économie des pays ; et la menace climatique se fait plus en plus apparente.

Nul ne sera épargné, mais les plus pauvres et les plus vulnérables seront les plus touchés. Pour relever ces défis, le Groupe de la Banque mondiale s'emploie à devenir un partenaire plus souple dans les réponses qu'il apporte face aux problèmes les plus pressants de la planète. Il entend mettre à contribution ses capacités uniques pour fournir des financements innovants et des solutions ingénieuses qui aident les pays à s'attaquer à ces problèmes aux niveaux local, régional et mondial. Alors que le monde s'attache à relever ces défis, le Groupe de la Banque mondiale continuera à jouer un rôle essentiel dans l'appui au développement mondial et dans l'action menée pour préserver les acquis des progrès vers la réalisation du programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le présent Rapport annuel examine comment deux des institutions qui constituent le Groupe de la Banque mondiale, à savoir la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association internationale de développement (IDA), travaillent en partenariat avec les pays pour mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030, promouvoir une prospérité partagée et soutenir le programme mondial de développement durable.

De plus amples informations sont disponibles sur les sites internet ci-après et autres pages web auxquelles renvoient les liens fournis tout au long du rapport.

- Rapport annuel 2016 : worldbank.org/annualreport
- Fiche de performance institutionnelle : worldbank.org/corporatescorecard
- Résultats du travail de la Banque mondiale : worldbank.org/results
- Données en libre accès de la Banque mondiale : data.worldbank.org
- Responsabilité institutionnelle : worldbank.org/corporateresponsibility
- Accès à l'information : worldbank.org/en/access-to-information

Ces dernières années, des progrès historiques ont été accomplis en vue de mettre fin à l'extrême pauvreté dans le monde. Au cours des seules 15 dernières années, plus d'un milliard de personnes se sont extirpées de la pauvreté. En 2015, selon les calculs du Groupe de la Banque mondiale, la proportion de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté est tombée pour la toute première fois sous la barre des 10 %. C'est un cap remarquable qui a ainsi été franchi.

Le monde est pourtant confronté aujourd'hui à des défis aussi complexes et épineux que ceux des dernières années. Des difficultés économiques tenaces ont provoqué un ralentissement de la croissance mondiale ; la fragilité et les conflits ont contraint des dizaines de millions de personnes à quitter leur foyer ; les pays et leur économie sont vulnérables aux catastrophes naturelles et aux chocs liés au changement climatique ; enfin, une pandémie peut survenir à tout moment et se propager rapidement. Nous sommes tous concernés par ces problèmes, mais la triste vérité est que ce sont les êtres humains vivant dans l'extrême pauvreté qui sont touchés en premier et le plus durement.

La mission du Groupe de la Banque mondiale s'articule autour de deux objectifs : mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030 et promouvoir la prospérité parmi les 40 % les plus pauvres de la population des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Pour les réaliser, nous nous attachons principalement à promouvoir une croissance largement répartie qui ne laisse personne sur la touche, et nous restons vigilants à l'égard des chocs qui mettent en péril les progrès accomplis de haute lutte sur le front du développement.

Nous avons conscience que les méthodes d'intervention habituelles ne suffiront pas. Le Groupe de la Banque mondiale adopte donc de nouveaux modes de collaboration avec un éventail de plus en plus diversifié de partenaires. Ainsi, au cours de l'exercice écoulé, nous avons collaboré avec l'Organisation des Nations Unies et le Groupe de la Banque islamique de développement au lancement d'un mécanisme de financement innovant en faveur des réfugiés syriens et des communautés qui les accueillent en Jordanie et au Liban. Fort des premières contributions de huit pays et de la Commission européenne, ce mécanisme sera en mesure d'accorder immédiatement des prêts concessionnels à concurrence de 800 millions de dollars à la Jordanie et au Liban. Ces financements permettront de poursuivre à une plus grande échelle des programmes visant à élargir la couverture de services essentiels, tels que l'éducation et les soins de santé, afin de répondre à la demande des réfugiés et des habitants des pays d'accueil.

Il s'agit là de l'une des nombreuses solutions novatrices que nous mettons en œuvre pour aider à résoudre les problèmes auxquels le monde est confronté aujourd'hui. Les agents compétents et dévoués des principales institutions de



financement du Groupe de la Banque mondiale — l'Association internationale de développement (IDA), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et la Société financière internationale (IFC) — travaillent de concert à la mobilisation des solutions et investissements novateurs nécessaires à la promotion d'une croissance économique solidaire.

Au cours de l'exercice écoulé, le Groupe de la Banque mondiale a engagé près de 64,2 milliards de dollars sous forme de prêts, de dons, de prises de participation ou de garanties au profit de ses membres et d'entreprises privées. Durant la même période, la BIRD, dont les services continuent d'être très demandés par les pays clients, a engagé 29,7 milliards de dollars — montant le plus élevé jamais atteint en dehors des crises financières. Pour sa part, l'IDA — le fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres — a engagé 16,2 milliards de dollars à l'appui des pays qui en avaient le plus besoin pour faire face à leurs problèmes les plus épineux.

Il sera de plus en plus important de collaborer avec le secteur privé pour être à la hauteur des besoins de financement qu'induisent nos objectifs de développement. IFC et la MIGA, nos deux institutions qui se consacrent au développement du secteur privé, redoublent d'efforts en ce sens. IFC a consenti des financements d'un montant record en faveur du développement du secteur privé — soit environ 18,8 milliards de dollars, dont 7,7 milliards de dollars mobilisés auprès de partenaires d'investissement. Les investissements d'IFC dans les pays fragiles ou touchés par un conflit se sont élevés à près d'un milliard de dollars, soit une augmentation de plus de 50 % par rapport à l'exercice précédent. La MIGA a émis des garanties contre des risques politiques et pour l'amélioration des termes du crédit à hauteur de 4,3 milliards de dollars en appui à divers investissements, 45 % de son portefeuille d'opérations en cours étant consacrés à des pays admis à emprunter à l'IDA et 10 % à des pays touchés par des conflits ou en situation de fragilité.

Les progrès que nous avons accomplis au cours des dernières décennies montrent que nous sommes la première génération dans l'histoire de l'humanité qui puisse mettre un terme à l'extrême pauvreté. C'est pour nous à la fois un grand défi à relever et une grande occasion à saisir. Je reste optimiste et convaincu que nous pouvons répondre à ce défi — une région, un pays et une personne à la fois — et créer un monde plus prospère et solidaire pour tous grâce à la volonté commune du Groupe de la Banque mondiale, des pays membres de notre institution et des partenaires internationaux.



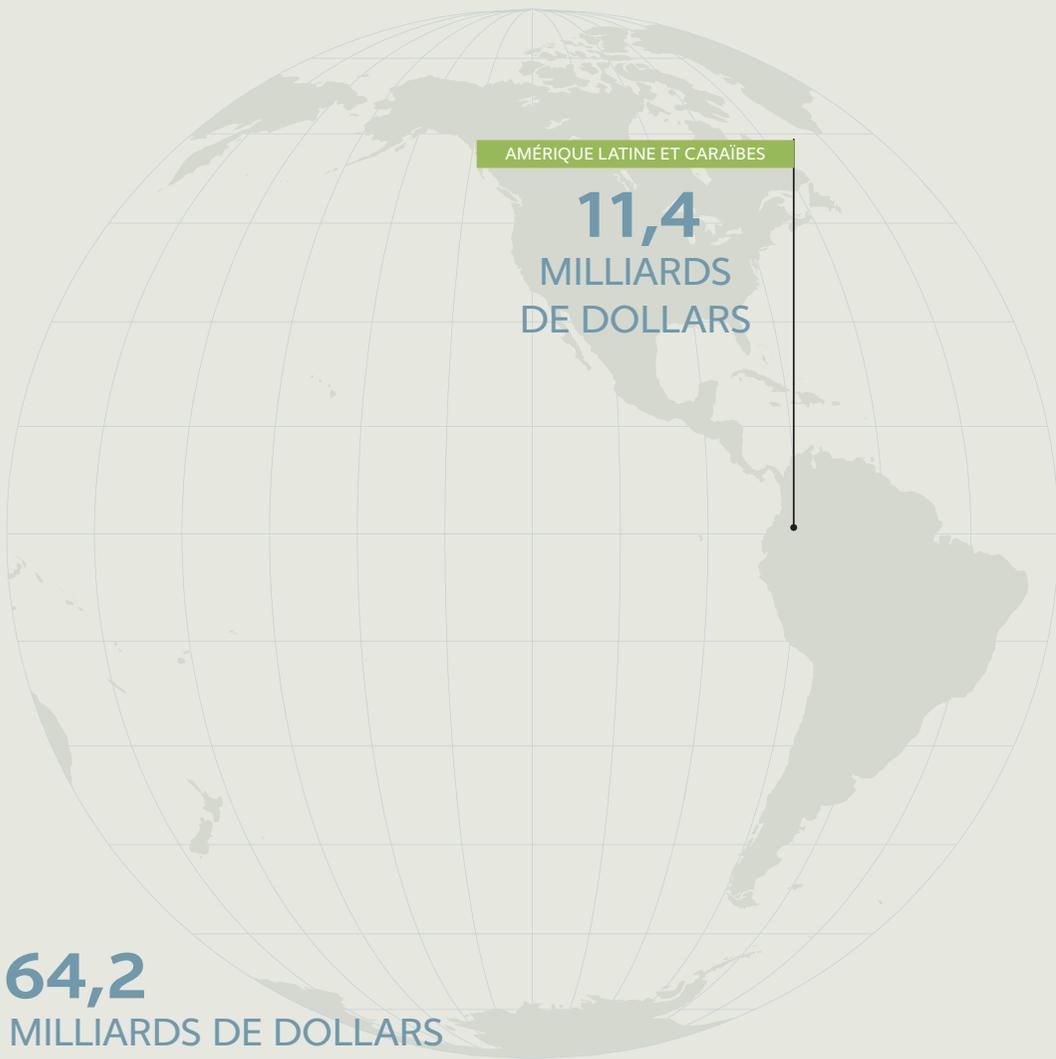
JIM YONG KIM

*Président du Groupe de la Banque mondiale
et Président du Conseil des Administrateurs*



Engagements mondiaux

Le Groupe de la Banque mondiale a continué d'apporter une aide importante aux pays en développement durant l'exercice écoulé, et l'organisation s'est attachée à obtenir des résultats plus rapidement, se rendant encore plus utile à ses clients et à ses partenaires, et apportant des solutions de niveau mondial à des problèmes locaux.



de prêts, dons, prises de participation
et garanties en faveur de pays partenaires
et d'entreprises privées.

Le montant total inclut les projets multirégionaux
et mondiaux. La répartition par région tient compte
des classifications des pays par la Banque mondiale.





Financements accordés par le Groupe de la Banque mondiale à ses partenaires

PAR EXERCICE, EN MILLIONS DE DOLLARS

	2012	2013	2014	2015	2016
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE					
Engagements ^a	51 221	50 232	58 190	59 776	64 185
Décaissements ^b	42 390	40 570	44 398	44 582	49 039
BIRD					
Engagements	20 582	15 249	18 604	23 528	29 729
Décaissements	19 777	16 030	18 761	19 012	22 532
IDA					
Engagements	14 753	16 298	22 239	18 966	16 171
Décaissements	11 061	11 228	13 432	12 905	13 191
IFC					
Engagements ^c	9 241	11 008	9 967	10 539	11 117
Décaissements	7 981	9 971	8 904	9 264	9 953
MIGA					
Émissions brutes de garanties	2 657	2 781	3 155	2 828	4 258
Fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires					
Engagements	3 988	4 897	4 225	3 914	2 910
Décaissements	3 571	3 341	3 301	3 401	3 363

- a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, et les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires, ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires englobant tous les dons exécutés par les bénéficiaires, le total des engagements du Groupe de la Banque mondiale est différent du montant présenté dans la Fiche de performance institutionnelle du Groupe de la Banque mondiale, lequel ne se rapporte qu'à un sous-ensemble d'activités exécutées au moyen de fonds fiduciaires.
- b. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires.
- c. Engagement à long terme pour le propre compte d'IFC. N'inclut pas les financements à court terme ou les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.
- d. Propre compte d'IFC. N'inclut pas les financements à court terme ou les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.



Les institutions du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources de financements et de connaissances pour les pays en développement. Il est composé de cinq institutions ayant en commun la détermination à lutter contre la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir le développement durable.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

Accorde des prêts aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables

L'Association internationale de développement (IDA)

Accorde des prêts sans intérêt, appelés crédits, aux gouvernements des pays les plus pauvres

La Société financière internationale (IFC)

Fournit des prêts et des services-conseil et procède à des prises de participation afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)

Fournit des assurances contre les risques politiques et aide à améliorer les termes des crédits pour les investisseurs et les prêteurs afin de favoriser les investissements directs étrangers dans les économies émergentes

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)

Fournit des facilités internationales pour l'arbitrage et le règlement des différends liés aux investissements



Message du Conseil des Administrateurs

Les 25 Administrateurs du Conseil permanent, représentant les 189 pays membres de la Banque mondiale, sont responsables de la conduite des opérations générales de la Banque mondiale, fonction qu'ils exercent en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués par le Conseil des Gouverneurs. La Banque mondiale se compose de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (IDA). Les Administrateurs choisissent le Président du Conseil. La durée du mandat du Conseil actuel va de novembre 2014 à octobre 2016.

Les Administrateurs ont pour mission importante de guider les opérations générales et de définir l'orientation stratégique de l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale, représentant les points de vue des pays membres sur le rôle de la Banque. Ils examinent et statuent sur les projets de prêts, de crédits, de dons et de garanties de la BIRD et de l'IDA proposés par le Président, ainsi que sur les nouvelles politiques, le budget administratif et d'autres questions opérationnelles et financières. Ils examinent également les Cadres de partenariat-pays — principal outil utilisé par la direction et le Conseil pour étudier et guider la collaboration du Groupe de la Banque avec les pays clients et l'appui apporté aux programmes de développement. En outre, les Administrateurs sont chargés de présenter au Conseil des Gouverneurs les comptes vérifiés, un budget administratif et le Rapport annuel de la Banque mondiale sur les résultats de l'exercice écoulé.

Le Conseil compte cinq comités permanents : le Comité d'audit, le Comité du budget, le Comité pour l'efficacité du développement, le Comité des questions administratives concernant la gouvernance et les Administrateurs, et le Comité des ressources humaines. Les Administrateurs siègent à un ou plusieurs de ces comités, qui aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à un examen attentif des politiques et des pratiques de l'institution. Le Comité directeur des Administrateurs se réunit deux fois par mois pour examiner le programme de travail stratégique du Conseil.

Les Administrateurs se rendent périodiquement dans les pays membres pour apprécier par eux-mêmes les difficultés économiques et sociales des pays, observer le déroulement des projets financés par la BIRD et l'IDA, et discuter avec les responsables gouvernementaux de la manière dont ceux-ci évaluent la collaboration avec le Groupe de la Banque. Durant l'exercice 16, les Administrateurs se sont rendus au Bangladesh, en



Dernière rangée (de gauche à droite) : Mohamed Sikieh Kayad, Djibouti ; Heenam Choi, Corée, Rép. ; Louis Rene Peter Larose, Seychelles ; Antonio Silveira, Brésil ; Subhash Chandra Garg, Inde ; Masahiro Kan, Japon ; Matthew McGuire, États-Unis ; Andrei Lushin, Fédération de Russie.

Rangée du milieu (de gauche à droite) : Jose A. Rojas R., Venezuela, R.B. ; Satu Santala, Finlande ; Jiandi Ye, Chine (suppléante) ; Rionald Silaban, Indonésie ; Ursula Müller, Allemagne ; Melanie Robinson, Royaume-Uni ; Khalid Alkhudairy, Arabie saoudite ; Alex Foxley, Chili ; Franciscus Godts, Belgique.

Première rangée (de gauche à droite) : Patrizio Pagano, Italie ; Ana Dias Lourenco, Angola ; Alistair Smith, Canada ; Merza Hasan, Koweït (doyen) ; Nasir Mahmood Khosa, Pakistan ; Jörg Frieden, Suisse ; Frank Heemskerck, Pays-Bas ; Hervé de Villeroché, France.

Inde, en Indonésie, en Mauritanie, aux Philippines, en République démocratique du Congo, au Sénégal, au Sri Lanka et au Viet Nam. Ils ont également rendu visite aux réfugiés syriens et aux communautés d'accueil en Jordanie et au Liban.

Par l'intermédiaire de ses comités, le Conseil entretient un dialogue sur l'efficacité des activités de la BIRD et de l'IDA avec le Panel d'inspection et le Groupe indépendant d'évaluation, qui rendent compte directement au Conseil.

Réalisations du Conseil durant l'exercice 16

Les activités des comités durant l'exercice écoulé ont été marquées notamment par le travail du Comité d'audit sur diverses propositions visant à renforcer la capacité financière de la BIRD, l'IDA et la MIGA, et à maîtriser les risques financiers et d'autre nature pour le Groupe de la Banque mondiale. Le Comité du budget a prêté son concours à la mise en œuvre concluante du processus de budgétisation en forme de « W » et à l'examen des dépenses du Groupe de la Banque, et il a fourni des orientations sur la viabilité financière de l'institution. Le Comité pour l'efficacité du développement s'est penché sur les questions relatives à l'orientation stratégique du Groupe de la Banque et à la qualité et aux résultats des opérations financées par la Banque, notamment la modernisation du cadre environnemental et social de la Banque mondiale, les examens externes du Groupe indépendant d'évaluation, le Plan d'action pour les forêts du Groupe de la Banque mondiale, et le processus d'examen rétrospectif du financement à l'appui des politiques de développement. Les travaux du Comité des questions administratives concernant la gouvernance et les Administrateurs ont porté sur l'élaboration d'une formule dynamique de répartition du capital de la BIRD, dans le cadre de la réalisation de l'Examen de la répartition du capital de 2015. Le Comité des ressources humaines a examiné diverses questions ayant trait à la stratégie du Groupe de la Banque en matière de ressources humaines. Il s'est notamment penché sur les plans de carrière, l'assistance financière, l'architecture des contrats, le personnel employé à court terme, la dotation stratégique en personnel, et la diversité et l'inclusion.

Le Conseil s'attache tout particulièrement à aider à réaliser les objectifs consistant à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée de manière durable. À cet effet, au cours de l'exercice 16, il a notamment travaillé avec la direction à la formulation d'une vision à moyen et à long termes du rôle du Groupe de la Banque mondiale dans un paysage du développement mondial en pleine mutation, comme l'a demandé le Conseil des Gouverneurs dans l'Examen de la répartition du capital de 2015. Le soutien du Conseil s'appuie également sur la collaboration avec les partenaires dans le cadre du Sommet mondial sur l'action humanitaire, de la 21^e Conférence des Parties (COP 21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), du Sommet sur le développement durable des Nations Unies tenu en 2015, du financement du développement, du processus de reconstitution des ressources de l'IDA, et des objectifs de développement durable. Les travaux consistaient notamment à examiner l'évolution de la Banque et les autres changements qu'elle peut opérer afin de s'assurer qu'elle demeure une institution de développement mondial de premier plan, ainsi que les moyens de renforcer sa situation financière. Ces discussions se conclurent par les Assemblées annuelles de 2016.

Le Conseil use de plusieurs méthodes pour superviser le travail de la direction et guider cette dernière vers la réalisation des objectifs de la Banque. Au cours de l'exercice 16, le Conseil a examiné des sujets importants pour les opérations de la Banque, au nombre desquels les déplacements forcés de populations ; l'incidence de la baisse des prix du pétrole sur l'économie mondiale ; les insuffisances de données sur le développement ; la gestion de la transition énergétique pour répondre aux objectifs relatifs à la croissance, à la pauvreté et au climat ; la prise en compte systématique de la gestion des risques de catastrophe ; les objectifs de développement à l'ère de l'évolution démographique ; le logement au niveau mondial ; l'impact sur le développement par le biais du tourisme ; l'inclusion financière ; les entreprises publiques ; les flux financiers illicites ; et les vulnérabilités de la dette publique dans les pays à faible revenu. Le Conseil a également délibéré sur des questions internes importantes, telles que l'avenir du Groupe de la Banque mondiale (sur le moyen et le long termes) ; les fiches de performance institutionnelles ; l'aide de l'IDA ; les emprunts non concessionnels ; la mise en œuvre du nouveau cadre de la passation des marchés ; la viabilité financière du Groupe de la Banque mondiale ; la stratégie régionale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ; les priorités stratégiques concernant la fragilité, les conflits et la violence ; le Plan d'action sur le changement climatique ; et la Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de genre. Le Conseil a passé en revue les conclusions du *Rapport sur le développement dans le monde 2016 : les dividendes du numérique*, et les enseignements à en tirer sur le plan des opérations, et attend avec intérêt l'édition de 2017 qui traitera de la gouvernance et de la loi.

En outre, les Administrateurs ont approuvé plusieurs ripostes face à des crises ou à des situations d'urgence pour un large éventail de clients, dont l'Équateur, l'Irak, le Mozambique, le Myanmar, le Pakistan et la Sierra Leone. Ils ont également approuvé le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie, une mesure concrète en réponse à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest. Le Conseil s'est également félicité du rapport du Groupe indépendant d'évaluation sur les résultats et les performances du Groupe de la Banque mondiale intitulé *Results and Performance of the World Bank Group 2015*, et des rapports du Panel d'inspection concernant le Kenya, le Kosovo, la Mongolie, le Népal et l'Ouganda. Le Conseil a également salué l'adhésion de l'Irak au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) et de la République de Nauru à la BIRD et au CIRDI, et il a félicité la République de Corée pour sa sortie du régime BIRD.

Dans l'ensemble, au cours de l'exercice 16, le Conseil a approuvé des aides financières représentant environ 45,9 milliards de dollars, dont environ 29,7 milliards de dollars de prêts de la BIRD et environ 16,2 milliards de dollars d'appui de l'IDA. Les Administrateurs ont également examiné 75 produits de la collaboration avec les pays. Le Conseil a approuvé le budget administratif de la Banque mondiale, qui s'établit à 2,5 milliards de dollars pour l'exercice 17.



Mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée de manière durable

Tout ce que le Groupe de la Banque mondiale entreprend est motivé par ses objectifs : mettre fin à l'extrême pauvreté — ramener à 3 % d'ici 2030 le pourcentage de la population mondiale en situation d'extrême pauvreté — et promouvoir une prospérité partagée — accroître les revenus des 40 % de population les plus pauvres. Ces deux objectifs doivent être réalisés d'une manière durable.

Les projections de la Banque mondiale laissent penser que, pour la première fois dans l'histoire, le nombre de personnes en situation d'extrême pauvreté est tombé en dessous de 10 % de la population mondiale. Malgré cette bonne nouvelle, des centaines de millions de personnes ont toujours moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, le critère utilisé actuellement pour définir l'extrême pauvreté. La tâche est loin d'être accomplie, et de nombreux défis restent à relever pour réaliser la vision d'ensemble du développement mondial — énoncée dans les objectifs de développement durable, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs propres à la Banque mondiale.

La croissance économique propre à réduire l'extrême pauvreté fait toujours défaut, et d'importants risques susceptibles d'avoir un effet négatif sur l'économie mondiale demeurent, dont une faible demande, le resserrement plus prononcé des marchés financiers, le fléchissement des échanges, la faiblesse persistante des prix du pétrole et des autres produits de base et l'instabilité des flux de capitaux. Par ailleurs, des menaces complexes et graves pèsent sur la prospérité à long terme dans le monde. Il s'agit notamment de conflits régionaux et de la fragilité au niveau local qui ont entraîné le déplacement forcé de millions de personnes ; des pandémies et autres risques sanitaires d'une région à l'autre ; et des effets du changement climatique, qui pourraient provoquer des phénomènes météorologiques extrêmes et perturber la sécurité alimentaire dans de nombreux pays. Les plus pauvres et les plus vulnérables seront les plus touchés par ces risques.

Parallèlement, les tendances du développement mondial ont considérablement évolué. Le monde est beaucoup plus prospère, et son centre de gravité économique se

Des élèves d'une école en République démocratique populaire lao profitent d'une eau salubre pour se laver les mains avant de prendre leur déjeuner. L'investissement dans les enfants est l'un des investissements les plus judicieux qu'un pays puisse réaliser. (© Bart Verweij/Banque mondiale)



L'appui de la Banque mondiale aux très petites et petites entreprises en République arabe d'Égypte, comme cet atelier de couture dans la ville de Louxor, a permis de fournir 70 000 emplois, dont plusieurs aux jeunes et aux femmes. (© Dominic Chavez/Banque mondiale)

déplace vers les économies émergentes. L'investissement privé domine maintenant les transferts de capitaux dans le monde et, comparée à l'aide publique au développement, la mobilisation des ressources intérieures est de plus en plus importante, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire. Le monde étant beaucoup plus interconnecté, il faudra adopter des approches multisectorielles plus intégrées pour réaliser les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement.

La Banque mondiale est exceptionnellement bien placée pour appuyer le programme de développement mondial face à ces problèmes et évolutions sans précédent que connaît l'environnement mondial. Elle demeure un partenaire déterminé à aider les pays à long terme et s'emploie à élaborer des stratégies, des opérations et des modes de financement novateurs adaptés aux besoins de chaque pays. L'institution est organisée de façon à traiter tous les aspects du développement — aux niveaux national, régional et mondial — dans le but de favoriser une action coordonnée qui permette de trouver des solutions pour réduire la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.

Le présent chapitre décrit comment la Banque mondiale a travaillé avec ses partenaires pendant l'exercice écoulé dans des secteurs imbriqués et complexes pour aider les pays à trouver des solutions aux problèmes de développement les plus épineux.

Promouvoir une croissance économique équitable qui ne fait pas d'exclus

La mise en place de politiques et d'institutions équitables permet aux plus pauvres de chaque pays de bénéficier de la croissance économique. La Banque mondiale aide les responsables politiques à prendre, en connaissance de cause, des décisions fondées sur des données factuelles, qui favorisent l'équité et l'inclusion, des conditions macroéconomiques durables, la transparence et l'efficacité du secteur public, la productivité ainsi que l'approfondissement et la stabilité du secteur financier, autant d'éléments fondamentaux qui permettent de réduire la pauvreté et de promouvoir une croissance ne faisant pas d'exclus.

Pour mettre fin à l'extrême pauvreté et favoriser une prospérité partagée, il est fondamental d'assurer l'accès aux opportunités économiques et à des services de base de qualité. La Banque aide les clients à trouver des solutions aux problèmes d'équité et d'inclusion grâce à ses analyses et conseils pointus, à ses services financiers, à ses prêts et à son pouvoir mobilisateur. Cet appui peut permettre aux clients de renforcer leurs bases de données factuelles de façon à prendre des décisions en connaissance de cause, et peut cibler des interventions équitables, efficaces et destinées aux pauvres. À titre d'exemple, un don de l'Association internationale de développement (IDA) en appui au Programme régional d'harmonisation et de modernisation des enquêtes sur les conditions de vie aide les huit États membres de l'Union économique et monétaire

ouest-africaine à améliorer la qualité et la fréquence des données recueillies. Au Chili, une opération de la Banque appuie les réformes visant à améliorer l'accès à l'éducation et sa qualité, ainsi que les moyens de mieux mesurer la pauvreté et cibler les programmes sociaux.

Les politiques macroéconomiques et budgétaires durables créent un environnement favorable à une croissance portée par le secteur privé et constituent le fondement d'une planification du développement efficace et de dépenses publiques judicieuses. La Banque aide les clients à évaluer la gamme appropriée de politiques de gestion budgétaire, d'endettement et de croissance. Ainsi, l'Examen des dépenses publiques (EDP) du Mexique a permis de définir une liste de mesures d'efficacité aux fins des efforts de rééquilibrage budgétaire à court et moyen terme du Gouvernement mexicain. À l'instar des examens des dépenses publiques menés dans d'autres pays, l'initiative mexicaine permettra de poursuivre la concertation en vue de renforcer la gestion budgétaire et l'efficacité générale du secteur public.

Lorsqu'ils mobilisent et dépensent les ressources publiques plus efficacement, les pouvoirs publics améliorent la prestation de services. La Banque aide les clients à améliorer l'efficacité du secteur public, notamment pour ce qui est de hiérarchiser les dépenses, de mieux gérer et maîtriser le budget et d'éliminer les obstacles à une utilisation efficace des ressources intérieures. Il s'agit notamment d'aider les pays à mettre en place des régimes fiscaux équitables et efficaces et à accroître les recettes du Trésor public. Durant l'exercice écoulé, la Banque a créé une équipe chargée des questions fiscales mondiales pour renforcer les travaux de pointe en matière fiscale, assurer la liaison avec d'autres institutions internationales et favoriser une concertation plus coordonnée sur les questions fiscales internationales. En outre, la Plate-forme de coopération en matière fiscale lancée récemment, qui vise à renforcer l'aptitude des pays en développement à mettre en place des régimes fiscaux plus performants et à faire en sorte qu'il soit tenu compte de leurs intérêts, formalisera la collaboration entre la Banque, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Les économies intégrées favorisent une croissance économique soutenue à laquelle le secteur privé contribue largement, ce qui permet d'accroître les revenus des pauvres et de créer davantage d'emplois mieux rémunérés. En collaboration avec la Société financière internationale (IFC), la Banque aide à promouvoir des marchés ouverts et compétitifs et à instaurer un environnement favorable à l'investissement privé. Elle a ainsi récemment prêté conseil en matière de programmes sur la croissance induite par la productivité au Brésil, évalué la concurrence au Kenya et procédé à une analyse des incidences du partenariat transpacifique pour le Viet Nam. En outre, la Banque finance le développement des secteurs orientés vers les exportations dans l'ex-République yougoslave de Macédoine grâce à de vastes réformes du climat de l'investissement et des mesures d'incitation à l'investissement et à l'amélioration du secteur manufacturier. Parmi ses opérations plurinationales, on peut citer le Crédit régional pour la facilitation du commerce et la compétitivité en faveur du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire, qui a pour but de réduire les coûts de transaction entre ces deux pays grâce à une réforme des secteurs des transports et de la douane. Les services de mobilisation de la Banque ont aussi concouru à l'élaboration d'une nouvelle loi sur l'investissement au Myanmar.

L'existence de systèmes financiers ouverts à tous, efficaces et stables contribue à assurer une croissance plus rapide et à réduire la pauvreté. L'un des éléments essentiels de l'action de la Banque consiste à éliminer les obstacles, notamment les déficits de financement pour les entreprises, les pauvres, les infrastructures et le logement. Par exemple, la Banque intervient en qualité de partenaire technique pour aider les pays à élaborer leurs stratégies nationales d'inclusion financière en coordonnant les efforts des parties prenantes et en hiérarchisant les ressources, comme c'est le cas au Pakistan, où la Banque et IFC travaillent en collaboration avec la Banque d'État du Pakistan. En outre, la Banque collabore activement avec les pays pour renforcer la transparence et l'éthique de responsabilité et réduire les flux financiers illicites dans le cadre d'une initiative mondiale. Elle s'emploie à améliorer l'accès des autorités publiques aux informations sur les propriétaires réels d'actifs, à renforcer l'échange de renseignements en matière fiscale et à aider les pouvoirs publics à détecter les cas de blanchiment d'argent. Il s'agit également, par ces initiatives, de faire en sorte que les fonctionnaires et les entreprises honnêtes soient reconnus et que ceux qui sont corrompus et se livrent à des activités criminelles soient sanctionnés.

La Banque collabore également avec les pays membres pour renforcer les principales institutions financières en vue d'assurer la stabilité financière et la croissance économique. Dans le cadre du Programme de services de conseil et de gestion des réserves



Les services d'autobus express — comme le réseau TransMilenio de Bogotá (Colombie) financé par la Banque mondiale — sont un moyen relativement rapide, efficace et respectueux du climat de transporter les passagers dans des villes de plus en plus congestionnées. © Dominic Chavez/Banque mondiale

(« RAMP »), la Banque s'emploie avec plus de 60 institutions membres (banques centrales, caisses nationales de retraite et fonds souverains) à améliorer la gestion des réserves de change et d'autres actifs financiers. La santé financière d'une banque centrale repose sur un portefeuille liquide et stable de réserves de change. La Banque travaille avec les gouvernements des pays membres aux niveaux national et infranational pour mettre en place des capacités en vue d'élaborer et d'appliquer des stratégies de gestion de la dette conformes à la pratique optimale. Une gestion efficace de la dette publique constitue la pierre angulaire de la stabilité financière et d'une politique budgétaire durable.

Améliorer la qualité des infrastructures grâce à des partenariats public-privé

La Banque mondiale entend aider les pouvoirs publics à prendre des décisions éclairées en vue d'améliorer l'accès aux services d'infrastructures et leur qualité, y compris, le cas échéant, en ayant recours à des partenariats public-privé (PPP). Il s'agit de renforcer la collecte de données, de renforcer les capacités, de mettre au point et à l'essai des outils, de promouvoir la divulgation d'informations et d'encourager la collaboration avec toutes les parties prenantes.

Durant l'exercice 16, plusieurs outils ont été mis au point souvent en collaboration avec d'autres banques multilatérales et partenaires de développement — dans le but d'aider les autorités à prendre des décisions judicieuses en matière de projets d'infrastructures. Il s'agit notamment d'une enquête sur la passation des marchés dans le cadre de PPP dans 80 pays, d'un outil de diagnostic-pays, d'un outil mis au point avec le FMI pour évaluer l'incidence budgétaire éventuelle des PPP, d'un outil d'établissement des priorités, d'un cadre de divulgation des informations pour les PPP, d'une analyse des modalités de prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les contrats de PPP, et d'une version française d'un cours en ligne ouvert à tous (MOOC) sur les PPP.

En avril 2016, la Banque mondiale a aidé à organiser, de concert avec d'autres banques multilatérales et en partenariat avec l'ONU, le premier Forum mondial sur les infrastructures. C'était la première fois que les responsables de toutes les banques multilatérales se réunissaient pour discuter d'infrastructures, preuve de l'importance du sujet et de l'engagement en faveur de la collaboration multilatérale. Parmi les autres participants importants, on peut citer les partenaires de développement et les représentants du Groupe des Vingt (G-20), du Groupe des Vingt-quatre (G-24) et du Groupe des Soixante-dix-sept (G-77), et le Pôle mondial pour les infrastructures. Les participants devront, durant l'exercice prochain, prendre les mesures arrêtées à cette réunion pour mobiliser davantage — et mieux — les investissements publics et privés en faveur des infrastructures. Le prochain Forum mondial sur les infrastructures se tiendra en 2017.

Des milliards aux milliers de milliards : passer à l'action

Dans la déclaration de 2015 intitulée *From Billions to Trillions (B2T)*, qu'ils ont présentée à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement à Addis-Abeba (Éthiopie), le Groupe de la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et les banques multilatérales de développement (BMD) régionales se sont engagés à tirer parti des milliards de dollars d'engagements de prêts au titre des comptes de patrimoine des BMD régionales pour mobiliser et lever des milliers de milliards de dollars de plus auprès des secteurs public et privé. Depuis lors, cette déclaration est au centre des discussions sur le financement du développement dans la plupart des instances internationales. Les actionnaires attendent du Groupe de la Banque qu'il honore cet engagement et qu'il ouvre la voie en mettant en place et en multipliant de nouvelles modalités et solutions de financement en vue de mobiliser des ressources additionnelles en appui aux objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Durant l'exercice 16, le Groupe de la Banque est resté fermement engagé en faveur du programme relatif au financement du développement en sa qualité de membre influent du Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement, l'organisme des Nations Unies chargé du suivi et de l'examen des engagements pris à Addis-Abeba. Par ailleurs, deux importantes initiatives ont été lancées en appui au financement du développement. Ce sont, d'une part, l'initiative commune Banque mondiale-FMI en matière fiscale, qui vise à renforcer les capacités nationales de mobilisation des ressources intérieures, et, d'autre part, le Mécanisme mondial de financement des infrastructures des banques multilatérales de développement, qui vise à élargir l'éventail des projets d'infrastructures susceptibles de mobiliser l'investissement privé. Le Groupe de la Banque s'emploie aussi activement, de concert avec le secteur privé, à étudier les possibilités d'alignement des interventions des secteurs public et privé en organisant chaque année un forum sur le financement du développement. Pour l'avenir, une série d'indicateurs permettant de mesurer et d'évaluer les efforts de mobilisation de ressources à l'échelle des programmes du Groupe de la Banque est en voie d'élaboration pour l'exercice 17, l'objectif étant d'inciter à accroître l'aptitude de l'institution à mobiliser et stimuler les apports en ressources à tous les niveaux de sa collaboration avec les clients et les partenaires.

Au cours de l'exercice écoulé, le Mécanisme mondial de financement des infrastructures a approuvé son premier projet (hydroélectricité dans les Îles Salomon) et quatre dons à l'appui de la planification (Brésil, Côte d'Ivoire, République arabe d'Égypte et Géorgie). L'appui apporté par le Mécanisme de conseil à l'appui de la formation de partenariats public-privé dans le secteur des infrastructures dans le domaine du renforcement des capacités et du savoir a augmenté de plus de 60 % pendant l'exercice écoulé, les principaux bénéficiaires étant l'Afrique subsaharienne et les pays les plus pauvres.

Assurer la durabilité des principaux moteurs du développement

L'adoption des objectifs de développement durable en septembre 2015 et la signature de l'Accord de Paris sur le changement climatique en avril 2016 montrent clairement que la communauté internationale reconnaît que la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la durabilité environnementale sont intimement liées et indispensables pour réaliser le développement durable.

Vu que 78 % des pauvres du monde vivent en milieu rural et que leurs moyens de subsistance reposent pour la plupart sur l'agriculture, accroître la productivité agricole et la résilience, rapprocher davantage les paysans des marchés et fournir des denrées alimentaires à des prix abordables sont autant de moyens de mettre fin à la pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée qui ont fait leurs preuves. Le programme de la Banque relatif à l'agriculture est axé sur ces domaines, l'attention étant accordée plus particulièrement à l'agriculture climato-intelligente, à l'amélioration de la nutrition, au renforcement des chaînes de valeur agricoles et à la création d'emplois. À titre d'exemple, au Sénégal, l'appui apporté a permis l'adoption de 14 nouvelles variétés de céréales xéro-philés à haut rendement. En Ouganda, un projet appuie la production de cultures riches en micronutriments qui sont adaptées aux préférences et conditions locales, ainsi qu'une banque de semences de cultures biofortifiées. Au Népal, un projet porte sur les technologies économes en main-d'œuvre, comme les sécheuses solaires améliorées permettant de préserver les fruits et légumes.



Le Programme de productivité agricole de l'Afrique de l'Ouest aide 13 pays à mettre en place des systèmes alimentaires durables permettant de créer des emplois pour les jeunes et de produire des aliments nutritifs que les paysans peuvent vendre et la population consommer. Le projet permet également d'apporter des améliorations grâce à la recherche agricole, menée notamment dans ce centre au Ghana. (© Dasan Bobo/Banque mondiale)

Dans le secteur de l'énergie, l'action de la Banque s'inscrit dans le cadre de l'initiative Énergie durable pour tous, qui vise trois objectifs à l'horizon 2030 : assurer l'accès universel à l'énergie, doubler le taux d'amélioration du rendement énergétique et doubler la part des sources d'énergie renouvelables dans le bouquet énergétique mondial. Au Bangladesh, par exemple, un projet d'énergie solaire d'usage domestique a permis de toucher les habitants des zones rurales ; 3,5 millions de ménages reçoivent ainsi de l'électricité à partir de leurs toits. La chute des prix du pétrole et d'autres produits de base a amené de nombreux pays riches en ressources à solliciter l'assistance de la Banque dans le secteur des industries extractives pour faire face à l'instabilité des prix, diversifier leurs économies, renforcer la gouvernance dans les secteurs d'activité, accroître le partage des avantages et assurer la durabilité environnementale et sociale.

La Banque mondiale aide aussi les pays à inscrire dans leurs plans de développement la valeur et les potentialités de création d'emplois des ressources naturelles — qu'il s'agisse des richesses des océans, des bassins hydrographiques ou des forêts — ainsi que les coûts associés à la dégradation de l'environnement, à la pollution et à la pénurie de ressources. Au Maroc, par exemple, dans le cadre d'une opération à l'appui des politiques de développement axée sur la croissance verte, des mesures sont prises pour améliorer la viabilité des secteurs, notamment ceux de la pêche, de l'agriculture et du tourisme, qui sont des sources essentielles d'emplois pour les populations rurales pauvres particulièrement touchées par l'épuisement des ressources naturelles. Dans le secteur agricole, par exemple, le programme favorise de meilleures pratiques de gestion des eaux souterraines, la conservation des sols et la communication d'informations météorologiques plus efficaces aux agriculteurs. Durant l'exercice 16, la Banque a lancé un plan d'action quinquennal pour les forêts pour le Groupe de la Banque mondiale, dont le but est d'intégrer totalement la gestion durable des forêts au développement et à l'action climatique. Le plan, qui introduit le concept des interventions « intelligentes pour les forêts », prend en compte les paysages forestiers de façon globale afin d'éviter l'érosion du capital forestier.

Les transports et les technologies de l'information et de la communication rapprochent les hommes et les femmes des emplois, des marchés et des services sociaux, et sont au centre des discussions mondiales sur les objectifs de développement durable, le changement climatique et la sécurité routière. De graves problèmes d'accessibilité, d'efficacité et de sécurité continuent pourtant de poser des défis cruciaux à relever si l'on veut tirer pleinement parti d'une mobilité durable. Aujourd'hui, 1 milliard d'individus n'ont toujours pas accès à une route praticable en toute saison, et 3 milliards n'ont pas accès à l'internet. Parmi les actions menées pour mettre en place des transports plus sûrs, plus propres et plus abordables, on peut citer l'augmentation de la fréquen-

tation des bus de 40 % à Wuhan (Chine) et l'amélioration de la sécurité routière en Inde. La technologie et la gestion des données aident à mieux cartographier les schémas de déplacement et les besoins des usagers, donnent la parole aux habitants et améliorent la qualité des transports publics. Il est également essentiel d'élargir l'accès aux services à haut débit.

Dans les pays en développement, qui représentent 90 % de la croissance urbaine, l'occasion s'offre de créer des villes intelligentes face au climat. Les examens de l'urbanisation réalisés par la Banque offrent aux autorités municipales un cadre pour prendre des décisions difficiles concernant le développement dans leurs villes en fournissant des outils de diagnostic permettant d'identifier les distorsions des politiques et d'analyser les priorités d'investissement. Lancée au cours de l'exercice écoulé sous la coordination de la Banque mondiale et avec l'appui de banques multilatérales de développement, d'organismes des Nations Unies, de cellules de réflexion et de divers réseaux de villes, la Plateforme mondiale pour des villes durables est un programme d'échange d'informations qui donne accès à des outils de pointe et encourage une approche intégrée de la planification et du financement durables des villes.

Dans le secteur de l'eau, la Banque poursuit la vision d'un monde où l'approvisionnement en eau est assuré pour tous, en s'attachant à promouvoir l'accès universel à l'assainissement et à la sécurité de l'approvisionnement en eau. Ayant un caractère multisectoriel, la nouvelle approche de la Banque en matière d'assainissement en milieu rural en Égypte, en Haïti et au Viet Nam vise, par exemple, vise à aider les gouvernements à mettre à profit les programmes nationaux pour assurer une prestation de services plus locale et responsable et un changement de comportement. En outre, un nouveau plan d'action, élaboré par la Commission du bassin du lac Tchad, vise à doter les communautés du lac Tchad de moyens pour s'adapter face aux problèmes urgents exacerbés par le changement climatique, et à renforcer la contribution du lac Tchad à la sécurité alimentaire régionale.

Ce travail s'est accompagné de l'élaboration de rapports, tels que celui intitulé *High and Dry: Water, Climate Change, and the Economy*, qui prévoit que la modification du cycle de l'eau pourrait avoir des effets économiques importants. Ce rapport est un appel en faveur de l'élaboration de meilleures politiques qui reconnaissent l'importance fondamentale de cette ressource et le fait que la santé, l'énergie, l'alimentation, les villes et les emplois sont largement tributaires de l'eau. En partenariat avec l'ONU, la Banque a également lancé un groupe de réflexion sur l'eau réunissant des chefs d'État et chargé de mobiliser l'action et des fonds en vue d'assurer l'accès de tous à l'assainissement et à l'eau.

Aider les pays à s'adapter au changement climatique

Le Groupe de la Banque mondiale a résolument accéléré son action climatique, compte tenu du lien intrinsèque entre climat et pauvreté. La publication intitulée *Shock Waves: Managing the Impacts of Climate Change on Poverty* parue en prélude aux travaux de la 21^e Conférence des Parties (COP 21) sur le changement climatique tenue à Paris et qui traite de la maîtrise des effets du changement climatique sur la pauvreté, illustre éloquemment la menace que représente le changement climatique pour les pauvres. Ce rapport appelle l'attention sur le fait que, faute d'une action rapide, le dérèglement climatique pourrait faire basculer plus de 100 millions de personnes dans la pauvreté d'ici 2030.

Au lendemain de l'Accord de Paris, le Groupe de la Banque mondiale a élaboré un plan d'action relatif au changement climatique, qui marque un changement fondamental en ce qu'il fait du changement climatique une priorité dans toutes les stratégies et opérations de la Banque. Le plan définit des objectifs ambitieux et des mesures accélérées pour faire face à l'évolution du climat au cours des cinq prochaines années. Les objectifs consistent notamment à aider les pays en développement à ajouter 30 gigawatts d'énergie renouvelable — assez pour alimenter 150 millions d'habitations — à la capacité énergétique mondiale, et à mettre en place des systèmes d'alerte précoce au profit de 100 millions de personnes.

L'un des principaux axes d'intervention du plan d'action consiste à faire davantage pour aider les pays à s'adapter au changement climatique. Il s'agit par exemple d'élaborer des plans d'investissement pour une agriculture intelligente face au climat pour au moins 40 pays d'ici 2020 et d'élargir le recours aux outils d'examen des risques climatiques et des risques de catastrophe au-delà des projets financés par l'IDA. Le plan d'action renforce l'engagement d'augmenter d'un tiers le financement de l'action cli-



Le Projet de commercialisation des technologies du Kazakhstan a permis d'octroyer un financement à un groupe de chercheurs qui mettent au point des systèmes de test d'ADN pour traiter les maladies cardiaques en Asie centrale. (© Shynar Jetpissova/Banque mondiale)

matique à l'échelle du Groupe de la Banque mondiale, à concurrence de 29 milliards de dollars par an éventuellement, avec l'appui de ses membres.

Promouvoir les opportunités en investissant dans le capital humain

Aucune société ne peut donner la pleine mesure de son potentiel ni relever les défis du XXI^e siècle sans la participation pleine, sur un pied d'égalité, de toute sa population, ce qui exige des investissements dans le capital humain à travers l'éducation, les soins de santé, la protection sociale et l'emploi. La Banque mondiale s'attache à promouvoir l'égalité des chances afin de permettre aux populations de vivre en bonne santé, dans la prospérité et plus longtemps ; d'obtenir des emplois productifs ne faisant pas d'exclus ; et de créer des opportunités et faire preuve de résilience face aux chocs économiques, sanitaires et climatiques et aux autres risques. Toutes ces conditions doivent être réunies pour briser le cycle de la transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre et tirer parti des tendances démographiques dans de nombreux pays où la pauvreté est concentrée.

L'objectif général de l'action de la Banque en matière de santé, de nutrition et de population est d'aider les pays en développement à mettre en place des systèmes de santé solides et résilients, à assurer une couverture sanitaire universelle, et à faire en sorte que tous les habitants aient accès à des services de santé essentiels de qualité et ne se retrouvent pas en situation de pauvreté du fait du coût des soins de santé. Il s'agit notamment, au titre des principaux domaines d'intervention, d'éliminer la mortalité maternelle et infantile évitable d'ici 2030 ; de mettre fin aux retards de croissance chez les enfants causés par la malnutrition chronique ; d'arrêter la propagation des maladies transmissibles et non transmissibles évitables ; et de renforcer la préparation aux épidémies.

Durant l'exercice écoulé, tirant les leçons de la crise Ebola en Afrique de l'Ouest, le Groupe de la Banque mondiale a mis en place, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la Santé, le secteur privé et les partenaires de développement, le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie, lancé lors du sommet du Groupe des Sept (G-7) de 2016 tenu à Ise-Shima. Le Mécanisme permettra de mobiliser en temps voulu les fonds et l'appui nécessaires pour aider les pays les plus pauvres à arrêter une épidémie avant qu'elle ne devienne une autre pandémie meurtrière et coûteuse comme Ebola. Par le biais du Mécanisme, la Banque mondiale émettra les premières obligations pour la lutte contre les pandémies et créera un nouveau marché d'assurance couvrant les risques liés aux pandémies.

Dans le cadre du Mécanisme mondial de financement à l'appui de l'initiative Chaque femme, chaque enfant — lancé à la troisième Conférence internationale sur le finance-

Économie et efficacité sur le plan des coûts et des résultats : optimiser les opérations du Groupe de la Banque mondiale

À l'œuvre pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée de manière durable, le Groupe de la Banque mondiale veille à ce que les ressources dont il dispose aient le plus grand impact sur le développement. En d'autres termes, il est déterminé à obtenir le meilleur « rapport qualité-prix » de ses opérations. Ces dernières années, il a fait des progrès à cette fin sur de nombreux fronts.

- **Rendre les opérations plus économiques.** Le Groupe de la Banque a procédé à un vaste examen des dépenses qui a permis d'identifier des économies de 400 millions de dollars dans le budget administratif interne. En outre, il a lancé des pratiques financières novatrices mais prudentes pour optimiser ses bilans.
- **Promouvoir l'efficacité sur le plan des coûts.** De même, le Groupe de la Banque a institué d'importants changements d'ordre organisationnel, qui ont commencé en 2013 avec une restructuration interne visant à garantir que le savoir-faire du Groupe puisse lui permettre de résoudre les problèmes urgents de développement auxquels font face ses clients. Il a aussi introduit le processus en forme de « W », un exercice annuel de planification stratégique et de budgétisation (voir page 60). En outre, pour être plus à même de réagir avec souplesse aux besoins des clients, le Groupe de la Banque continue de simplifier les politiques et procédures opérationnelles et de réformer les politiques en matière de ressources humaines aux fins de gestion des compétences.
- **Assurer l'efficacité du développement.** Le Groupe de la Banque dispose d'une panoplie d'outils à l'échelle de l'institution, des pays et des projets pour suivre les progrès accomplis et les risques qui pèsent sur les résultats sur le terrain. À titre d'exemple, il a récemment mis en place un cadre de gestion des risques — Outil de notation systématique des risques liés aux opérations (SORT) — pour son portefeuille d'opérations. Il continue d'innover dans la prestation de ses services pour se concentrer sur les résultats, en utilisant notamment les instruments de financement du Programme pour les résultats.

Ce sont là des exemples des nombreuses initiatives en cours ou menées à terme pour permettre au Groupe de la Banque de tirer des enseignements de ses opérations et d'améliorer ces dernières, l'objectif étant de disposer des outils les plus efficaces pour répondre aux besoins de développement mondial.

ment du développement à Addis-Abeba (Éthiopie) en juillet 2015 — la Banque appuie les efforts menés par les pays pour améliorer la santé des femmes, des enfants et des adolescents. Le Mécanisme rassemble les ressources provenant des pays, des donateurs internationaux et du secteur privé, et aide ainsi à intensifier l'appui aux interventions fondées sur des données factuelles et à garantir un financement durable lorsque les pays passent du statut de pays à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire. Pendant sa première année de fonctionnement, le Fonds fiduciaire du Mécanisme a apporté son concours à une dizaine de pays représentant près de la moitié du déficit de financement mondial de la couverture sanitaire universelle des femmes, des enfants et des adolescents.

La Banque intensifie également les investissements en faveur de la petite enfance — dans la nutrition, les activités d'éveil du jeune enfant et les environnements sûrs — ; plus de 3 milliards de dollars de financement ont ainsi été consentis ces deux dernières années et plus de 6 milliards de dollars depuis 2000. Selon des études scientifiques et économiques récentes, la nutrition et les activités d'éveil du jeune enfant peuvent avoir un impact profond sur le développement du cerveau et sur la santé, l'apprentissage et les revenus futurs. Preuve de son engagement à investir en faveur du jeune enfant, la Banque a aussi lancé au cours de l'exercice écoulé des partenariats novateurs, dont l'initiative « Power of Nutrition » et le Réseau Action en faveur du développement du jeune enfant (Early Childhood Development Action Network), avec l'UNICEF, des fondations et d'autres partenaires de développement.

Principal organisme international de financement de l'éducation dans les pays en développement, la Banque est déterminée à contribuer à assurer une éducation inclusive et de qualité pour tous. Forte d'un bilan positif dans le domaine de la santé, elle a de plus en plus recours au financement axé sur les résultats pour aider les pays à mettre en place des systèmes d'éducation offrant les incitations nécessaires pour toucher les enfants et les jeunes les plus marginalisés. Consciente de l'importance de l'autonomisation des filles et des femmes, la Banque a annoncé en avril 2016 qu'elle consacra



L'appui de la Banque mondiale à la reconstruction des maisons au moyen de versements échelonnés aide les habitants touchés par les tremblements de terre dévastateurs au Népal à reconstruire leur vie face à de nombreux défis. (© Laxmi Prasad Ngakhushi/Banque mondiale)

2,5 milliards de dollars sur cinq ans à des programmes d'éducation qui profiteront directement aux adolescentes.

La Banque joue un rôle de premier plan dans les efforts visant à élargir les programmes de protection sociale et à renforcer la résilience des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables face aux chocs. Dans une déclaration conjointe, le Groupe de la Banque et l'Organisation internationale du Travail ont défini une vision commune de la protection sociale pour tous — celle d'un monde où toute personne ayant besoin de protection sociale peut y avoir accès à tout moment. Les investissements du Groupe de la Banque en faveur des filets de protection sociale — plus de 1,7 milliard de dollars au cours des cinq dernières années — ont des effets positifs directs sur les familles pauvres du monde entier, en ce qu'ils permettent de réaliser des transferts monétaires, des travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre et des programmes de repas scolaires. Les transferts monétaires sont de plus en plus considérés comme un instrument de protection sociale important pour les personnes déplacées de force en situation de fragilité, de conflit et de violence. En 2015, chaque pays disposait d'au moins un programme de filet de protection sociale, soit plus de 1,9 milliard de bénéficiaires dans le monde.

Au Forum d'échanges de savoirs Sud-Sud tenu à Beijing en novembre 2015, quelque 250 décideurs provenant de 75 pays ont examiné, partagé et appris de nouvelles connaissances et innovations pratiques sur la protection sociale en milieu urbain, qui accueille une part croissante des personnes les plus pauvres du monde. Les filets de protection sociale peuvent contribuer pour beaucoup à identifier et aider les pauvres des zones urbaines et à les rapprocher des services sociaux et des possibilités d'emploi.

Dans le monde, plus de 200 millions de personnes — des jeunes pour la plupart — sont actuellement au chômage et en quête d'emplois. Pour accélérer les progrès vers l'offre d'emplois de qualité et la croissance économique, la Banque procède à des diagnostics approfondis de l'emploi dans au moins 15 pays afin de les aider à créer davantage d'emplois de meilleure qualité et ouverts à tous au moyen du perfectionnement des compétences, de l'octroi de primes au travail, d'une plus grande mobilité de la main-d'œuvre et d'autres réformes du marché du travail.

Comblent les écarts entre les sexes pour accroître les opportunités économiques

Si les préjugés basés sur le genre peuvent constituer des obstacles aussi bien pour les hommes que pour les femmes, ils ont de tout temps défavorisé davantage les filles et les femmes. Force est de constater que les femmes sont à la traîne pour la plupart des indicateurs d'opportunité économique, ce qui freine les progrès non seulement des individus, mais d'économies entières. Comblent les écarts entre les sexes peut aider les

Répondre aux divers besoins des clients au moyen des services de conseil remboursables

Grâce au programme de services de conseil remboursables, la Banque mondiale fournit des services d'analyse et de conseil sur mesure demandés par les clients contre paiement. La Banque peut ainsi satisfaire les demandes des clients en leur fournissant des conseils qui ne peuvent être financés à partir de ses propres ressources financières. Les services de conseil remboursables sont fortement demandés, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire ou élevé. Peuvent prétendre à ces services tous les États membres de la Banque, leurs États constitutifs et municipalités, les entreprises publiques, les organisations de la société civile et d'autres institutions multilatérales.

Les services de conseil remboursables sont caractérisés par une grande souplesse. Ils portent sur un large éventail d'activités, notamment l'assistance technique et la formation, la recherche et l'analyse, les ateliers, les conférences et l'appui à la préparation et à la mise en œuvre de projets financés par les clients. La Banque compte aujourd'hui plus de 200 opérations de ce type en cours dans plus de 60 pays dans ses six régions. Durant l'exercice 16, elle a fourni environ 223 services de conseil remboursables dans plus de 40 pays. Les revenus tirés de ces services se sont élevés à 91,5 millions de dollars au cours de l'exercice 16, signe d'une forte demande continue des clients ces dernières années. Dans l'ensemble, ces revenus ont augmenté d'environ 300 % depuis l'exercice 10.

pays à accroître la productivité et à améliorer les perspectives pour les générations futures. La Banque mondiale s'y emploie avec les clients des secteurs public et privé.

La progression des principaux indicateurs — comme les taux de scolarisation et d'achèvement de la scolarité chez les filles, la mortalité maternelle, la participation au marché du travail, la propriété des biens et l'accès aux services financiers — est conditionnée par la réalisation d'investissements dans plusieurs secteurs, notamment l'eau et l'assainissement, les transports et les finances. C'est ce qui ressort de la nouvelle stratégie intitulée *Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de genre (Exercices 16-23): Égalité des genres, réduction de la pauvreté et croissance inclusive*, qui porte sur des démarches et des interventions produisant des résultats concrets. La stratégie privilégie quatre objectifs essentiels : améliorer les ressources humaines sur le plan de la santé, l'éducation et la protection sociale ; lever les obstacles à la création de davantage d'emplois de meilleure qualité, notamment en remédiant aux manques de compétences et à la ségrégation sexuelle dans la vie professionnelle, et trouver des solutions aux problèmes des travaux domestiques non rémunérés ; lever les obstacles qui empêchent les femmes d'être propriétaires et d'exercer un contrôle sur les terres, le logement, la technologie et les finances ; et faire une plus large place à la voix et à la capacité d'agir des femmes tout en associant les hommes et les garçons à cet effort.

La Banque continue de multiplier les engagements et les partenariats en vue de recueillir et de diffuser davantage de données de meilleure qualité ventilées par sexe. Elle collabore avec les organismes des Nations Unies et d'autres institutions pour recueillir ces données, notamment celles relatives aux statistiques de l'état civil, à la propriété des biens, à l'emploi du temps, à la main-d'œuvre, aux soins de santé et à l'utilisation des services financiers. La diffusion des données ventilées par sexe se fait à travers le nouveau portail actualisé et élargi de données sur le genre et la parité hommes-femmes.

Pour aider les pays à identifier les succès et les échecs afin de combler les disparités économiques entre sexes, quatre laboratoires régionaux d'innovation en matière de genre et de parité mettent en place une base de données factuelles portant sur différents contextes. Soixante-quinze évaluations de l'impact sont en cours sur les compétences, les droits fonciers, l'accès aux infrastructures, la participation au marché du travail, l'esprit d'entreprise, l'emploi des jeunes, la violence liée au genre et les grossesses d'adolescentes. La Banque œuvre également à combler l'écart dans le domaine du crédit, estimé à environ 300 milliards de dollars dans le monde, pour les petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes dans le secteur formel, ainsi que l'écart entre les sexes concernant la propriété de comptes financiers.

Faire face aux causes et conséquences des conflits et de la fragilité

Quelque 2 milliards de personnes, soit plus du quart de la population mondiale, vivent dans des pays où les effets du développement pâtissent de la fragilité, des conflits et de la violence. C'est un problème répandu et complexe, qui englobe notamment les dépla-

cements forcés de longue durée, l'extrémisme violent et la sécurité des citoyens. Forte de son expérience du développement tenant compte des conflits, la Banque mondiale suit une démarche consistant à trouver la solution à ces questions dans un contexte élargi. Au cours de l'exercice 16, ses activités visaient également à rechercher des solutions financières novatrices, y compris avec la participation du secteur privé, pour répondre rapidement aux crises mondiales, et à renforcer les partenariats stratégiques entre les agents humanitaires et les acteurs du développement.

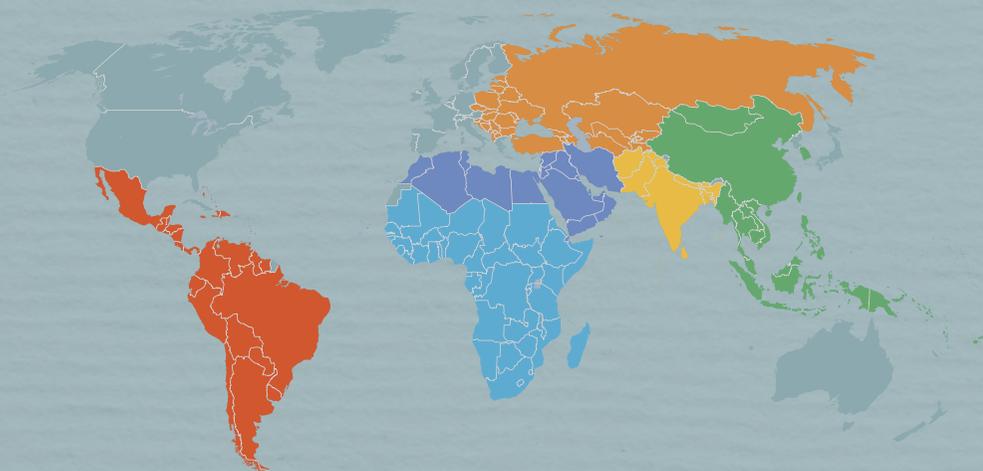
Les opérations de la Banque reposent sur des analyses visant à prendre en compte la fragilité, les conflits et la violence. Ces analyses comprennent des instruments de diagnostic pour l'élaboration de programmes tenant compte des conflits, 46 évaluations des risques et de la résilience ayant été réalisées comme contribution aux diagnostics-pays systématiques et aux cadres de partenariat avec les pays. L'une des priorités au cours de l'exercice 16 a été de renforcer les activités de développement en réponse aux déplacements forcés de populations en procédant à des analyses pour mettre en place un cadre d'intervention opérationnelle et pour définir une démarche commune entre sept banques multilatérales de développement. Pour promouvoir la concertation et le partage des connaissances, la Banque mondiale a accueilli, début 2016, un forum mondial sur la fragilité, auquel ont participé plus d'une centaine d'organisations. La collaboration avec les partenaires ci-après permet d'assurer une exécution efficace des activités : le Programme mondial sur les déplacements forcés, le Fonds fiduciaire pour un partenariat Nations Unies-Banque mondiale sur la fragilité et les conflits, le Fonds fiduciaire pour l'édification de la paix et la construction de l'État et le Fonds fiduciaire coréen pour le développement économique et la consolidation de la paix dans les pays en transition.

La Banque appuie des opérations visant à remédier aux facteurs de fragilité ; à ce titre, elle apporte notamment davantage d'aide aux personnes vulnérables déplacées par un conflit. En Afrique, la Banque a fourni des crédits IDA de près de 250 millions de dollars en faveur des personnes déplacées de force et des communautés d'accueil à Djibouti, en Éthiopie, en Ouganda, en République démocratique du Congo et en Zambie. Cette augmentation des financements consentis dans la région témoigne du caractère mondial du problème des déplacements forcés. Par ces apports financiers, la Banque a honoré les promesses faites par le président Jim Yong Kim et le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, lors des missions conjointes qu'ils ont effectuées dans la région des Grands Lacs d'Afrique en mai 2013 et dans la Corne de l'Afrique en octobre 2014. Les deux responsables ont poursuivi leur collaboration durant l'exercice écoulé. En mars 2016, ils se sont rendus ensemble en Jordanie, au Liban et en Tunisie pour promouvoir la paix et le développement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Pour empêcher une reprise des conflits, il est indispensable de renforcer les interventions et l'appui aux processus de transition pendant les transferts pacifiques du pouvoir politique et d'autres périodes de « nouveau départ » dans les pays touchés. Dans le cadre du mécanisme de l'IDA au titre du redressement, des financements plus élevés sont octroyés aux pays, ce qui offre de vastes possibilités pour consolider la stabilité et la résilience afin d'accélérer la transition pour sortir de la situation de fragilité. Durant l'exercice 16, la Guinée-Bissau et Madagascar étaient résolus à satisfaire les conditions requises pour y prétendre, comme en témoignent l'engagement pris par les pouvoirs publics en faveur d'un programme de réformes et la position commune adoptée par les principaux partenaires de développement d'accroître leur concours à ces pays, auxquels ont été alloués respectivement 20 millions de dollars et 230 millions de dollars.

Lancée en mars 2015, la Plateforme de la Banque mondiale pour la lutte contre les violences sexuelles et fondées sur le genre fournit des services aux victimes, contribue à la prévention et à la sensibilisation de l'opinion publique et renforce les capacités des pays clients par l'échange Sud-Sud des connaissances. Des projets pilotes novateurs sont mis en œuvre en Géorgie, au Népal, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en République démocratique du Congo dans ce cadre. À l'issue d'un voyage d'études à travers le monde organisé en 2015 avec les représentants de tous les projets, les instances de la Plateforme ont entrepris d'organiser des voyages d'études régionaux en 2016 pour permettre aux clients de tirer des enseignements des pratiques optimales régionales.

Pour en savoir plus sur les secteurs d'activité de la Banque mondiale, rendez-vous sur le site worldbank.org/topics.



Les régions

La Banque mondiale opère aujourd’hui à partir de plus de 130 représentations dans le monde. Cette présence accrue sur le terrain aide l’institution à mieux comprendre ses partenaires dans ces pays, à travailler plus efficacement avec eux et à leur fournir plus rapidement les services dont ils ont besoin. Au total, 96 % des directeurs des opérations et chefs-pays et 40 % des agents de la Banque sont en poste dans des pays des six régions géographiques. La section suivante présente les principaux objectifs atteints, les projets entrepris, les stratégies révisées et les publications produites durant l’exercice 16. De plus amples informations sont fournies à l’adresse suivante : worldbank.org/countries.

TABLEAU 1
ENGAGEMENTS AU COURS DE L’EXERCICE 16

RÉGION	BIRD (MILLIONS DE DOLLARS)	IDA (MILLIONS DE DOLLARS)	TOTAL BIRD/IDA (MILLIONS DE DOLLARS)	PART TOTALE BIRD/IDA (%)
Afrique	669	8 677	9 346	20
Asie de l’Est et Pacifique	5 176	2 324	7 500	16
Europe et Asie centrale	7 039	233	7 272	16
Amérique latine et Caraïbes	8 035	183	8 218	18
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5 170	31	5 201	11
Asie du Sud	3 640	4 723	8 363	19
Total	29 729	16 171	45 900	100

TABLEAU 2
DÉCAISSEMENTS AU COURS DE L’EXERCICE 16

RÉGION	BIRD (MILLIONS DE DOLLARS)	IDA (MILLIONS DE DOLLARS)	TOTAL BIRD/IDA (MILLIONS DE DOLLARS)	PART TOTALE BIRD/IDA (%)
Afrique	874	6 813	7 687	21
Asie de l’Est et Pacifique	5 205	1 204	6 409	18
Europe et Asie centrale	5 167	365	5 532	15
Amérique latine et Caraïbes	5 236	303	5 539	16
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4 427	44	4 471	13
Asie du Sud	1 623	4 462	6 085	17
Total	22 532	13 191	35 723	100

Portefeuille de projets en cours d’exécution au 30 juin 2016 : 207,3 milliards de dollars.



Certes, la région Afrique a accompli des progrès au cours des dix dernières années — dans les domaines de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté —, mais elle est maintenant confrontée à des défis de taille en raison principalement de la baisse des cours mondiaux des produits de base et des risques inhérents à la région. La croissance a connu le ralentissement le plus marqué depuis 2009, s'établissant à 3 % en 2015, contre 4,5 % en 2014, et elle devrait reculer davantage à 2,5 % en 2016. La croissance du revenu par habitant, inhibée par l'accroissement de la population, a été encore plus modeste.

La situation diffère d'un pays à l'autre, en particulier entre les pays riches en ressources et les autres, mais globalement, l'évolution de la croissance économique de la région demeure en deçà des niveaux d'avant la crise financière. Le ralentissement de la croissance exacerbe le défi de la réduction de la pauvreté. Malgré les progrès, la proportion de personnes disposant de 1,90 dollar ou moins par jour pour vivre reste très élevée, estimée à 42,7 % en 2012.

L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice écoulé, la Banque a approuvé une enveloppe de 9,3 milliards de dollars pour la région au titre de 109 projets. Cette enveloppe comprenait 669 millions de dollars de prêts de la BIRD et 8,7 milliards de dollars d'engagements de l'IDA, dont 200 millions de dollars du Mécanisme de financement complémentaire de l'IDA. Les principaux pôles d'intervention incluaient l'augmentation de la productivité agricole, l'élargissement de l'accès à une énergie abordable et fiable, le renforcement de la résilience face au changement climatique, la consolidation des pays fragiles ou touchés par des conflits, et la promotion d'une éducation de qualité.

La Banque a par ailleurs largement contribué à la production de connaissances durant l'exercice écoulé. Selon le rapport intitulé *Poverty in a Rising Africa*, il se peut que l'incidence de la pauvreté dans la région soit plus faible que ne le laissent penser les estimations actuelles. Toutefois, en raison de la croissance démographique, 50 millions d'Africains de plus qu'en 1990 vivent aujourd'hui dans l'extrême pauvreté.

Augmenter la productivité agricole

L'agriculture représente 65 % des emplois en Afrique. Le développement de ce secteur peut aider à diversifier les économies, à un moment où certains pays font face à des difficultés dues à la baisse des prix des produits de base. Pour améliorer la vie de deux millions des quelque 50 millions d'éleveurs vivant dans la région, le Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel, d'un montant de 248 millions de dollars, vise à élargir l'accès à des facteurs de production essentiels, aux services et aux marchés dans six pays (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) et à améliorer les ripostes locales aux crises ou situations d'urgence pastorales. La plupart des bénéficiaires de ce projet de six ans seront des femmes et des jeunes.

Accroître l'accès à une énergie abordable et fiable

L'Afrique continue d'être à la traîne par rapport à d'autres régions du monde en ce qui concerne l'accès à l'électricité — le comble pour un continent doté d'un immense potentiel en énergies renouvelables, notamment l'hydroélectricité, le solaire, le géothermique. L'accroissement de l'accès à une énergie abordable, fiable et durable est l'un des principaux objectifs de l'action de la Banque dans la région. Au cours de l'exercice écoulé, la Banque a fourni 700 millions de dollars au titre du Projet gazier de Sankofa au Ghana, qui permettra de mettre en valeur le gaz naturel se trouvant à 60 kilomètres au large de la côte ouest du pays. Ce gaz alimentera la production de non moins de

PAYS ADMIS À EMPRUNTER À LA BANQUE MONDIALE*

Afrique du Sud	Congo, République démocratique du	Guinée équatoriale	Mauritanie	Sénégal
Angola	Congo, République du	Guinée-Bissau	Mozambique	Seychelles
Bénin	Côte d'Ivoire	Kenya	Namibie	Sierra Leone
Botswana	Éthiopie	Lesotho	Niger	Soudan du Sud
Burkina Faso	Gabon	Libéria	Nigéria	Swaziland
Burundi	Gambie	Madagascar	Ouganda	Tanzanie
Cabo Verde	Ghana	Malawi	République centrafricaine	Tchad
Cameroun	Guinée	Mali	Rwanda	Togo
Comores		Maurice	Sao Tomé-et-Principe	Zambie

*au 30 juin 2016

1 000 mégawatts d'électricité à usage domestique, soit 40 % environ de la capacité de production installée actuelle du Ghana. Le projet permettra de mobiliser 7,9 milliards de dollars d'investissements du secteur privé et devrait être particulièrement rentable et bénéfique pour le Ghana.

S'adapter à l'évolution du climat et renforcer la résilience climatique

Le changement climatique, plus particulièrement les variations des températures et du régime des pluies, devrait frapper de plein fouet les populations les plus pauvres d'Afrique. L'investissement consacré aux techniques d'adaptation au changement climatique et à la gestion des risques de catastrophe demeure l'une des principales priorités de la Banque. Le document intitulé *Africa Climate Business Plan*, présenté lors des négociations sur le climat de la 21^e Conférence des Parties (COP 21) qui s'est tenue à Paris en décembre 2015, définit un programme de travail destiné à aider les pays à réduire les effets du changement climatique et à s'y adapter. En avril 2016, la Banque mondiale, en collaboration avec ses partenaires, a décidé de créer un observatoire du littoral ouest-africain pour enrichir la base de connaissances sur l'érosion côtière, les inondations et d'autres risques liés à la modification du climat auxquels sont confrontés les pays côtiers et insulaires d'Afrique de l'Ouest. Cet observatoire permettra de renforcer les capacités nationales et régionales et soutiendra les efforts déployés par les pays pour rendre leurs zones côtières plus résilientes face au changement climatique.

Venir en aide aux pays fragiles ou touchés par des conflits

Au cours de l'exercice écoulé, l'IDA a approuvé l'octroi de ressources à la Guinée-Bissau et à Madagascar au titre de leur redressement. Ces fonds aident les pays fragiles ou en situation de conflit à s'attaquer aux inducteurs de leur fragilité et de soutenir le rétablissement du bon fonctionnement des institutions étatiques. En Guinée-Bissau et à Madagascar, ils permettront de financer des réformes essentielles, notamment le renforcement d'un système de gestion des finances publiques transparent et responsable.

Les initiatives régionales mises en œuvre par la Banque mondiale et les Nations Unies dans les Grands Lacs, le Sahel et la Corne de l'Afrique soutiennent les efforts déployés par-delà les frontières pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la fragilité. La Banque mondiale s'attaque au problème urgent du déplacement des populations dans les Grands Lacs et la Corne de l'Afrique au moyen de deux opérations visant à aider les pays concernés à juguler la crise en cours en apportant un soutien aux personnes forcées de se déplacer et aux communautés qui les accueillent.

Promouvoir le développement du capital humain

Au cours de chacune des dix prochaines années, 11 millions de jeunes Africains intégreront le marché du travail. Ils devront avoir bénéficié de la formation et disposer des compétences requises pour pouvoir réussir. Pour remédier à l'inadéquation entre le contenu de la formation des étudiants africains et les compétences recherchées par les employeurs, la Banque a lancé des initiatives destinées à promouvoir l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques à travers la région. Un projet d'ouverture de Centres universitaires d'excellence en Afrique d'un montant de 140 millions de dollars permet de financer 24 centres sélectionnés retenus à travers un processus concurrentiel et basés dans des établissements d'enseignement supérieur d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe. Ce projet renforcera leurs capacités et mettra l'accent sur l'excellence dans la formation, la recherche appliquée et le transfert de connaissances dans des secteurs prioritaires comme l'agriculture, la santé, l'éducation et la statistique appliquée.

FIGURE 1 AFRIQUE

PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 16

PART DU TOTAL DE 9,3 MILLIARDS DE DOLLARS

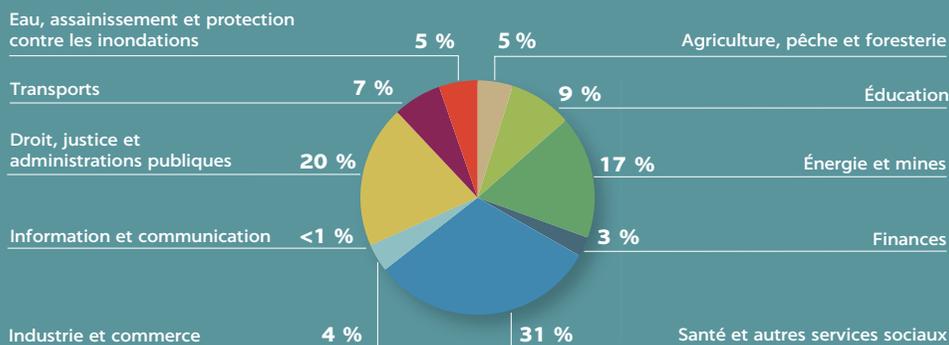


TABLEAU 3 AFRIQUE

LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2010	DONNÉES ACTUELLES ^a	TENDANCE
Population totale (millions)	668	874	1 001	
Croissance démographique (% annuel)	2,7	2,8	2,7	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	504	1 280	1 627	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	0,9	2,7	0,2	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	399 ^b	398	389	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	51	58	60	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	49	55	57	
Taux d'alphabétisation des jeunes, filles (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	62	66	66	
Taux d'alphabétisation des jeunes, garçons (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	75	76	76	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	556	720	753	
SUIVI DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)				
ODD 1.1 Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	57,1 ^b	46,1	42,7	
ODD 2.2 Prévalence du retard de croissance, taille pour âge (% des enfants âgés de moins de 5 ans)	43	38	36	
ODD 3.1 Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	846	625	547	
ODD 3.2 Taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	154	101	83	
ODD 4.1 Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	55	68	69	
ODD 5 Taux des femmes par rapport aux hommes (estimation modélisée de l'OIT, %)	81	84	84	
ODD 5.5 Pourcentage de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (% du total)	12	19	24	
ODD 6.1 Accès à l'eau potable (% de la population bénéficiant de l'accès)	55	63	68	
ODD 6.2 Accès à des installations sanitaires de base (% de la population bénéficiant de l'accès)	25	28	30	
ODD 7.1 Accès à l'électricité (% de la population)	26	32	35	
ODD 7.2 Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	73	71	70	
ODD 17.8 Personnes utilisant Internet (% de la population)	0,5	10	22	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2011 et 2015 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002.

FIGURE 2 AFRIQUE

PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR THÈME - EXERCICE 16

PART DU TOTAL DE 9,3 MILLIARDS DE DOLLARS

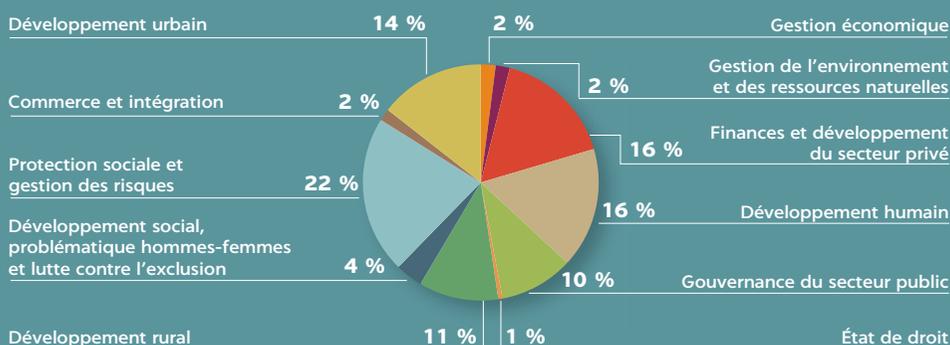


TABLEAU 4 AFRIQUE

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 14-16

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 14	EX. 15	EX. 16	EX. 14	EX. 15	EX. 16
BIRD	420	1 209	669	335 ^a	816	874
IDA	10 193	10 360	8 677	6 604	6 595	6 813

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2016 : 56,1 milliards de dollars.

a. Cette figure recueillie dans le Rapport annuel 2014 a été modifiée pour correspondre au total indiqué.

Augmenter la productivité agricole en Afrique de l'Ouest

En 2008, la Banque mondiale avait mis en œuvre, à titre expérimental, le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) au Ghana, au Mali et au Sénégal. Les résultats avaient été impressionnants : les revenus des bénéficiaires avaient augmenté de 34 % et les récoltes de 30 %, les apports en calories avaient progressé et les périodes de famine s'étaient raccourcies. Suite au succès de la phase expérimentale, le programme a été déployé dans 10 autres pays, à savoir Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Libéria, Niger, Nigéria, Sierra Leone et Togo.

Ce programme élargi a permis d'augmenter les revenus et d'améliorer la sécurité alimentaire de 7 millions de bénéficiaires directs (dont 42 % de femmes) et d'une cinquantaine de millions de bénéficiaires indirects. Il a en outre permis de fournir 160 nouvelles variétés de cultures, des outils de transformation de produits alimentaires et d'autres technologies agricoles à de petits exploitants travaillant sur presque 4 millions d'hectares de terre. Le PPAAO jette en outre les bases de l'innovation agricole dans l'avenir. C'est ainsi qu'il appuie l'ouverture de neuf centres de recherche spécialisés, qui coordonnent la recherche et l'application à travers la région. Le PPAAO a aussi financé la formation de 1 000 jeunes doctorants et étudiants en maîtrise dans le domaine des sciences, et permis d'associer des universités à la mise au point de technologies agricoles.

Face au succès de ce programme, la Banque a décidé de l'étendre au Sénégal durant l'exercice écoulé. Un financement supplémentaire de 20 millions de dollars accompagnera les efforts déployés par les pouvoirs publics pour renforcer la production de semences certifiées et le système de commercialisation de l'arachide, et aidera à diversifier les activités dans le bassin arachidier.

Pour en savoir plus sur le travail de la Banque mondiale dans la région, rendez-vous sur www.worldbank.org/afr.



Asie de l'Est et Pacifique

La croissance a légèrement ralenti dans les pays en développement de la région Asie de l'Est et Pacifique, de 6,8 % en 2014 à 6,5 % en 2015. Ce fléchissement s'explique en grande partie par le ralentissement de la croissance économique en Chine aussi bien qu'en Indonésie, en Malaisie et en Mongolie. Les pays en développement de la région, hormis la Chine, ont enregistré un taux de croissance de 4,8 %, le même qu'en 2014. Malgré ce ralentissement, la région a représenté pratiquement les deux cinquièmes de la croissance mondiale en 2015, soit une contribution encore plus importante qu'en 2014.

L'extrême pauvreté a reculé plus vite dans cette région que dans toute autre, passant de 80 % en 1981 à près de 7,2 % en 2012. En dépit de ces progrès remarquables, quelque 90 millions de personnes vivent toujours dans l'extrême pauvreté — et 250 millions d'autres risquent de basculer à nouveau dans l'extrême pauvreté à cause des dérèglements du climat, des catastrophes naturelles, des maladies et des chocs économiques. Les inégalités économiques sont importantes dans de nombreux pays, même si les 40 % les plus pauvres de la population ont vu leurs revenus s'accroître plus rapidement que ceux du reste de la population dans la plupart de ces pays. Les écarts de revenus traduisent en partie l'inégalité des chances, notamment les disparités d'accès aux services de santé et à l'éducation.

L'aide de la Banque mondiale

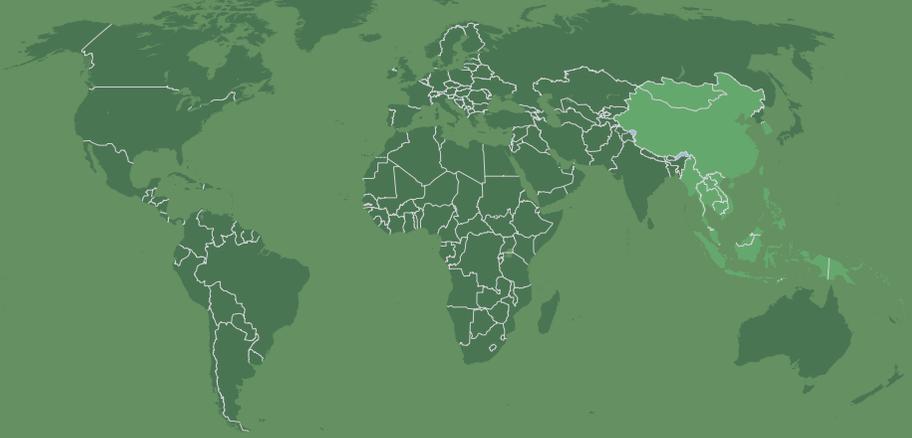
La Banque a approuvé une enveloppe de 7,5 milliards de dollars pour la région au titre de 41 projets durant l'exercice écoulé. L'aide comprenait 5,2 milliards de dollars de prêts de la BIRD et 2,3 milliards de dollars d'engagements de l'IDA. La stratégie de la Banque dans la région se concentre sur cinq problématiques : l'inclusion et l'autonomisation, l'emploi et la croissance impulsée par le secteur privé, la gouvernance et les institutions, les infrastructures et l'urbanisation, et le changement climatique et la maîtrise des risques de catastrophe. Les thèmes transversaux de la fragilité et du genre et l'égalité des sexes occupent également une place importante dans le travail de la Banque dans la région.

Combattre la malnutrition et améliorer la santé

La région ploie sous le double fardeau des retards de croissance et de l'obésité — deux formes de malnutrition. L'Indonésie, le Myanmar, les Philippines et le Viet Nam font partie des 34 pays qui concentrent 90 % de la charge mondiale des retards de croissance. La Chine et l'Indonésie figurent parmi les 10 pays représentant plus de 50 % de la charge mondiale d'obésité.

Le retard de croissance réduit considérablement les capacités physiques et mentales des enfants et impose un énorme tribut humain et économique. À titre d'exemple, en Indonésie, où 37 % des enfants présentent un retard de croissance, les pertes économiques liées à ce problème représenteraient 2 à 3 % du PIB.

La stratégie de la Banque pour combattre la malnutrition consiste à promouvoir la collaboration avec les responsables des politiques, la société civile, le secteur privé et les partenaires de développement afin de stimuler les investissements dans la nutrition et la recherche pour éclairer les politiques publiques. La Banque investit en outre dans des projets de nutrition, tels que le Programme national d'autonomisation des populations locales (PNPM Generasi) en Indonésie, qui aide à améliorer la santé maternelle et infantile. Dans l'une des provinces les plus pauvres du pays, ce projet a aidé à réduire de 20 % et 33 % respectivement l'incidence de l'insuffisance pondérale et de l'insuffisance pondérale grave chez les enfants, et le retard de croissance quant à lui a reculé de 21 %.



PAYS ADMIS À EMPRUNTER À LA BANQUE MONDIALE*

Cambodge	Kiribati	Palaos	Tonga
Chine	Lao, République démocratique populaire	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Tuvalu
Corée, République de	Malaisie	Philippines	Vanuatu
Fidji	Micronésie, États fédérés de	Samoa	Viet Nam
Îles Marshall	Mongolie	Thaïlande	
Îles Salomon	Myanmar	Timor-Leste	
Indonésie			

*au 30 juin 2016

Soutenir les mesures d’atténuation des méfaits du changement climatique et de renforcement de la résilience

La région compte 13 des 30 pays les plus vulnérables au changement climatique. Elle est aussi le théâtre de 70 % des catastrophes naturelles qui frappent la planète et affectent plus de 1,6 milliard de personnes dans la région depuis 2000. Les plus durement touchés sont les pays insulaires du Pacifique, où l’élévation du niveau de la mer fait peser une menace sur les zones côtières et les atolls.

La région Asie de l’Est et Pacifique est aussi la plus grande émettrice de gaz à effet de serre, avec un tiers des émissions mondiales de dioxyde de carbone et 60 % de la consommation mondiale de charbon. Elle a donc un rôle déterminant à jouer dans la lutte contre le changement climatique à l’échelle mondiale. Pour ce faire, la Banque collabore avec les gouvernements, le secteur privé et d’autres partenaires de développement sur une gamme de solutions innovantes visant à soutenir des politiques énergétiques plus vertes et plus propres, dont la tarification du carbone.

La Banque aide aussi ses clients à adopter des approches climato-intelligentes dans des domaines, tels que le développement urbain et l’agriculture. Beijing, par exemple, s’emploie à devenir un modèle pour d’autres villes chinoises en promouvant une croissance économique urbaine écologiquement viable et fondée sur une utilisation rationnelle des ressources naturelles. Avec le concours de la Banque, cette ville a installé des systèmes solaires photovoltaïques d’une capacité de 100 mégawatts sur le toit de 800 écoles primaires et secondaires. Au Viet Nam, l’application de techniques climato-intelligentes dans la riziculture a aidé plus de 30 000 riziculteurs à augmenter leur production en réduisant les coûts et les émissions de méthane.

Promouvoir des partenariats axés sur le savoir pour trouver des solutions de développement

La région a continué d’approfondir ses partenariats portant sur le savoir et la recherche afin d’aider les clients à trouver des solutions à leurs défis de développement qui ne cessent d’évoluer. Le rapport intitulé *Vietnam 2035: Toward Prosperity, Creativity, Equity and Democracy*, qui examine les mécanismes pouvant permettre au Viet Nam de devenir un pays industriel moderne dans 20 ans, en est une illustration. Durant l’exercice écoulé, la Banque a élargi ses partenariats à des pays membres non-emprunteurs, et a ainsi ouvert un bureau à Kuala Lumpur au mois de mars. Ce nouveau bureau en Malaisie, celui de Songdo en République de Corée et le Pôle mondial pour les infrastructures de Singapour sont destinés à produire et à diffuser des savoirs, des enseignements tirés de l’expérience et des solutions en matière de développement dans les pays de la région et à travers le monde.

FIGURE 3 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 16

PART DU TOTAL DE 7,5 MILLIARDS DE DOLLARS

Eau, assainissement et protection contre les inondations

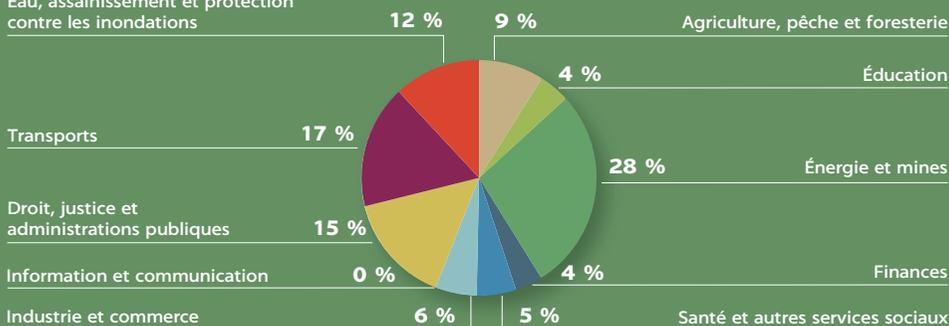


TABLEAU 5 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2010	DONNÉES ACTUELLES ^a	TENDANCE
Population totale (millions)	1 815	1 964	2 035	
Croissance démographique (% annuel)	1,0	0,7	0,7	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	912	3 757	6 407	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	6,4	9,0	5,7	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	553 ^b	226	147	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	72	75	76	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	68	71	72	
Taux d'alphabétisation des jeunes, filles (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	98	99	99	
Taux d'alphabétisation des jeunes, garçons (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	98	99	99	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	4 212	9 558	10 485	

SUIVI DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

ODD 1.1 Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	29,2 ^b	11,2	7,2	
ODD 2.2 Prévalence du retard de croissance, taille pour âge (% des enfants âgés de moins de 5 ans)	26	15	11	
ODD 3.1 Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	120	79	63	
ODD 3.2 Taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	42	23	18	
ODD 4.1 Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	90	105	105	
ODD 5 Taux des femmes par rapport aux hommes (estimation modélisée de l'OIT, %)	82	79	79	
ODD 5.5 Pourcentage de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (% du total)	17	18	20	
ODD 6.1 Accès à l'eau potable (% de la population bénéficiant de l'accès)	80	90	94	
ODD 6.2 Accès à des installations sanitaires de base (% de la population bénéficiant de l'accès)	59	70	75	
ODD 7.1 Accès à l'électricité (% de la population)	91	95	96	
ODD 7.2 Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	31	22	21	
ODD 17.8 Personnes utilisant Internet (% de la population)	2	29	45	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2011 et 2015 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002.

FIGURE 4 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR THÈME • EXERCICE 16

PART DU TOTAL DE 7,5 MILLIARDS DE DOLLARS

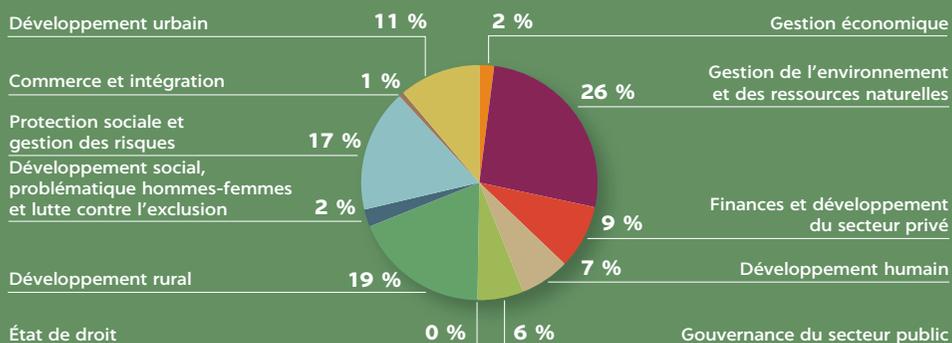


TABLEAU 6 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 14-16

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 14	EX. 15	EX. 16	EX. 14	EX. 15	EX. 16
BIRD	4 181	4 539	5 176	3 397	3 596	5 205
IDA	2 131	1 803	2 324	1 459	1 499	1 204

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2016 : 32,3 milliards de dollars.

Protéger les éleveurs de la Mongolie grâce à une assurance innovante

En Mongolie, les hivers sont beaux, mais parfois très rudes. Un hiver extrêmement froid — le *dzud* — est fatal au bétail, privant les éleveurs de leur gagne-pain.

Pour protéger les éleveurs de ces pertes désastreuses, la Banque a créé l'assurance bétail indexée. Lancé en 2006 et finalisé en 2016, ce projet a introduit un régime d'assurance novateur en vertu duquel les paiements sont effectués sur la base du nombre total de têtes de bétail perdues par espèce et par district, plutôt qu'en fonction des pertes accusées par chaque ménage. Il s'agit d'un amalgame d'auto-assurance, d'assurance fondée sur le jeu du marché et de filet de protection sociale. Les éleveurs assument les coûts des petites pertes qui ne compromettent pas la viabilité de leur activité pastorale. Les pertes les plus importantes quant à elles sont couvertes par les compagnies d'assurance privées. En cas de pertes catastrophiques, les pouvoirs publics interviennent. Ce système incite fortement les éleveurs à poursuivre leur activité pastorale même lorsque surviennent des catastrophes. Si, après un *dzud* ou une sécheresse, un éleveur n'accuse aucune perte de bétail alors que ses voisins en ont subi d'importantes, il est récompensé de ses efforts supplémentaires et la somme qui lui est versée est calculée sur la base des pertes de l'ensemble de la région.

Le système traditionnel se prêtait difficilement à la vérification par les assureurs des pertes subies par chaque éleveur sur le vaste territoire de la Mongolie. Le système d'index reposant sur des statistiques vérifiables, l'estimation des pertes devient un processus beaucoup plus simple qui réduit la marge d'erreur. Ce produit innovant est bénéfique pour les éleveurs et rentable pour les compagnies d'assurance.

Pour en savoir plus sur le travail de la Banque mondiale dans la région, rendez-vous sur www.worldbank.org/eap.



Europe et Asie centrale

La croissance dans la région Europe et Asie centrale ne devrait que peu progresser en 2016 par rapport à la contraction de 0,1 % enregistrée en 2015. La croissance mondiale atone, l'incertitude suscitée par le référendum britannique sur la sortie de l'Union européenne, les tensions géopolitiques persistantes et la crise des réfugiés sont autant de facteurs qui freinent la reprise dans la région. En Eurasie, la faiblesse des recettes pétrolières et des envois de fonds depuis l'étranger continue de peser sur la croissance, après une contraction de 1,1 % en 2015.

Sur le plan de la réduction de la pauvreté, les importants acquis de la dernière décennie sont en train d'être perdus, et le partage de la prospérité est au point mort dans beaucoup de pays. Environ 14 % de la population de la région — soit plus de 66 millions d'habitants — vit en situation de pauvreté, dont près de 19 millions ont moins de 2,50 dollars par jour pour vivre, le seuil de pauvreté dans la région.

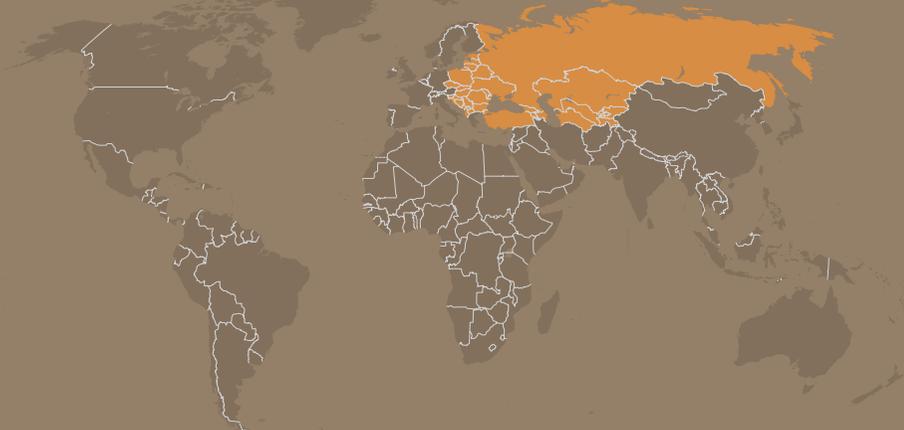
L'aide de la Banque mondiale

La Banque a approuvé une enveloppe de 7,3 milliards de dollars de prêts pour la région au titre de 42 projets durant l'exercice écoulé, dont 7,0 milliards de dollars de prêts de la BIRD et 233 millions de dollars d'engagements de l'IDA. La Banque a également signé 34 accords de services de conseil remboursables avec 9 pays pour un montant total de 34,1 millions de dollars. Ces accords portent notamment sur la fourniture d'une assistance technique pour la réforme des systèmes de santé et d'éducation, la gouvernance du secteur public et le renforcement des capacités institutionnelles, la planification et la gestion des investissements dans les infrastructures.

La stratégie définie pour la région a pour objectif d'aider les pays clients à s'adapter à la nouvelle réalité marquée par des vulnérabilités et des risques qui se multiplient. Dans cette optique, la Banque mise sur la stabilité macroéconomique et conseille sur les mesures à prendre face aux pressions sur le change ; elle travaille avec les pays sur les problèmes de déplacement forcé de populations et de diminution des envois de fonds ; elle dispense des conseils budgétaires aux clients pour financer des réformes clés ; elle appuie la mise en place de dispositifs de protection sociale ; et elle aide les pays à classer les investissements par ordre de priorité. Dans le même temps, la Banque continue d'aider à surmonter les difficultés structurelles et de long terme qui touchent la région.

Favoriser la résilience, la diversification et la compétitivité

Durant l'exercice écoulé, la Banque a investi dans la croissance macroéconomique, la bonne gouvernance, la compétitivité et la création d'emplois en Arménie, au Kazakhstan, en Pologne, en République kirghize, en Serbie et en Ukraine. Elle a également investi dans l'amélioration de la gouvernance du secteur public et dans la fourniture de services publics de qualité en Albanie, en Arménie, au Bélarus, à Moldova, en Ouzbékistan, en République kirghize, en Serbie et en Ukraine. Elle a contribué à promouvoir l'innovation, l'esprit d'entreprise et la croissance du secteur privé en Croatie et en République kirghize, à améliorer l'accès à des services financiers pour les très petites, petites et moyennes entreprises en Turquie, et à développer des services touristiques compétitifs en Géorgie et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. Des programmes financés par la Banque se sont employés à améliorer la résilience et l'efficacité du secteur financier et des systèmes bancaires en Bulgarie, au Kazakhstan, en République kirghize et en Ukraine, et ont aidé l'Arménie, l'Azerbaïdjan, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Géorgie, le Kazakhstan, Moldova et l'Ukraine à moderniser et développer leurs infrastructures de transport afin de favoriser la croissance, les interconnexions et la compétitivité.



PAYS ADMIS À EMPRUNTER À LA BANQUE MONDIALE*

Albanie	Ex-République yougoslave de Macédoine	Monténégro	Turkménistan
Arménie	Fédération de Russie	Ouzbékistan	Turquie
Azerbaïdjan	Géorgie	Pologne	Ukraine
Bélarus	Kazakhstan	République kirghize	
Bosnie-Herzégovine	Kosovo	Roumanie	
Bulgarie	Moldova	Serbie	
Croatie		Tadjikistan	

*au 30 juin 2016

La Banque a apporté des conseils et fourni des services d'analyse dans les domaines du climat de l'investissement et des affaires en Espagne, en Fédération de Russie, en Grèce, au Kazakhstan, en Pologne, en République kirghize et en Roumanie ; de l'efficacité des finances publiques et du secteur public en Albanie, en Arménie, au Kazakhstan, en ex-République yougoslave de Macédoine, en Ouzbékistan, en Pologne, en République kirghize, en Roumanie et en Serbie ; et du commerce et de la compétitivité au Kazakhstan, en République kirghize, en Russie, au Turkménistan et dans les pays des Balkans occidentaux.

La Banque publie des analyses macroéconomiques et des recommandations sectorielles dans ses rapports économiques périodiques sur de nombreux pays de la région. La dernière édition du rapport économique sur la Russie intitulé *Russia Economic Report: The Long Journey to Recovery* a mis l'accent sur les enjeux de la diversification économique en Russie, tandis que celui sur l'Europe du Sud-est, *South East Europe Regular Economic Report Special Topic: The Impact of Aging on Economic Growth* a analysé l'impact du vieillissement sur la croissance économique dans les pays des Balkans occidentaux.

Développer le capital humain et favoriser l'inclusion

La Banque travaille avec les pays clients à concevoir et mettre en œuvre des réformes destinées à améliorer l'efficacité et la viabilité budgétaire de leurs systèmes de retraite, de protection sociale, d'éducation et de santé. Durant l'exercice écoulé, elle a aidé les responsables politiques à améliorer les systèmes de santé au Kazakhstan et les systèmes éducatifs au Kosovo et en Ouzbékistan. Elle a dispensé des services d'analyse et de conseil en vue d'améliorer l'efficacité et la viabilité budgétaire des systèmes de retraite en Albanie, en Arménie, en Azerbaïdjan, dans les Balkans occidentaux, en Géorgie, en Hongrie, au Kazakhstan, en Pologne et en Russie, et d'améliorer les systèmes de protection sociale en Grèce, au Kazakhstan et en Ouzbékistan.

Pendant l'exercice écoulé, la Banque a publié un ouvrage sur les Roms intitulé *Being Fair, Faring Better: Promoting Equality of Opportunity for Marginalized Roma*. Elle y montre comment les pays d'Europe centrale et orientale peuvent promouvoir l'égalité des chances pour les Roms marginalisés.

Soutenir l'adaptation au changement climatique et l'efficacité énergétique

L'adaptation au changement climatique et l'efficacité énergétique demeurent des priorités stratégiques pour l'Europe et l'Asie centrale, la région du monde la plus consommatrice d'énergie. La Banque a dispensé des conseils sur les réformes qui permettraient d'accroître l'efficacité énergétique en République kirghize, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et dans les pays membres de l'Union européenne. Elle a apporté son concours à la gestion des inondations en Pologne et fourni des investissements et des services d'analyse afin d'améliorer la résilience face aux aléas climatiques en Asie centrale, dans les Balkans occidentaux et en Roumanie.

FIGURE 5 EUROPE ET ASIE CENTRALE

PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 16

PART DU TOTAL DE 7,3 MILLIARDS DE DOLLARS

Eau, assainissement et protection contre les inondations

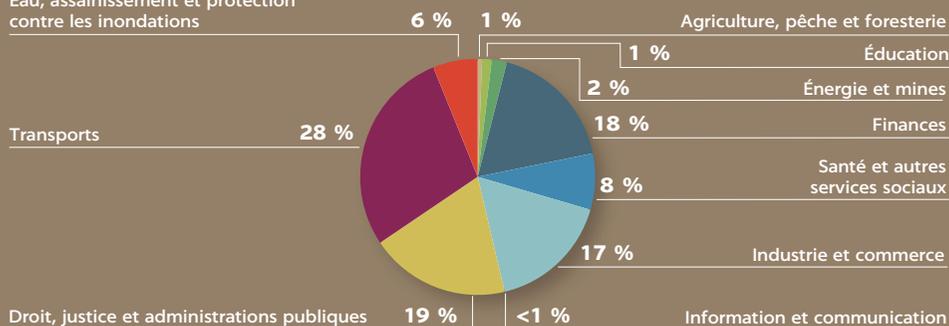


TABLEAU 7 EUROPE ET ASIE CENTRALE

LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	DONNÉES ACTUELLES ^a			TENDANCE
	2000	2010	2015	
Population totale (millions)	393	399	411	
Croissance démographique (% annuel)	0,0	0,5	0,6	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	1 767	7 326	8 226	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	8,0	4,8	-01,2	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	29 ^b	13	10	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	73	75	76	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	63	66	68	
Taux d'alphabétisation des jeunes, filles (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	98	99	99	
Taux d'alphabétisation des jeunes, garçons (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	99	100	100	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	2 699	3 085	3 208	

SUIVI DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

ODD 1.1 Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	6,2 ^b	2,8	2,1	
ODD 2.2 Prévalence du retard de croissance, taille pour âge (% des enfants âgés de moins de 5 ans)	19	12	10	
ODD 3.1 Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	56	29	25	
ODD 3.2 Taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	42	25	21	
ODD 4.1 Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	94	98	100	
ODD 5 Taux des femmes par rapport aux hommes (estimation modélisée de l'OIT, %)	73	73	72	
ODD 5.5 Pourcentage de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (% du total)	7	15	18	
ODD 6.1 Accès à l'eau potable (% de la population bénéficiant de l'accès)	92	95	97	
ODD 6.2 Accès à des installations sanitaires de base (% de la population bénéficiant de l'accès)	82	85	86	
ODD 7.1 Accès à l'électricité (% de la population)	99	100	100	
ODD 7.2 Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	6	6	6	
ODD 17.8 Personnes utilisant Internet (% de la population)	2	36	60	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2011 et 2015 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002.

FIGURE 6 EUROPE ET ASIE CENTRALE
PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR THÈME - EXERCICE 16

PART DU TOTAL DE 7,3 MILLIARDS DE DOLLARS

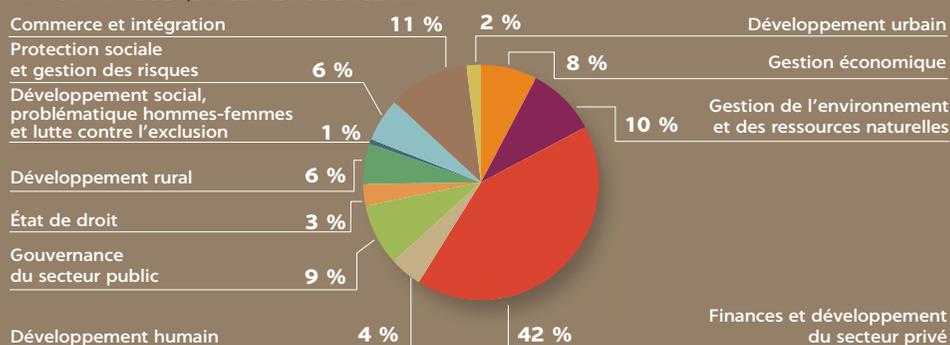


TABLEAU 8 EUROPE ET ASIE CENTRALE
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 14-16

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 14	EX. 15	EX. 16	EX. 14	EX. 15	EX. 16
BIRD	4 729	6 679	7 039	6 536 ^a	5 829	5 167
IDA	798	527	233	519	314	365

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2016 : 27,2 milliards de dollars.

a. Ce chiffre, qui avait été arrondi dans le Rapport annuel 2014, a été révisé.

Renforcer la résilience après les inondations en Bosnie-Herzégovine

A Prud, un village situé dans le nord de la Bosnie-Herzégovine, Dragan Petric et ses voisins n'ont que leurs lopins de terre pour vivre. Ils élèvent de la volaille et du bétail et cultivent des fruits et des légumes pour nourrir leurs familles. Une nuit de mai 2014, la famille de Dragan s'est réveillée avec plus d'un mètre et demi d'eau et de boue dans leur maison. La Save coule non loin de chez eux et était sortie de son lit après des jours de pluies diluviennes sans précédent, causant d'immenses dégâts aux maisons, aux meubles et aux véhicules, détruisant des routes et des ponts, et submergeant leurs terres.

Après la décrue, les autorités locales ont apporté une aide d'urgence aux habitants victimes des inondations. La Banque mondiale a contribué à cet effort en débloquant 100 millions de dollars du Projet de redressement d'urgence suite aux inondations afin d'aider les populations des zones touchées par les crues à retrouver leur situation antérieure. Grâce à cette aide, Dragan a reçu un nouveau tracteur — un équipement essentiel à la subsistance de sa famille — pour remplacer celui perdu lors des inondations destructrices de 2014.

Deux ans après le démarrage du projet, quelque 150 000 personnes avaient bénéficié de la remise en état d'infrastructures, et environ 100 000 personnes avaient reçu des matériaux de construction, des biens et du matériel agricoles, et d'autres biens de premier secours. Le Projet de redressement d'urgence suite aux inondations, qui comporte de nombreux sous-projets en cours destinés à reconstruire les infrastructures locales et régionales touchées, devrait atteindre son objectif de porter secours à 300 000 habitants des zones ravagées par les inondations en Bosnie-Herzégovine.

Pour en savoir plus sur le travail de la Banque mondiale dans la région, rendez-vous sur www.worldbank.org/eca.



Amérique latine et Caraïbes

Après une décennie de croissance économique dynamique et inclusive, la région Amérique latine et Caraïbes est entrée dans sa cinquième année de ralentissement économique et sa deuxième année consécutive de contraction du PIB. La dégradation de la situation extérieure conjuguée aux difficultés intérieures a abaissé à -0,7 % la croissance régionale anticipée pour 2015, et l'activité économique devrait chuter à -1,3 % en 2016.

Ces projections masquent d'importantes disparités à l'intérieur de la région. Les économies sud-américaines, qui ont été les plus durement touchées par la chute des cours des produits de base et le ralentissement en Chine, devraient se contracter de 2,6 % en 2016. Au Mexique, en Amérique centrale et dans les Caraïbes en revanche, la croissance certes modeste devrait atteindre 2,7 % en 2016 grâce à une moindre dépendance de ces pays à l'égard des produits de base, et à leurs liens plus étroits avec l'économie des États-Unis.

La croissance morose qui pourrait bien s'installer menace les gains sociaux durement acquis par la région. La part de la population n'ayant pas plus de 2,50 dollars par jour pour vivre, le seuil de pauvreté extrême dans la région, est tombée de 24,5 % en 2003 à 11 % en 2013. Au total, 76 millions de personnes sont sorties de la pauvreté. Malgré ces progrès, en 2014, 39 % de la population restait exposée au risque de basculer dans la pauvreté, et l'élargissement de la classe moyenne s'est ralenti.

L'aide de la Banque mondiale

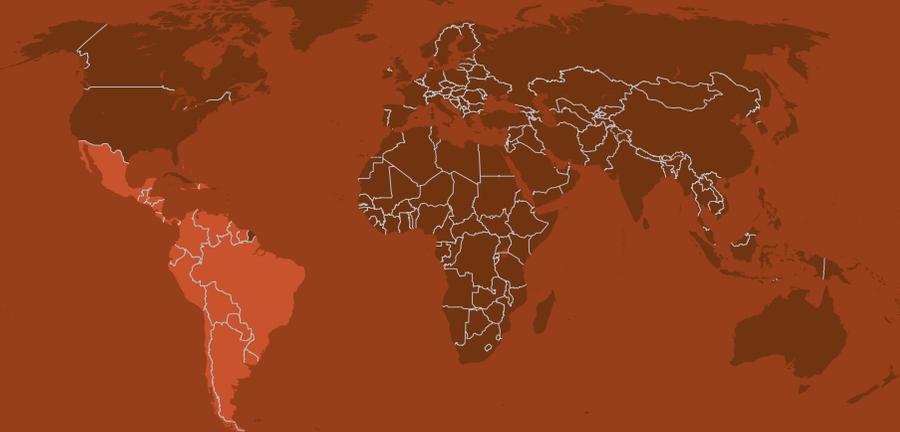
La Banque a approuvé une enveloppe de 8,2 milliards de dollars et 31 opérations pour la région durant l'exercice écoulé, dont 8 milliards de dollars de prêts de la BIRD et 183 millions de dollars d'engagements de l'IDA.

Signe de l'évolution du rôle de la Banque en Amérique latine et aux Caraïbes ces dernières décennies, les pays de la région se tournent de plus en plus vers l'institution pour des services autres que des prêts directs, notamment des assurances contre les risques, des swaps sur produits de base et le financement de l'adaptation au changement climatique. Le Mécanisme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes aux Caraïbes, dont la Banque a appuyé la création en 2007, en constitue un exemple. Ce mécanisme permet aujourd'hui à plus de 20 pays d'Amérique centrale et des Caraïbes de mutualiser leurs risques, d'accéder à des assurances abordables contre les risques de catastrophe, et de mieux gérer ces risques.

La Banque reste aussi une source essentielle d'idées, de bonnes pratiques et de pouvoir de rassemblement. Deux études fournissent des informations et des recommandations sur certains grands enjeux du développement. La première, intitulée *Out of School and Out of Work: Risk and Opportunities for Latin America's Ninis*, porte sur les jeunes d'Amérique latine sortis du système scolaire et sans emploi. La seconde, *Indigenous Latin America in the Twenty-First Century: The First Decade*, dresse le bilan de la première décennie du XXI^e siècle pour les populations autochtones d'Amérique latine. Par ailleurs, des conférences comme celle qui s'est déroulée en Uruguay en avril sur le thème « Gouvernance, croissance et équité » attestent de la capacité de la Banque à rassembler des dirigeants autour des problématiques régionales qui gagnent progressivement en importance.

Stimuler la reprise économique

Pour ouvrir la voie à la reprise économique, la région doit accroître la productivité, renforcer l'environnement des affaires et exposer les entreprises à une plus grande concurrence intérieure



PAYS ADMIS À EMPRUNTER À LA BANQUE MONDIALE*

Antigua-et-Barbuda	Costa Rica	Haïti	Pérou	Suriname
Argentine	Dominique	Honduras	République dominicaine	Trinité-et-Tobago
Belize	El Salvador	Jamaïque	Sainte-Lucie	Uruguay
Bolivie, État plurinational de	Équateur	Mexique	Saint-Kitts-et-Nevis	Venezuela, République bolivarienne du
Brésil	Grenade	Nicaragua	Saint-Vincent-et-les Grenadines	
Chili	Guatemala	Panama		
Colombie	Guyana	Paraguay		

*au 30 juin 2016

et étrangère. À cette fin, la Banque accompagne les mesures prises par la Colombie pour développer et exploiter les compétences professionnelles et faire évoluer la réglementation afin de favoriser l’innovation. Elle prête son assistance au Pérou pour favoriser la productivité en relevant le niveau de qualité de l’enseignement public et améliorer l’environnement des affaires grâce à la réduction des coûts de fonctionnement des entreprises ainsi que leurs coûts d’entrée et de sortie du marché.

Construire des infrastructures durables

Construire de meilleures infrastructures plus durables pour raffermir la croissance dans la région suppose de mobiliser des investissements tant publics que privés. La Banque a joué un rôle catalyseur à cet égard en apportant des prêts et une assistance technique afin de concevoir des infrastructures de haute qualité avec une empreinte carbone réduite. À Lima (Pérou) et à Quito (Équateur), la Banque œuvre à la mise au point de systèmes de métro qui permettront de diminuer les émissions de carbone et de supprimer les encombrements. Dans les Caraïbes, elle modernise les réseaux de distribution et aide les entreprises à rénover leurs locaux afin de faire des économies d’énergie et d’utiliser des sources d’énergie renouvelables.

Investir dans les populations pauvres et vulnérables

Protéger les populations pauvres et vulnérables contre les effets du ralentissement économique et renforcer leur capital humain afin qu’ils puissent bénéficier aussi de la croissance constituent deux des grandes priorités dans la région. Au Costa Rica, la Banque agit pour améliorer la qualité et l’accessibilité des soins de santé pour les pauvres. En Haïti, elle travaille avec ses partenaires du programme Éducation pour tous dans le but d’élargir l’accès à des établissements scolaires et à un enseignement de qualité à 73 000 enfants défavorisés, et de fournir des repas tous les jours à 132 000 élèves durant cette année scolaire. Au Mexique, elle intervient pour élargir l’éventail de services sociaux accessibles aux bénéficiaires du programme de transferts monétaires conditionnels Prospera.

Renforcer la résilience et faire face aux crises

La résilience étant un thème transversal que l’on retrouve dans bon nombre de ses opérations, la Banque aide les pays à la renforcer pour faire face à des chocs imprévus, tels que les catastrophes naturelles et les crises de santé publique. En Bolivie, la Banque accompagne l’élaboration d’un système global destiné à mieux gérer les risques liés aux catastrophes. En février 2016, elle a offert 150 millions de dollars afin d’aider la région à lutter contre le virus Zika. À la suite d’un violent séisme survenu en Équateur en avril, qui a fait des centaines de morts et plusieurs milliers de blessés, la Banque a immédiatement débloqué des fonds disponibles au titre du Projet de relèvement d’urgence et d’atténuation des risques récemment approuvé pour un montant de 150 millions de dollars ; ces fonds ont permis de payer des médicaments, des hôpitaux mobiles et d’autres services de base.

FIGURE 7 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 16

PART DU TOTAL DE 8,2 MILLIARDS DE DOLLARS

Eau, assainissement et protection contre les inondations

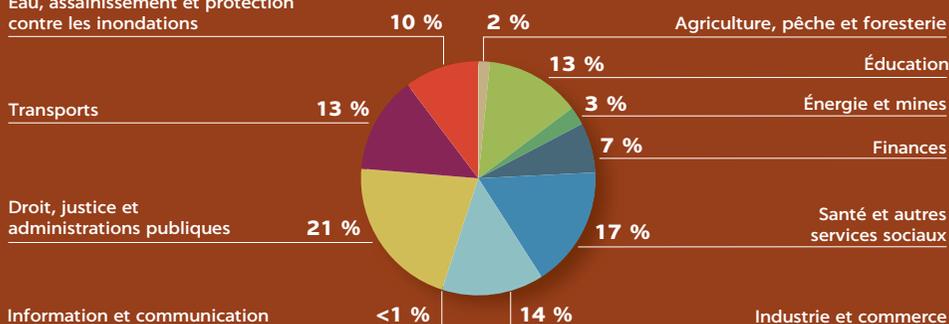


TABLEAU 9 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	DONNÉES ACTUELLES ^a			TENDANCE
	2000	2010	2015	
Population totale (millions)	464	531	562	↗
Croissance démographique (% annuel)	1,5	1,2	1,1	↘
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	3 625	7 669	8 331	↗
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	2,7	4,3	-2,2	↘
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	70 ^b	28	34	↘
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	74	77	78	↗
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	68	71	71	↗
Taux d'alphabétisation des jeunes, filles (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	96	98	98	↗
Taux d'alphabétisation des jeunes, garçons (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	96	97	97	↗
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	1 084	1 375	1 399	↗

SUIVI DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

ODD 1.1 Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	13,2 ^b	6,5	5,6	↘
ODD 2.2 Prévalence du retard de croissance, taille pour âge (% des enfants âgés de moins de 5 ans)	18	13	11	↘
ODD 3.1 Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	104	84	70	↘
ODD 3.2 Taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	34	26	19	↘
ODD 4.1 Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	96	99	101	↗
ODD 5 Taux des femmes par rapport aux hommes (estimation modélisée de l'OIT, %)	61	67	68	↗
ODD 5.5 Pourcentage de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (% du total)	15	23	29	↗
ODD 6.1 Accès à l'eau potable (% de la population bénéficiant de l'accès)	89	93	94	↗
ODD 6.2 Accès à des installations sanitaires de base (% de la population bénéficiant de l'accès)	72	79	81	↗
ODD 7.1 Accès à l'électricité (% de la population)	93	95	96	↗
ODD 7.2 Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	31	31	30	↔
ODD 17.8 Personnes utilisant Internet (% de la population)	3	33	53	↗

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2011 et 2015 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002.

FIGURE 8 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR THÈME • EXERCICE 16

PART DU TOTAL DE 8,2 MILLIARDS DE DOLLARS

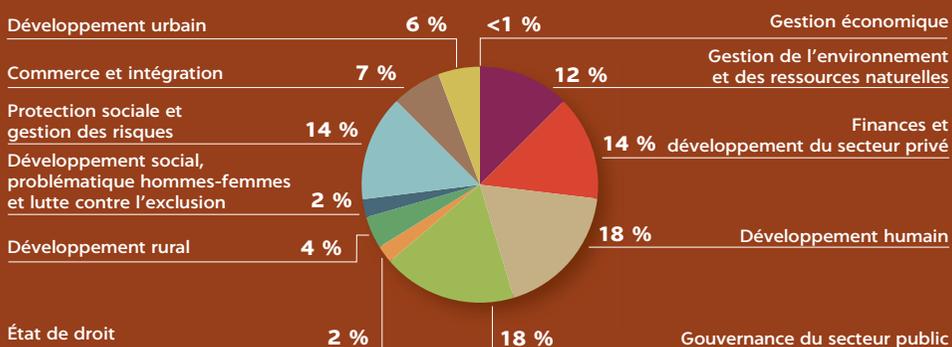


TABLEAU 10 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 14-16

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 14	EX. 15	EX. 16	EX. 14	EX. 15	EX. 16
BIRD	4 609	5 709	8 035	5 662	5 726	5 236
IDA	460	315	183	306	383	303

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2016 : 28,8 milliards de dollars.

Mettre à profit le pouvoir de rassemblement de la Banque pour accroître la transparence et la redevabilité

La transparence, la redevabilité et la tolérance zéro envers la corruption constituent des préoccupations majeures pour les habitants de l'Amérique latine et des Caraïbes. Avec l'élargissement de la classe moyenne de la région ces dix dernières années, la population a commencé à attendre et réclamer des services publics de meilleure qualité et à demander davantage de comptes aux administrations publiques. Alors que la croissance économique s'essouffle et que les ressources se font plus rares, il est impératif d'optimiser les dépenses publiques et d'assurer la transparence et la confiance pour garantir aux contribuables que leur argent est employé à bon escient.

Ces questions ont été au centre d'une conférence régionale à haut niveau organisée en avril par la Banque à Montevideo (Uruguay). La conférence ayant pour thème « Cuentas Claras : Conjuguer croissance et équité dans la gouvernance en Amérique latine et aux Caraïbes », a attiré quelque 300 participants qui ont échangé des idées sur le besoin de transparence dans les dépenses publiques, la primauté du droit, la justice en tant que bien public, le rôle de la passation des marchés publics dans l'amélioration des services publics, et d'autres thèmes. Soulignant l'importance croissante de la gouvernance parmi les axes de travail dans la région, cet événement a accueilli une douzaine de hauts responsables gouvernementaux, dont les ministres des Finances argentin, paraguayen et uruguayen. La conférence a également attiré des universitaires et des journalistes de la région, et près de 12 000 personnes supplémentaires ont participé à la conférence en direct en ligne.

La conférence *Cuentas Claras* est la démonstration du rôle déterminant que la Banque peut jouer en rassemblant des hauts responsables politiques afin de trouver des solutions aux problèmes les plus urgents à résoudre pour permettre à la région d'atteindre ses objectifs de développement.

Pour en savoir plus sur le travail de la Banque mondiale dans la région, rendez-vous sur www.worldbank.org/lac.



Moyen-Orient et Afrique du Nord

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord est aujourd'hui encore en transition. Les violences se poursuivent en Irak, en Libye, en République arabe syrienne et au Yémen, tandis que l'Irak, la Jordanie et le Liban accueillent des millions de personnes en situation de déplacement forcé. La République arabe d'Égypte et la Tunisie consolident leurs environnements politiques, la Jordanie et le Maroc engagent également des réformes de la gouvernance et de l'économie, et les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), bien que stables, sont confrontés à la faiblesse des cours du pétrole et lancent des réformes pour diversifier leurs économies. La situation en Cisjordanie et à Gaza demeure en grande partie inchangée et marquée par des flambées de violence épisodiques.

La croissance économique dans la région devrait se maintenir à 2,9 % en 2016, avec des taux inférieurs à la moyenne dans les pays du CCG (2,2 %) et au Liban, au Maroc et en Tunisie (1,8 %), et supérieurs à la moyenne dans les pays en développement de la région (4,4 %). En 2017, la croissance devrait progresser à 4,2 %, en supposant pour une grande part que la production pétrolière augmente en Libye et en République islamique d'Iran. Moins de 3 % de la population vit dans l'extrême pauvreté, mais le degré de vulnérabilité est élevé, car 53 % de la population ne dispose pas de plus de 4 dollars par jour pour vivre.

L'aide de la Banque mondiale

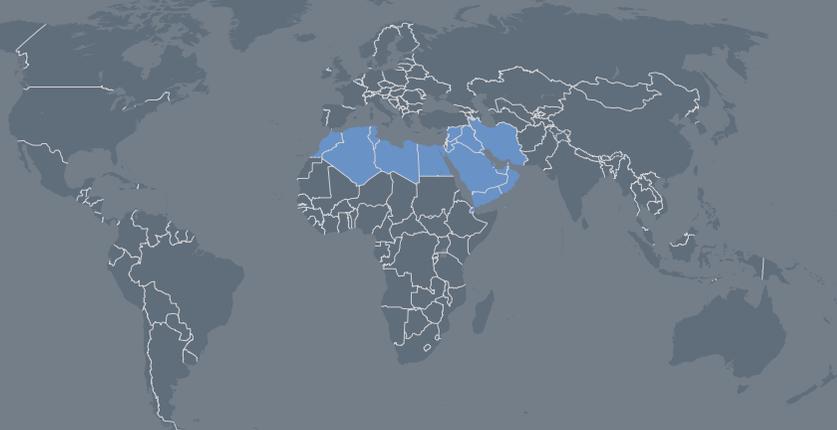
La Banque a approuvé une enveloppe de 5,2 milliards de dollars pour la région au titre de 15 projets durant l'exercice, qui se compose pour 5,2 milliards de dollars de prêts de la BIRD et pour 31 millions de dollars d'engagements de l'IDA. Elle a également engagé 53 millions de dollars sous forme de financements spéciaux au titre de cinq projets en Cisjordanie et à Gaza.

La Banque a assuré 187 missions d'analyse et de conseil durant l'exercice 16. En partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), elle a publié un rapport pionnier sur la situation des réfugiés syriens en Jordanie et au Liban, intitulé *The Welfare of Syrian Refugees: Evidence from Jordan and Lebanon*, qui comporte des recommandations fondées sur des données factuelles. Un autre rapport de la Banque sur des expériences réussies de services dans la région MENA, intitulé *Trust, Voice, and Incentives: Learning from Local Success Stories in Service Delivery in the Middle East and North Africa* analyse le rôle des incitations, de la confiance et des possibilités d'expression et propose des pistes sur la manière dont les pouvoirs publics peuvent améliorer la redevabilité, la mise en œuvre des politiques publiques et la prestation de services. La Banque a fourni aux États du CCG des services de conseil remboursables pour un montant supérieur à 30 millions de dollars, en particulier dans le domaine de l'éducation, de la gouvernance, de la diversification de l'économie et des petites et moyennes entreprises.

Au cours de l'exercice écoulé, la Banque a annoncé une nouvelle stratégie régionale dont le cœur est la promotion de la paix et de la stabilité sociale. Les quatre piliers de la stratégie sont l'établissement d'un nouveau contrat social afin de créer des structures de gouvernance plus inclusives et plus redevables et des économies tirées par le secteur privé ; le développement de la coopération régionale ; le renforcement de la résilience, qui recouvre notamment les défis posés par les déplacements forcés ; et le soutien au redressement économique et à la reconstruction.

Renouveler le contrat social

La Banque mondiale peut jouer un rôle en aidant les pays de la région à renouveler le contrat social dans au moins trois domaines — l'emploi, des services de qualité et la participation citoyenne —



PAYS ADMIS À EMPRUNTER À LA BANQUE MONDIALE*

Algérie	Iran, République islamique d'	Maroc
Djibouti	Jordanie	Tunisie
Égypte, République arabe d'	Liban	Yemen, République du
Irak	Libye	

*au 30 juin 2016

La présente section rend compte également de la situation en Cisjordanie et à Gaza.

afin de contribuer à la paix et à la stabilité sur le court terme, et à la croissance économique sur le long terme. Afin de promouvoir la confiance dans les institutions et les processus publics, la Banque a approuvé un prêt de 1,2 milliard de dollars en faveur de l'Irak, qui aidera ce pays à stabiliser sa situation budgétaire et à mettre l'accent sur les réformes de la gouvernance. Elle a approuvé un prêt de 1 milliard de dollars au profit de l'Égypte au titre de l'amélioration de ses soldes budgétaires et de l'appui à la réforme des subventions énergétiques. Un prêt de 500 millions de dollars à la Tunisie permettra aux autorités gouvernementales de travailler plus particulièrement sur la gouvernance et sur des réformes favorisant la création d'emplois. Un prêt de 200 millions de dollars au Maroc servira à renforcer la transparence et la redevabilité.

Accroître la coopération régionale

Au-delà des effets positifs sur l'économie, les effets positifs éventuels d'une intégration plus poussée dans des secteurs, tels que l'énergie, l'eau et l'éducation peuvent contribuer à renforcer la coopération et la confiance au niveau régional. Un prêt de 250 millions de dollars en faveur de la Jordanie permettra d'améliorer sensiblement la sécurité énergétique du pays grâce à la diversification de ses importations énergétiques et aux liens tissés avec des pays voisins exportateurs. Un prêt de 200 millions de dollars octroyé à la Tunisie pour ses transports routiers permettra de développer les liaisons avec ses propres régions moins développées et avec ses pays voisins.

Renforcer la résilience face aux migrations forcées

Renforcer la résilience face au déplacement forcé signifie promouvoir le bien-être des personnes se trouvant dans cette situation et celui des communautés d'accueil dans toute la région. Le concours de la Banque mondiale comprend un programme de 350 millions de dollars en faveur de l'Irak, qui aidera à reconstruire sept villes libérées de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL) et à réinstaller leurs populations rapatriées (cette opération est présentée de manière plus détaillée dans l'encadré). Un don de 20 millions de dollars de l'IDA accordé à Djibouti appuiera les efforts que le pays déploie pour accueillir des populations contraintes au déplacement. Un prêt de 12,3 millions de dollars permettra d'élargir la couverture et améliorer le dispositif d'assistance sociale mis en place au Liban pour les personnes touchées par la crise syrienne, et de venir en aide à tous les foyers libanais vulnérables.

Soutenir le redressement économique et la reconstruction

Aider les économies touchées par des conflits et l'instabilité à se redresser est au cœur de la mission et de l'assistance de la Banque dans la région. Secouée par des accès d'instabilité souvent liés au chômage des jeunes, la Tunisie s'efforce de renforcer l'employabilité des diplômés de l'enseignement supérieur, les plus touchés par le chômage dans ce pays. Le prêt de 70 millions de dollars de la Banque épaulera les pouvoirs publics dans ce sens. De même, un financement de 5 millions de dollars en faveur de la Cisjordanie et de Gaza aidera à créer des emplois dans le secteur privé.

FIGURE 9 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 16

PART DU TOTAL DE 5,2 MILLIARDS DE DOLLARS

Eau, assainissement et protection contre les inondations

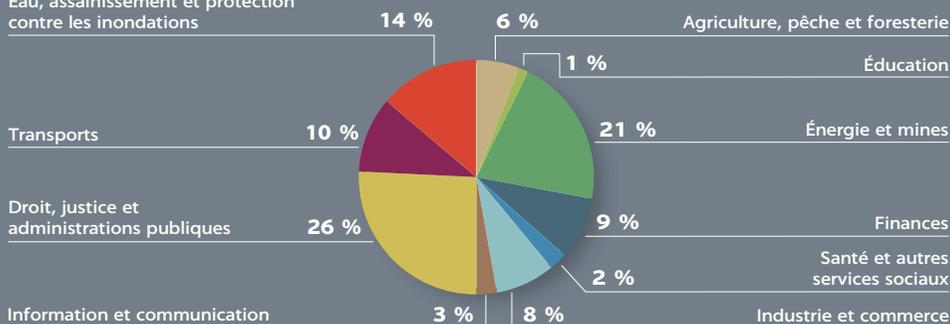


TABLEAU 11 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2010	DONNÉES ACTUELLES ^a	TENDANCE
Population totale (millions)	279	332	363	
Croissance démographique (% annuel)	1,8	1,8	1,8	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	1 581	3 963	4 390 ^b	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	2,3	3,5	-2,2 ^b	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	11	10	9	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	71	74	74	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	67	69	70	
Taux d'alphabétisation des jeunes, filles (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	81	89	89	
Taux d'alphabétisation des jeunes, garçons (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	91	94	94	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	873	1 287	1 309	

SUIVI DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

ODD 1.1 Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	4,17	3,3	2,7	
ODD 2.2 Prévalence du retard de croissance, taille pour âge (% des enfants âgés de moins de 5 ans)	24	19	17	
ODD 3.1 Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	125	99	90	
ODD 3.2 Taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	45	29	25	
ODD 4.1 Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	83	92	93	
ODD 5 Taux des femmes par rapport aux hommes (estimation modélisée de l'OIT, %)	25	27	28	
ODD 5.5 Pourcentage de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (% du total)	4	11	17	
ODD 6.1 Accès à l'eau potable (% de la population bénéficiant de l'accès)	88	89	93	
ODD 6.2 Accès à des installations sanitaires de base (% de la population bénéficiant de l'accès)	78	86	90	
ODD 7.1 Accès à l'électricité (% de la population)	90	95	96	
ODD 7.2 Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	3	3	3	
ODD 17.8 Personnes utilisant Internet (% de la population)	0,8	21	38	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2011 et 2015 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002.

FIGURE 10 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR THÈME • EXERCICE 16

PART DU TOTAL DE 5,2 MILLIARDS DE DOLLARS

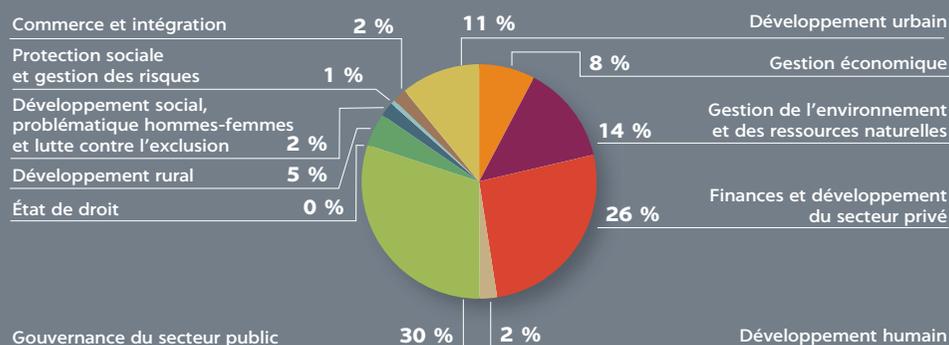


TABLEAU 12 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 14-16

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 14	EX. 15	EX. 16	EX. 14	EX. 15	EX. 16
BIRD	2 588	3 294	5 170	1 666	1 779	4 427
IDA	199	198	31	273	194	44

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2016 : 14,5 milliards de dollars.

Soutenir le relèvement et les réformes en Irak

Durant l'été 2014, Mossoul, la deuxième plus grande ville d'Irak, ainsi que d'autres villes de plus petite taille, sont tombées aux mains de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL). Ces défaites ont provoqué la chute du gouvernement et amené les pouvoirs occidentaux et régionaux à intervenir pour soutenir un nouveau gouvernement réformiste.

L'été suivant, l'armée irakienne et ses alliés avaient repris le contrôle de parties importantes du pays, notamment de sept villes qui avaient besoin d'être reconstruites et préparées pour le retour des millions d'habitants ayant pris la fuite. En juillet 2015, la Banque a approuvé le Projet d'opération d'urgence pour le développement en Irak, représentant une enveloppe de 350 millions de dollars qui financera la réparation et la reconstruction des réseaux d'électricité, d'eau et d'assainissement endommagés ainsi que des routes et des ponts ; l'amélioration des services de santé ; et la reconstruction des logements endommagés durant le conflit. L'opération s'inscrit dans un programme plus vaste devant être mis en œuvre sur une période de cinq ans dans deux gouvernorats touchés par le conflit, à savoir Salah Al-Din et Diyala, couvrant sept villes (Al-Aazeeam, Al-Alam, Al-Dalooeyya, As-Sadiya, Dour, Jalula, et Tikrit).

En décembre 2015, la Banque a approuvé un prêt de 1,2 milliard de dollars portant sur trois axes : l'amélioration de la gestion des finances publiques ; l'augmentation de la viabilité de l'alimentation énergétique (en réduisant le torchage des gaz, en exploitant le gaz naturel et en réduisant les subventions énergétiques) ; l'amélioration de la transparence des entreprises d'État, notamment en permettant à des banques privées de concurrencer les deux grandes banques publiques irakiennes. Les réformes financées par ce prêt contribueront à stabiliser l'économie et poseront les fondements d'une croissance au profit de tous les Irakiens.

Pour en savoir plus sur le travail de la Banque mondiale dans la région, rendez-vous sur www.worldbank.org/mena.



Asie du Sud

La région de l'Asie du Sud continue d'afficher la croissance la plus dynamique même si les entrées de capitaux ont diminué, que l'inflation a progressé et que les envois de fonds depuis les pays exportateurs de pétrole ont commencé à se contracter. La croissance économique a atteint 7 % en 2015, en hausse par rapport aux 6,8 % de 2014, et devrait s'accroître pour passer à 7,1 % en 2016 et à 7,2 % en 2017. La croissance a été particulièrement forte en Inde, pays qui reste en tête des grandes économies de marché émergentes par ses résultats.

Cette croissance soutenue s'est traduite par un recul de la pauvreté et des progrès remarquables sur le plan du développement humain. Le pourcentage de population ayant moins de 1,90 dollar par jour pour vivre était estimé à 18,8 % en 2012. Des centaines de millions d'habitants vivent encore juste au-dessus du seuil de pauvreté ; cependant, plus de 200 millions vivent dans des taudis et environ 500 millions n'ont pas l'électricité. En outre, de nombreux pays de la région sont marqués par des formes extrêmes d'exclusion sociale et de graves pénuries d'infrastructures, et l'on assiste à une accentuation des inégalités dans les pays de grande taille. Le développement dans la région est essentiel pour atteindre les objectifs définis à l'échelle mondiale en matière de pauvreté et de prospérité.

L'aide de la Banque mondiale

La Banque a mené 37 projets pour un montant total de 8,4 milliards de dollars sur l'exercice 16, comprenant 3,6 milliards de dollars de prêts de la BIRD et 4,7 milliards de dollars d'engagements de l'IDA, dont 100 millions de dollars du Mécanisme de financement complémentaire de l'IDA. Les prêts ont porté sur des opérations qui ont un réel impact, à l'instar de l'Opération d'appui à la mission Swachh Bharat d'un montant de 1,5 milliard de dollars qui vise à mettre fin à la défécation à l'air libre en Inde ; d'une enveloppe de 920 millions de dollars de financement de l'IDA et de la BIRD destinée à promouvoir la compétitivité et les réformes structurelles au Pakistan ; du Projet de transports fluviaux régionaux au Bangladesh pour un montant de 360 millions de dollars ; et du Projet de liaisons routières trans-Hindou Kouch en Afghanistan représentant un montant de 250 millions de dollars. La Banque a également assuré 166 services d'analyse et de conseil et approuvé 10 grandes opérations de fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires, dont 500 millions de dollars ont été affectés à l'Afghanistan.

Miser sur les moteurs d'une croissance durable

L'Asie du Sud doit maintenir un taux de croissance viable supérieur à 7 % par an si elle veut atteindre ses objectifs à l'horizon 2030. Pour l'y aider, la Banque a axé sa stratégie régionale sur le développement du secteur privé (en privilégiant les infrastructures, la création d'emplois et l'urbanisation) ; l'inclusion sociale et financière (en mettant l'accent sur la participation à la vie active et l'égalité des sexes) ; la gouvernance et la sécurité ; et l'amélioration de la coopération régionale. Le Projet de liaisons routières trans-Hindou Kouch en Afghanistan, le Projet de développement transformateur du Bihar en Inde et le Crédit à l'appui des politiques de développement pour la réforme du secteur de l'électricité au Pakistan sont des exemples d'opérations rattachées à ces axes d'intervention.

Adopter un nouveau Plan d'action régional pour la parité des genres

Durant l'exercice écoulé, la Banque a adopté un nouveau Plan d'action régional pour la parité des genres en Asie du Sud, qui couvre les exercices 16 à 20. Ce plan place au rang de priorités l'élimination des inégalités entre les genres et l'amélioration du capital humain dans la région, la stimu-



PAYS ADMIS À EMPRUNTER À LA BANQUE MONDIALE*

Afghanistan
Bangladesh

Bhoutan
Inde

Maldives
Népal

Pakistan
Sri Lanka

*au 30 juin 2016

lation de l'autonomisation économique et le renforcement des moyens d'expression et d'action des femmes. Il s'articule autour de plusieurs grands axes, à savoir l'augmentation du taux d'activité féminin, la création d'un plus grand nombre d'emplois plus qualifiés pour les femmes, et un plus large accès des femmes aux services financiers, au commerce et à l'entreprise privée. En Inde, le Projet de développement transformateur du Bihar, d'un montant de 290 millions de dollars, permettra de mobiliser les femmes des ménages les plus démunis afin de les rassembler en groupes d'entraide et en fédérations, pour qu'elles puissent avoir accès à des crédits sur le marché formel, s'intégrer à des groupements de producteurs agricoles et accroître l'épargne des ménages.

Faire face au changement climatique à l'échelle mondiale

L'Asie du Sud reçoit plus de 33 % des prêts de la Banque ciblés sur le changement climatique, et 40 % de ceux portant sur la gestion des risques de catastrophe naturelle. À titre d'exemple, un Projet régional de services météorologiques et climatiques d'un montant de 113 millions de dollars a pour but de rendre le Bangladesh capable d'assurer des services d'information fiables dans le domaine de la météorologie, de l'hydrologie et de la climatologie en renforçant le suivi et les prévisions hydrométéorologiques et en améliorant les systèmes d'alerte précoce. L'aide de la Banque permettra de renforcer les services agro-météorologiques fournis aux agriculteurs afin d'accroître leur productivité et de les aider à faire face aux phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes.

Soutenir l'emploi et améliorer la gouvernance et la sécurité

Le Programme pour les résultats axé sur l'emploi et la compétitivité au Pendjab lancé au Pakistan, d'un montant de 100 millions de dollars, vise à améliorer l'environnement des affaires et à soutenir des pôles industriels à fort potentiel dans cette région. Le Projet de relèvement d'urgence pour les personnes des zones tribales en situation de déplacement temporaire, d'un montant de 75 millions de dollars, s'emploie à aider les familles touchées par la crise sécuritaire dans ces zones, à promouvoir la santé des enfants et à renforcer les dispositifs de protection sociale d'urgence. Le Second Projet de réforme de la gestion des finances publiques, d'un montant de 41 millions de dollars, permet de renforcer les systèmes de passation de marchés, de trésorerie et d'audit de l'Afghanistan.

Produire des connaissances de pointe

La Banque a publié plusieurs rapports importants au cours de l'exercice écoulé. Le premier, intitulé *Leveraging Urbanization in South Asia: Managing Spatial Transformation for Prosperity and Livability*, montre que le manque de logements, d'infrastructures et de services urbains élémentaires, ainsi que l'incapacité à gérer la pollution, empêchent les villes de la région de retirer tous les bénéfices de l'agglomération. Le second, *Stitches to Riches? Apparel Employment, Trade, and Economic Development in South Asia*, analyse le potentiel d'expansion et d'amélioration des emplois dans le secteur à forte intensité de main-d'œuvre de l'habillement.

La Banque a organisé un forum d'échanges de savoirs Sud-Sud à Beijing en novembre 2015. Des délégations de toute l'Asie du Sud ont fait part des enseignements tirés du Programme Benazir d'aide aux revenus du Pakistan et du programme Manoshi de l'organisation BRAC ciblé sur la santé maternelle, infantile et juvénile, qui a été mis en œuvre dans les bidonvilles du Bangladesh. Des échanges intenses ont également été consacrés au secteur de l'énergie.

FIGURE 11 ASIE DU SUD

PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 16

PART DU TOTAL DE 8,4 MILLIARDS DE DOLLARS

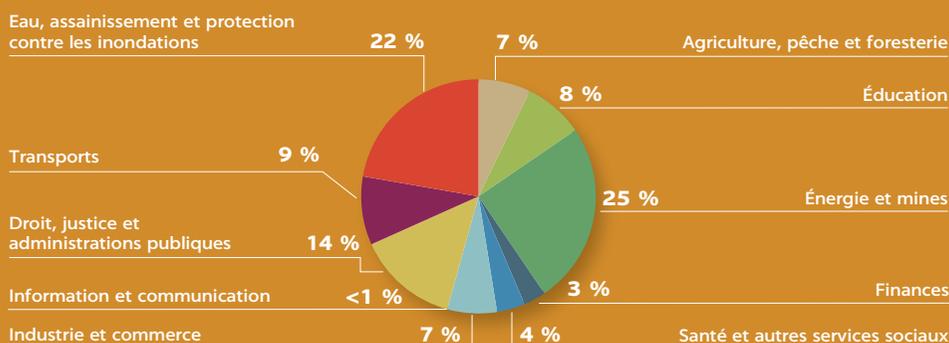


TABLEAU 13 ASIE DU SUD

LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2010	DONNÉES ACTUELLES ^a	TENDANCE
Population totale (millions)	1 386	2 629	1 744	
Croissance démographique (% annuel)	1,9	1,4	1,3	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	451	1 191	1 533	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	2,2	7,5	5,8	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	583 ^b	437	309	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	64	68	70	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	62	66	67	
Taux d'alphabétisation des jeunes, filles (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	64	79	79	
Taux d'alphabétisation des jeunes, garçons (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	80	87	87	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	1 336	2 198	2 328	

SUIVI DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

ODD 1.1 Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	40,8 ^b	27,2	18,8	
ODD 2.2 Prévalence du retard de croissance, taille pour âge (% des enfants âgés de moins de 5 ans)	51	41	37	
ODD 3.1 Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	388	228	182	
ODD 3.2 Taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	94	64	53	
ODD 4.1 Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	70	91	91	
ODD 5 Taux des femmes par rapport aux hommes (estimation modélisée de l'OIT, %)	43	40	39	
ODD 5.5 Pourcentage de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (% du total)	8	20	19	
ODD 6.1 Accès à l'eau potable (% de la population bénéficiant de l'accès)	80	89	92	
ODD 6.2 Accès à des installations sanitaires de base (% de la population bénéficiant de l'accès)	29	40	45	
ODD 7.1 Accès à l'électricité (% de la population)	61	74	78	
ODD 7.2 Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	53	42	41	
ODD 17.8 Personnes utilisant Internet (% de la population)	0,5	7	24	

Note : OIT = Organisation internationale du travail ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes entre 2011 et 2015 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002.

FIGURE 12 ASIE DU SUD

PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR THÈME • EXERCICE 16

PART DU TOTAL DE 8,4 MILLIARDS DE DOLLARS

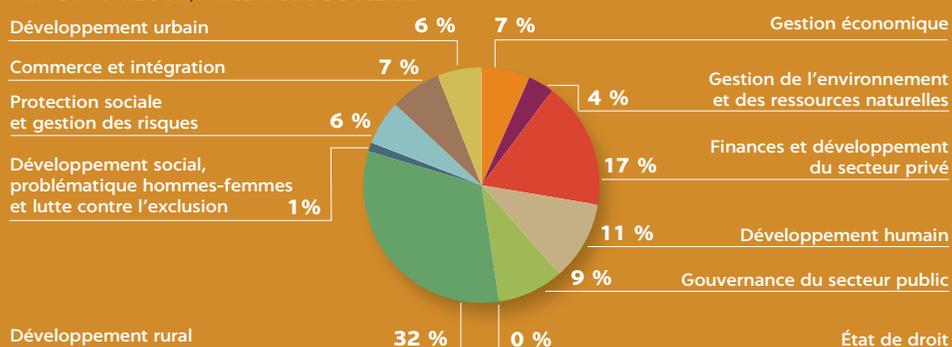


TABLEAU 14 ASIE DU SUD

ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 14-16

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 14	EX. 15	EX. 16	EX. 14	EX. 15	EX. 16
BIRD	2 077	2 098	3 640	1 165	1 266	1 623
IDA	8 458	5 762	4 723	4 271	3 919	4 462

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2016 : 48,5 milliards de dollars.

Améliorer les liaisons routières en Afghanistan

L'Afghanistan pâtit d'une insuffisance criante d'infrastructures de transport, tant sur le plan de l'existence de routes que de leur accessibilité. La longueur totale du réseau routier afghan est d'environ 123 000 kilomètres, mais près de 80 % des routes ne sont pas praticables en toute saison. Par ailleurs, environ 63 % de la population vit à plus de deux kilomètres d'une route praticable en toute saison. Cette situation entraîne l'isolement relatif de certaines parties du pays et a un impact négatif sur l'intégration et le commerce régional et intérieur. Plus de 90 % du fret et près de 85 % du trafic de voyageurs interurbain du pays se font par la route.

Pour aider la région à réaliser son potentiel de développement et atténuer ces problèmes de transport, le Projet de liaisons routières trans-Hindou Kouch, d'un montant de 250 millions de dollars, contribue à transformer des routes de montagne existantes en voies sûres, carrossables toute l'année. Actuellement, il n'existe que deux passages pour les véhicules voulant traverser les montagnes de l'Hindou Kouch : la route de Salang, empruntée par l'essentiel du trafic, et une route secondaire non revêtue qui traverse les montagnes entre Baghlan et Bamiyan. Le projet prévoit la réalisation de travaux de génie civil destinés à revêtir la route Baghlan-Bamiyan sur 152 kilomètres et à rénover 87 kilomètres de la route et du tunnel de Salang. Ces travaux permettront aux voyageurs et aux marchandises de traverser la chaîne de l'Hindou Kouch toute l'année — une nécessité vitale pour la région.

Pour en savoir plus sur le travail de la Banque mondiale dans la région, rendez-vous sur www.worldbank.org/sar.

Faire avancer le programme de développement mondial par de nouveaux moyens d'intervention

L'exercice 15 avait été marqué par des programmes ambitieux et des accords internationaux historiques. Durant l'exercice 16, les espérances étaient grandes que la communauté internationale commence à tenir ses promesses, et relève en particulier les défis les plus redoutables auquel le monde ait jamais été confronté, alors que de forts vents contraires soufflaient sur l'économie. Dans ce contexte, le Groupe de la Banque mondiale — la BIRD, l'IDA, l'IFC et la MIGA — a commencé à envisager de nouveaux moyens d'intervenir et collaborer dans un monde en rapide évolution.

Mettre à profit son rôle prépondérant

Le Groupe de la Banque mondiale a été une force de transformation dans plusieurs domaines. En partenariat avec les Nations Unies et la Banque islamique de développement, il a lancé un nouveau mécanisme de financement pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, qui apporte des financements concessionnels aux pays à revenu intermédiaire qui accueillent la majorité des réfugiés syriens comme la Jordanie et le Liban. À la conférence de soutien à la Syrie et à la région qui s'est tenue à Londres, Jim Yong Kim, président du Groupe de la Banque mondiale, a annoncé une initiative conjointe avec le Gouvernement jordanien et le ministère du Développement international du Royaume-Uni visant à attirer des financements internationaux en échange de l'octroi de permis de travail à des réfugiés. Cette proposition sans précédent serait avantageuse à la fois pour les pays hôtes et pour les personnes déplacées de force. Grâce au leadership de Jim Yong Kim et au concours d'alliés, tels que Christine Lagarde, directrice générale du FMI, le Groupe de la Banque mondiale a œuvré au cours de l'exercice écoulé pour mettre en évidence les difficultés économiques importantes que pose la crise syrienne et montrer qu'il s'agit d'une responsabilité collective et que la communauté internationale se doit d'agir. La participation de la Banque mondiale au premier Sommet mondial sur l'action humanitaire à Istanbul a reflété la volonté de l'institution de lutter contre les crises durables et récurrentes dans le cadre de son mandat, et d'œuvrer pour compléter les actions humanitaires et les mesures de consolidation de la paix grâce à son aide au développement. Dans une déclaration conjointe publiée à cette occasion, sept banques multilatérales de développement ont annoncé leur engagement à réagir collectivement à la crise provoquée par les déplacements forcés.

Le Groupe de la Banque mondiale a mis à contribution sa présidence du groupe des banques multilatérales de développement en 2016 pour faire progresser les actions dans les domaines des migrations forcées, des changements climatiques et des infrastructures, l'objectif étant d'aller au-delà des accords internationaux pour obtenir des résultats opérationnels appréciables. Sur ces trois questions, neuf banques multilatérales de développement ont adopté une position commune assortie d'engagements concrets à agir. Le Groupe de la Banque mondiale a été un moteur de progrès, par exemple en coorganisant le premier Forum mondial sur les infrastructures, dans le droit fil du Programme d'action d'Addis-Abeba. Plus généralement, le Groupe de la Banque mondiale a plaidé en faveur de l'intégration de nouveaux membres — la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, la Nouvelle banque de développement et la Banque islamique de développement — dans le groupe des présidents des BMD, reconnaissant que la collaboration est le seul moyen de progresser pour relever les défis communs.

Les Réunions de printemps et les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale demeurent une plate-forme mondiale importante qui réunit les partenaires et fait avancer les questions prioritaires. Les Réunions de printemps de 2016 ont été l'oc-



Un participant intervient à la discussion ouverte avec la société civile durant les Assemblées annuelles 2015 du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Lima (Pérou). (© Franz Mahr/Banque mondiale)

casation d'engagements fondamentaux dans plusieurs domaines, notamment les déplacements forcés, l'autonomisation des filles et des femmes et le financement du développement. Lors d'un événement phare, la Reine Rania de Jordanie a fait une intervention émouvante sur le coût humain des déplacements forcés. Cette manifestation a rassemblé le secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, et d'autres acteurs majeurs afin de forger un consensus mondial autour de la nécessité d'apporter une réponse intégrée, à la fois dans le domaine humanitaire et dans celui du développement. La Première dame des États-Unis, Michelle Obama, a lancé un appel passionné en faveur de l'éducation et de l'autonomisation des filles, tandis que le Président Jim Yong Kim a annoncé 2,5 milliards de dollars d'investissements sur cinq ans dans des projets d'éducation ciblant les filles. Les Réunions de printemps de 2016 se sont achevées par une discussion de haut niveau à laquelle a participé Bill Gates, qui a décrit comment il envisageait l'avenir du financement du développement et a fermement soutenu l'importance de l'IDA dans l'obtention de résultats sur le plan du développement. Les 200 parlementaires réunis la même semaine à l'occasion de la conférence annuelle du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI ont confirmé ce soutien. La direction du Réseau a reconnu le rôle significatif que joue l'IDA dans le développement économique des pays pauvres (voir worldbank.org/parliamentarians).

Forger des alliances

Les initiatives de sensibilisation thématiques du Groupe de la Banque mondiale jusqu'à la fin de l'exercice 16 associent un cercle de plus en plus divers de partenaires. L'institution a uni ses efforts à ceux d'une coalition toujours plus grande afin de faire des investissements dans les premières années de la vie d'un individu une priorité en vue d'assurer la croissance économique et la compétitivité des pays. À la réunion annuelle du Conseil consultatif des Fondations du Groupe de la Banque mondiale, les présidents des fondations internationales ont annoncé qu'ils apportaient leur soutien à une alliance récemment forgée entre le Groupe de la Banque mondiale et l'UNICEF visant à faire progresser les interventions programmatiques et les efforts de sensibilisation au niveau mondial en faveur du développement des jeunes enfants. Par ailleurs, le Groupe de la Banque mondiale a lancé un partenariat mondial avec la Fondation Novak Djokovic en tirant parti de sa collaboration opérationnelle dans le domaine du développement des jeunes enfants en Serbie (voir worldbank.org/foundations).

En prélude aux négociations sur le climat de la 21^e Conférence des Parties (COP 21) à Paris, le Groupe de la Banque mondiale a accéléré sa collaboration avec les dirigeants de la planète et le secteur privé afin d'inciter à tarifier la pollution due au carbone. Durant l'exercice 16, le Groupe de la Banque mondiale a été le fer de lance de la Coalition pour la tarification du carbone, créée à Paris à la COP 21 et qui rassemble 20 pays et plus de 90 entreprises internationales. Cet engagement a été couronné en avril 2016 lorsque le président Jim Yong Kim, de concert avec six chefs d'État et Christine Lagarde,

directrice générale du FMI, ont appelé le monde à doubler le volume mondial d'émissions concernées par la tarification du carbone d'ici à 2020.

Toujours à la veille de la COP 21, le Groupe de la Banque mondiale a conclu une alliance avec le Vatican, qui est devenu un acteur influent dans le domaine des changements climatiques après la publication par le pape François de l'encyclique *Laudato Si*. Avec le concours du Vatican, et en partenariat avec plusieurs organisations, le Groupe de la Banque mondiale a mis en scène le spectacle « Fiat Lux : illuminer notre maison commune » sur la place Saint-Pierre.

Alors que le Groupe de la Banque mondiale intensifie son action et son rôle prépondérant sur la scène internationale, il reconnaît qu'il est fondamental de renforcer les interventions au niveau des pays. Durant l'exercice 16, il a déployé des efforts en vue d'articuler les initiatives mondiales de sensibilisation avec les actions locales et de coopérer avec les parties prenantes au niveau national. Ainsi, le Groupe de la Banque mondiale a attiré l'attention sur son objectif de mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030 dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté de l'ONU. Le président Jim Yong Kim s'est rendu au Ghana pour mettre en lumière le succès du pays sur le front de la réduction de la pauvreté. Par ailleurs, le Groupe de la Banque mondiale a rendu public le rapport intitulé *Poverty in a Rising Africa*, qui montre la nécessité de disposer de données de qualité sur le développement pour un suivi précis des résultats obtenus. La Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté marquera tous les ans, jusqu'à 2030, un point d'inflexion des efforts de sensibilisation à la pauvreté.

Au cours de l'exercice 16, le Groupe de la Banque mondiale a continué à renforcer sa collaboration opérationnelle avec la société civile et les organisations confessionnelles, à encourager une forte participation aux débats sur les politiques à mener, et à étudier plus en profondeur la collaboration opérationnelle sous tous ses aspects (voir worldbank.org/civilsociety).

Cet exercice a également été marqué par le troisième cycle des consultations avec les parties prenantes sur les politiques de sauvegarde du Groupe de la Banque mondiale. Entre août 2015 et mars 2016, près de 3 000 parties prenantes ont été consultées dans 93 pays. Ces consultations sur les sauvegardes ont été les plus vastes réalisées par le Groupe de la Banque mondiale, et s'inscrivaient dans le cadre de sa détermination à appliquer des politiques environnementales et sociales solides, qui sont essentielles pour atteindre son double objectif. Après la conclusion des consultations officielles, le Forum de la société civile réuni à l'occasion des Réunions de printemps de 2016 a été une nouvelle occasion pour les organisations de la société civile d'attirer l'attention du Groupe de la Banque mondiale sur plusieurs questions, notamment la fiscalité, les intermédiaires financiers, le rétrécissement de l'espace laissé à la société civile, et les droits de l'homme.

Parallèlement à ses propres efforts de sensibilisation, la démarche consistant à mesurer systématiquement la façon dont les parties prenantes perçoivent son action reste une priorité pour le Groupe de la Banque mondiale. Il poursuit donc son enquête auprès de 7 000 à 10 000 personnalités influentes dans environ 40 pays clients chaque année, dans le cadre de son programme d'enquêtes d'opinion auprès des pays. Ces enquêtes montrent une fois de plus que l'action du Groupe de la Banque mondiale modifie le cours des choses ; les personnes interrogées qui disent collaborer avec la Banque mondiale ont généralement une opinion plus positive de son travail et de ses initiatives de sensibilisation. Par ailleurs, il convient de noter qu'un pourcentage significatif de personnalités influentes continue d'indiquer que la Banque ne doit pas limiter ces initiatives aux pouvoirs publics si elle veut être plus efficace. L'approche innovante des interventions de la Banque mondiale à l'échelle mondiale répond à cette demande (voir countrysurveys.worldbank.org).

Gérer les opérations internes de la Banque de manière durable

La Banque mondiale gère ses méthodes de travail de façon à protéger le bien-être de ses agents ainsi que les écosystèmes, les collectivités et les économies dans lesquelles elle intervient. Durant l'exercice 16, elle s'est efforcée de réduire l'effet de ses activités sur le climat et l'environnement tout en attirant, en fidélisant et en mettant à contribution les professionnels les plus divers et les plus talentueux. On trouvera des informations plus approfondies à ce sujet dans l'indice 2016 de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance (voir worldbank.org/corporateresponsibility).

Notre climat

La Banque s'attache à montrer l'exemple en matière d'action climatique en menant son programme global destiné à mesurer, réduire et compenser ses émissions de gaz à effet de serre et à en rendre compte. Les émissions produites par les établissements de la Banque, les déplacements aériens de ses employés, son parc automobile et ses grandes réunions ont diminué de 5 000 tonnes durant l'exercice 15. Ce recul est le résultat d'un moindre recours par la Banque à des groupes électrogènes diesel à travers le monde, de la modernisation de son bureau de Chennai (Inde) de façon à utiliser moins d'énergie et de la baisse de la consommation d'électricité dans ses bureaux de Washington. Les émissions inévitables sont compensées par l'achat d'unités de réduction volontaire et d'unités de réduction certifiée des émissions. Durant l'exercice 16, ces unités étaient notamment composées d'unités générées par un projet de centrale hydroélectrique de petite envergure à Madagascar, premier projet hydroélectrique au fil de l'eau et premier projet de développement sobre en carbone du pays. D'autres unités provenaient d'un projet de fourneaux certifiés Gold Standard en Afrique subsaharienne et d'un projet de digesteurs de biogaz au Viet Nam.

Les lieux de travail de la Banque mondiale

L'augmentation de l'efficacité de la façon dont elle mène ses activités de manière plus efficace — en gérant bien ses ressources, en réduisant le volume des déchets mis en décharge et en encourageant ses agents à adopter un comportement durable — œuvre en faveur de la durabilité tout en réduisant le coût des opérations au quotidien.

Maintenir un cadre de travail durable. La Banque dispose de bureaux dans 136 pays et construit, gère et rénove ses locaux dans un souci de viabilité. À ce jour, cinq de ses bureaux à l'étranger ont obtenu la certification du Leadership in Energy and Environmental Design (LEED). La Banque se prépare à demander la certification de six bureaux en cours de conception ou de construction. De plus, elle rénove 10 immeubles afin d'en réduire les coûts énergétiques et d'en améliorer le rendement. À Washington, où est basé 60 % du personnel de la Banque, trois bâtiments sont certifiés LEED. D'autres initiatives d'économie d'énergie sont en cours qui, selon les estimations, permettront de réduire de 15 % la consommation d'énergie une fois ce projet pluriannuel achevé. Il s'agira notamment de procéder à un rétro-commissionnement afin de recenser et adapter les équipements, les éclairages et les systèmes de contrôle qui ne fonctionnent pas de façon optimale, d'installer des panneaux solaires photovoltaïques et de remplacer une tour de refroidissement. C'est l'adoption d'une nouvelle norme d'éclairage et le remplacement des luminaires actuels par des luminaires à LED qui devraient occasionner le plus d'économies.

Adopter des méthodes de travail intelligentes. La Banque applique des stratégies visant à réduire les coûts et obtenir le meilleur rapport qualité/prix dans la passation des marchés de fournitures, de services et de conseils nécessaires à ses opérations. Elle a créé des comités chargés d'examiner les procédures de passation des marchés, qui ont sensibilisé la haute direction à l'impact des acquisitions et ont permis à la Banque de se pencher simultanément sur leur impact budgétaire, social et environnemental.

De plus, la Banque suit de près l'utilisation rationnelle du matériel. L'exemple le plus patent est celui de l'usage du papier dans ses bureaux de Washington. Alors que la consommation de papier avait diminué de 37 % depuis 2007, on a observé récemment

une légère hausse de la consommation du fait de l'utilisation accrue de l'imprimerie ayant obtenu la certification de chaîne de traçabilité du Forest Stewardship Council (FSC). Ce changement garantit l'adoption de pratiques durables en matière de consommation de papier et d'impression, tout en faisant faire des économies à l'institution. Pour réduire au minimum l'impact de l'utilisation de papier, les nouveaux critères d'achat de papier de la Banque accordent davantage de poids à la durabilité qu'au coût. C'est ainsi que la Banque a porté la part de fibres provenant de déchets de consommation de 10 % à 30 % dans le papier couché qu'elle utilise, et continue d'employer 100 % de papier recyclé dans ses photocopieuses. Enfin, elle se sert exclusivement de produits en papier certifiés FSC.

Les outils de collaboration virtuelle aident les agents de la Banque à rester en contact les uns avec les autres et avec leurs clients. Au cours de l'exercice 16, les agents ont tenu 339 000 réunions virtuelles, dont plus de 78 700 dans des salles de vidéoconférence ou de téléprésence, près de 220 000 en ligne via Webex, et 41 000 séances par lignes de conférence individuelles. Cette pratique s'est également révélée essentielle pour assurer la sécurité du personnel et la continuité des activités, tout en réduisant au minimum les déplacements professionnels.

Dans le même temps, il est devenu plus facile pour le personnel de la région de Washington d'opter pour des moyens de transport durables pour se rendre au travail. Durant l'exercice 16, 72 % des employés travaillant à Washington ont choisi des solutions ayant une empreinte carbone faible ou nulle comme la bicyclette ou le covoiturage, contre 52 % durant l'exercice 11. Pour encourager les conducteurs de véhicules électriques, le nombre de bornes de recharge doubles dans les parkings a été multiplié par deux pour passer à 12.

De plus, les bureaux de Washington abritent quatre cafétérias adaptées à la diversité du personnel qui répondent à ses préoccupations en matière d'alimentation saine et de respect de l'environnement. Pendant l'exercice 16, la Green Restaurant Association a délivré deux étoiles à l'une d'entre. Des travaux sont en cours en vue d'appliquer cette norme à toutes les cafétérias. Enfin, la consommation d'eau en bouteille a diminué de 5 % pendant l'exercice écoulé.

Être solidaire envers les communautés qui nous accueillent. La Banque attache du prix à la responsabilité qui lui incombe en tant que voisine des communautés qui l'accueillent. Un nouveau record a été battu pendant l'exercice 16, puisque le personnel du Groupe de la Banque mondiale a fait don de 2,9 millions de dollars, qui ont été complétés par l'institution, ce qui a permis de porter le montant total des dons à 5,8 millions de dollars dans la région de Washington et dans le reste du monde. Les campagnes de collecte de dons dans 34 bureaux locaux ont aussi battu des records, permettant de lever 188 000 dollars, abondamment par l'institution compris, au profit d'organisations non gouvernementales. Les agents de la Banque ont aussi réagi aux inondations au Myanmar et au séisme en Équateur par des dons d'un montant total de 40 000 dollars. Les programmes locaux de dons ont continué de soutenir des campagnes de levées de fonds et la mesure de la performance. Les dons aux communautés ont totalisé 6,6 millions de dollars durant l'exercice 16 (voir worldbank.org/en/programs/community-connections).

Le personnel de la Banque mondiale

Avec 174 nationalités représentées, les 11 000 agents de la Banque mondiale constituent son meilleur atout. La vision de l'institution en ce qui concerne les ressources humaines est de disposer d'effectifs dotés des compétences et des comportements voulus au bon moment et là où il le faut, et de faire de la Banque le meilleur endroit où travailler en faveur du développement.

Des progrès notables ont été enregistrés l'année dernière, dans deux domaines en particulier. Le nouveau Cadre de gestion des carrières dans le secteur des opérations de la Banque mondiale, qui décrit les plans de carrière correspondant aux principales fonctions, aide dorénavant les agents à réfléchir systématiquement aux perspectives de carrière dans l'ensemble de l'institution et à les comprendre. Par ailleurs, le Groupe de la Banque mondiale a achevé le processus de certification Economic Dividends for Gender Equality (EDGE) de son site de Washington, en accédant au premier niveau, à savoir « EDGE Assess ». Cette évaluation a porté sur cinq domaines : culture d'entreprise ; développement du leadership, formation et encadrement ; recrutement et promotion ; horaires de travail souples et salaire égal pour travail équivalent. Cette certification est valable deux ans, durant lesquels le Groupe de la Banque mondiale achèvera l'élaboration d'un plan d'action pour donner suite aux conclusions du rapport et passer au deuxième niveau, « Edge Move », et procédera à l'évaluation dans ses bureaux en dehors des États-Unis.

Cultiver les connaissances du personnel. L'apprentissage est un élément clé de la capacité de la Banque à apporter des solutions aux clients, partager des connaissances de pointe et attirer les meilleurs talents. Bien que le nombre d'agents ayant bénéficié d'au moins une séance de formation ait légèrement diminué durant l'exercice 16, les dépenses consacrées à l'apprentissage du personnel ont augmenté considérablement entre les exercices 14 et 15, en particulier celles liées à « l'acquisition de connaissances ». Le temps consacré par le personnel à l'apprentissage a lui aussi augmenté, mais n'a pas

atteint les niveaux de l'exercice 14. En janvier 2016, le président Jim Yong Kim a lancé l'Open Learning Campus (OLC), guichet unique de formation ouverte permettant de trouver plus rapidement des solutions de développement personnel grâce à l'apprentissage et destiné aux agents, aux clients et aux partenaires internationaux du Groupe de la Banque mondiale (voir olc.worldbank.org).

Résoudre les conflits sur le lieu de travail. En favorisant un cadre de travail positif et empreint de respect, la Banque contribue à retenir ses agents compétents. Il est naturel que des conflits surgissent sur le lieu de travail, et c'est le Système de justice interne qui en est chargé. Ce système propose des services officiels et officieux ainsi que des services d'enquête. Durant l'exercice 16, 1 404 dossiers ont été ouverts par les services officieux (Conseillers pour le respect sur le lieu de travail, Ombudsman, Service de médiation), 126 dossiers ont été ouverts par les services officiels (Service d'examen par les pairs, Tribunal administratif), et 249 dossiers ont été ouverts par les services d'enquête (Bureau de l'éthique professionnelle et de l'intégrité et Vice-présidence de l'Intégrité). Durant l'exercice écoulé, pour la première fois depuis cinq ans, le nombre de dossiers instruits par le Système de justice interne a diminué. Par ailleurs, le Système de justice interne a poursuivi ses actions de sensibilisation en menant de nombreuses missions dans les bureaux-pays.

Protéger les moyens d'expression du personnel. Les droits et les intérêts des employés sont également défendus par l'Association du personnel du Groupe de la Banque mondiale. Plus de 10 500 agents à travers le monde entier sont membres de l'Association, à laquelle il faut ajouter 90 associations du personnel de bureaux-pays dans le monde entier. Pendant l'exercice 16, les représentants de l'Association du personnel, élus par les employés, ont plaidé en faveur d'un renforcement du régime de prestations et de soutien de façon à ce que le Groupe de la Banque mondiale reste un employeur attrayant. Ils ont donné suite aux résultats de l'enquête sur la motivation du personnel et ont fait en sorte que le personnel amené à être réaffecté ou à quitter l'institution par suite du processus de dotation stratégique en personnel soit traité de manière équitable.

TABLEAU 15 VIABILITÉ INSTITUTIONNELLE DE LA BANQUE MONDIALE

INDICATEUR	EX. 14	EX. 15	EX. 16	INDICATEURS CORRESPONDANTS
Émissions absolues de GES (tonnes d'équivalent CO ₂) ^{a,c}	165 708	160 484	—	ODD13 ; GRI EN15-17 ; CDP CC7-10, 14
Émissions de GES/ETP (tonnes d'équivalent CO ₂ par ETP) ^{a, b, c}	13,4	13,5	—	
Utilisation mondiale d'énergie (GJ) ^c	519 589	538 966	-	SODD7 ; GRI EN3-5 ;
Intensité d'utilisation mondiale de l'énergie (GJ/m ²) ^c	0,88	0,90	-	CDP CC10-11
Réduction des déchets mis en décharge (%) ^d	55	56	57	ODD12 ; GRI EN23
Total papier provenant de déchets de consommation (photocopie et impression) ^d	68	60	62	ODD12 ; GRI EN1-2
Total dons aux collectivités (millions de dollars) ^e	USD 6,0	USD 6,6	USD 6,7	GRI EC1
Total employés à plein temps (Banque mondiale)	12 428	11 933	11 605	ODD8 ; GRI LA1
Hors États-Unis (%)	39,6	39,6	41,0	
Consultants à court terme/temporaires (ETP)	4 033	4 295	4 757	
Mobilisation des employés (Banque mondiale)	71	70	73	
Indice de diversité (Banque mondiale) (%)	0,86	0,86	0,89	ODD8 ; GRI LA12
Femmes à des postes de direction	37,6	37,8	37,5	
Ressortissants de pays de la 2 ^e partie à des postes de direction	40,8	41,4	43,5	
Femmes grades GF+	42,5	43,1	43,9	
Ressortissants Afrique subsaharienne/ Caraïbes GF+	11,7	11,6	12,2	
Nombre moyen de jours de formation par agent au siège	3,2	3,2	3,2	ODD8 ; GRI LA9
Nombre moyen de jours de formation par agent dans les bureaux-pays	3,8	3,6	3,5	

Note : — = non disponible ; CDP = *Carbon Disclosure Project* ; CDP CC = Indicateurs du changement climatique du CDP ; ETP = équivalent plein temps (personnel) ; GF+ = grade GF ou supérieur, c'est-à-dire cadre ; GES = gaz à effet de serre ; GJ = gigajoule ; GRI = Initiative mondiale sur les rapports de performance ; GRI EN = indicateurs environnementaux de la GRI ; GRI LA = indicateurs des conditions de travail de la GRI ; ODD = objectif de développement durable.

a. Les données portent sur les bureaux de la Banque mondiale dans le monde entier et englobent les émissions des catégories 1, 2 et 3. Les données sur les émissions de GES sont décalées d'un exercice.

b. Les données sur les ETP proviennent des services de ressources humaines de la Banque mondiale.

c. Les données portent sur les bureaux de la Banque mondiale dans le monde entier.

d. Ces données portent uniquement sur les bureaux de Washington.

e. Le total englobe les dons dans le cadre de la campagne annuelle de dons aux collectivités (Community Connections Campaign (CCC)), les dons locaux et les dons dans le cadre des campagnes lancées après des catastrophes. Les dons dans le cadre de la campagne de dons aux collectivités et des campagnes après des catastrophes incluent les fonds de contrepartie de la BIRD/IDA, l'IFC et la MIGA. Ce total n'inclut pas les dons en nature.

Responsabilisation et amélioration des opérations de la Banque mondiale

Rendre compte des résultats opérationnels

Pour s'assurer qu'elle rend compte de ses activités à ses clients et à ses actionnaires et qu'elle maintient les normes de performance les plus rigoureuses dans le domaine du développement, la Banque mondiale travaille avec le Panel d'inspection et le Groupe indépendant d'évaluation, qui opèrent tous deux indépendamment de la direction de la Banque.

Le **Panel d'inspection** a été mis en place en 1993 par le Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale comme mécanisme indépendant permettant aux personnes et aux collectivités qui estiment qu'elles-mêmes ou leur environnement ont été, ou seront probablement, compromis par un projet financé par la BIRD ou par l'IDA, de porter plainte. Le panel se compose de trois membres venant de pays différents, sélectionnés sur la base de leurs compétences dans le domaine du développement international, et d'un secrétariat de taille limitée.

Durant l'exercice 16, le Panel a reçu sept plaintes et mené des enquêtes au Kosovo et en Ouganda. Dans le cadre de son rôle consistant à encourager à tirer les leçons de l'expérience et à améliorer l'efficacité des opérations sur le plan du développement, le Panel a publié un rapport sur les réinstallations forcées, premier d'une série de rapports qui tirent les enseignements des dossiers traités depuis 22 ans. Le rapport annuel du Panel d'inspection est disponible en ligne à l'adresse suivante : worldbank.org/inspectionpanel.

Le **Groupe indépendant d'évaluation** (IEG) est une unité indépendante qui rend compte directement au Conseil des Administrateurs. Il évalue les résultats des opérations menées à l'échelle du Groupe de la Banque mondiale et présente des recommandations en vue de leur amélioration. Les évaluations de l'IEG contribuent à renforcer l'éthique de responsabilité au sein du Groupe de la Banque mondiale. Par ses recommandations, l'IEG participe à l'apprentissage interne et aide à apporter des améliorations en éclairant la formulation de nouvelles orientations, politiques et procédures, ainsi que des stratégies pour les pays et pour les secteurs, à l'appui du travail du Groupe de la Banque mondiale.

Le dernier examen annuel par l'IEG des résultats et des performances du Groupe de la Banque mondiale étudie comment fonctionnent les mécanismes d'intégration de la problématique hommes-femmes dans les projets du Groupe et les stratégies nationales, et dans quelle mesure ils apportent des informations utiles sur les progrès et les résultats dans ce domaine. Cette analyse vise à étayer les efforts accomplis en vue de mieux consigner, évaluer et analyser les résultats dans le cadre du déploiement de la nouvelle stratégie du Groupe de la Banque mondiale pour la parité hommes-femmes. Le rapport annuel de l'IEG est accessible en ligne à l'adresse suivante : ieg.worldbank.org.

Intégrité et obligation de rendre compte des résultats

La Banque mondiale veille à l'intégrité des projets qu'elle finance et à l'efficacité de ses opérations internes par l'intermédiaire de deux de ses unités — la Vice-présidence de l'Intégrité et la Vice-présidence de l'Audit interne — qui rendent compte directement au président du Groupe de la Banque mondiale.

La **Vice-présidence de l'Intégrité** (INT) a pour mission de prévenir et de décourager les actes de fraude et de corruption, ainsi que d'enquêter et de gérer les procédures judiciaires lorsque de tels actes sont commis dans le cadre de projets financés par la Banque. Par suite des enquêtes menées par l'INT, durant l'exercice 16, la Banque a sanctionné 73 entités et empêché que 138 millions de dollars environ, répartis sur 20 contrats, soient attribués à des entreprises ayant tenté de commettre des actes répréhensibles.

L'INT a également signé 18 règlements négociés avec des entreprises ayant commis des actes répréhensibles et travaille avec elles à l'amélioration de leurs normes de conformité. La Banque, de concert avec d'autres banques multilatérales participantes, a entériné 140 exclusions croisées. Les enquêtes, qui couvrent de plus en plus souvent plusieurs juridictions et qui sont de plus en plus complexes, aident la Banque à faire face aux risques liés à certains secteurs, à certains contrats portant sur des montants élevés et aux États fragiles.

L'INT formule également des conseils sur la conception et l'application d'instruments de contrôle et d'atténuation des risques. Durant l'exercice écoulé, l'INT, en coopération avec le Gouvernement français et l'OCDE, a organisé une réunion internationale sur la sécurité, la corruption et le développement, à laquelle ont participé plus de 16 membres de l'Alliance internationale des traqueurs de corruption, organisme placé sous les auspices de la Banque mondiale. Cette réunion de haut niveau a porté sur l'évasion fiscale, les flux financiers illicites, la corruption transnationale, les mécanismes et le partage d'informations pour renforcer la coopération internationale contre la corruption, et les nouvelles techniques d'enquête financière. Le rapport annuel de l'INT est accessible en ligne à l'adresse : worldbank.org/integrity.

La **Vice-présidence de l'audit interne** (IAD) fournit à titre indépendant des services objectifs d'assurance et de conseil qui aident à améliorer les opérations du Groupe de la Banque mondiale. Elle aide l'institution à atteindre ses objectifs en évaluant l'efficacité de la gouvernance du Groupe, de sa gestion des risques et de ses processus de contrôle. De plus, elle fournit des conseils à la direction pour formuler des mesures de supervision et surveille la mise en œuvre de ses mesures correctives.

Durant l'exercice 16, l'IAD a procédé à des examens ciblés sur des processus opérationnels fondamentaux et des éléments significatifs de la mise en œuvre de la stratégie du Groupe de la Banque mondiale, et a fourni à la direction des conseils dans des domaines dans lesquels elle pourrait apporter une valeur ajoutée aux réformes en cours. Parmi les questions traitées, on peut citer la collecte et la production de données sur le développement, la gestion de la continuité des activités, la Politique d'accès à l'information, l'examen des dépenses à l'échelle de l'institution, la formation du personnel, l'établissement de rapports à l'intention des bailleurs de fonds, la gestion des conflits d'intérêts et la sécurité des informations. Les rapports annuels et trimestriels de l'IAD sont accessibles en ligne à l'adresse suivante : worldbank.org/internalaudit.

Politique d'accès à l'information de la Banque mondiale

La Politique d'accès à l'information de la Banque mondiale a pris effet le 1^{er} juillet 2010 et sa dernière révision date de 2015. Elle demeure au cœur de l'action de la Banque visant à instaurer une culture de transparence, de responsabilité et de participation citoyenne à tous les niveaux de l'institution. Cette approche est précieuse dans nos consultations avec les parties prenantes et dans nos efforts visant à encourager la participation citoyenne pour améliorer les résultats.

La Politique d'accès à l'information rend publiques toutes les informations en possession de la Banque qui ne figurent pas sur une liste de 10 exceptions, ce qui permet à la Banque de prendre les devants et mettre une mine d'informations à la disposition du public. Elle a créé un cadre et un environnement propice pour que la Banque joue un rôle de facilitateur, de chef de file et de partenaire dans le domaine de la transparence mondiale. Ainsi, en 2016, l'IDA a été classée au sixième rang selon l'indice de transparence de l'aide par l'organisation Publish What You Fund.

La Politique d'accès à l'information constitue un élément vital du programme de la Banque en faveur d'un développement ouvert à tous et a servi de catalyseur à d'autres initiatives de la Banque mondiale en faveur de la transparence, telles que les initiatives Données en libre accès, Archives du savoir en libre accès et les initiatives d'accès libre aux données sur les opérations, les questions financières et la passation des marchés. Les principaux points d'accès aux informations de la Banque sont le portail en ligne sur les projets et les opérations, qui donne des informations détaillées sur les opérations de prêt, et les archives de documents et de rapports, qui contiennent plus de 200 000 documents en libre accès.

Le site suivant comporte des informations complémentaires, des données et des résultats d'enquêtes et permet de soumettre des demandes d'information : worldbank.org/en/access-to-information.

Le rôle et les ressources de la Banque mondiale

Faire partie du Groupe de la Banque mondiale

L'avantage comparatif du Groupe de la Banque mondiale tient à sa capacité à résoudre des problèmes complexes à l'échelle mondiale. L'institution doit cette capacité à une combinaison très efficace de la profondeur de ses interventions dans les pays et de l'envergure mondiale de son action, à des instruments pour les secteurs public et privé et à ses relations avec ces deux secteurs, à ses connaissances multisectorielles, et aux moyens qu'elle a de mobiliser et démultiplier les financements.

Avant d'élaborer une nouvelle stratégie de partenariat avec un pays client, la Banque procède à un état des lieux (le diagnostic-pays systématique), qui permet de recenser les obstacles à l'élimination de l'extrême pauvreté et à la promotion d'une prospérité partagée dans le pays. De concert avec les partenaires, les experts des Pôles mondiaux d'expertise et des Cellules de solutions transversales travaillent avec le personnel basé dans le pays, la Société financière internationale (IFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) pour définir les priorités du programme d'appui sur le plan des ressources financières, des études analytiques, des services-conseils et de la mobilisation des parties prenantes en faveur du pays, compte tenu de l'avantage comparatif de l'institution et des priorités du client. Cet appui est articulé dans le Cadre ou la stratégie de partenariat avec le pays. À la fin de l'exercice (2 ans après l'introduction du nouveau modèle), la Banque avait réalisé des diagnostics pour 42 pays et élaboré de nouvelles stratégies de partenariat avec 28 pays (voir worldbank.org/en/projects-operations/country-strategies#).

Les services du Groupe de la Banque mondiale travaillent également sur des enjeux d'envergure mondiale, notamment le genre, l'emploi, le changement climatique, la fragilité, les déplacements forcés. Les équipes des Cellules de solutions transversales assurent la coordination à travers l'ensemble du Groupe de la Banque, ses régions et ses pôles d'expertise techniques. S'agissant du changement climatique, par exemple, le Groupe de la Banque intervient à l'échelle mondiale sur la tarification du carbone et la concertation sur le climat ; et il aide les pays à peser les politiques et les investissements afin de choisir ceux qui leur permettront de tenir leurs engagements.

La Banque mondiale rend compte à ses actionnaires et au public par le biais d'un ensemble de mécanismes de retour d'informations et de redevabilité, qui englobe la Fiche de performance institutionnelle, le Système de suivi des résultats de l'Association internationale de développement (IDA) et des occasions créées régulièrement pour examiner l'évolution des opérations avec son Conseil des Administrateurs. Elle continue d'affiner un ensemble d'indicateurs permettant de suivre les avancées accomplies par les clients et l'efficacité de ses opérations afin d'en démontrer les progrès.

Les engagements, les ressources et les services financiers de la BIRD

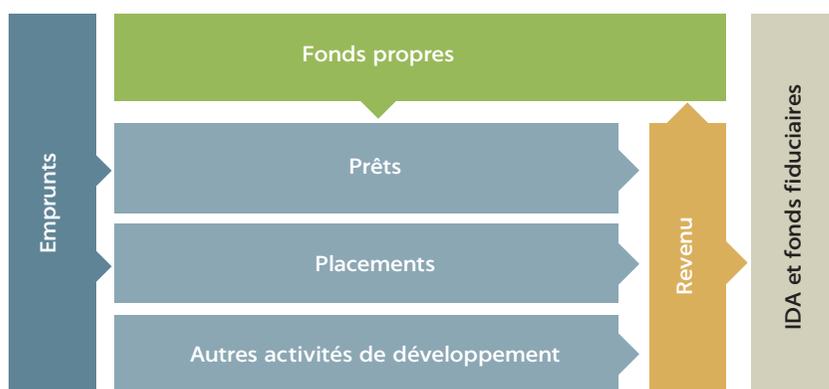
La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) est une coopérative de développement internationale appartenant à ses 189 pays membres. Elle est la plus importante banque de développement au monde et soutient la mission du Groupe de la Banque mondiale en accordant des prêts et en fournissant des garanties, des produits de gestion des risques et des services-conseils à des pays à revenu intermédiaire et à des pays à faible revenu solvables, et en coordonnant les ripostes aux défis de portée régionale et mondiale (voir worldbank.org/ibrd).

Durant l'exercice 16, les nouveaux engagements au titre de prêts de la BIRD se sont élevés à 29,7 milliards de dollars pour 114 opérations (voir les tableaux des prêts aux régions à la page 23 et les tableaux des prêts par secteur et par thème à la page 62.)

Ressources et modèle financier

Pour financer les projets de développement dans les pays membres, la BIRD finance ses prêts sur ses fonds propres et avec de l'argent emprunté sur les marchés financiers par

FIGURE 13 MODÈLE ÉCONOMIQUE DE LA BIRD



l'émission d'obligations de la Banque mondiale. La BIRD jouit d'une cote de crédit évaluée à Aaa par Moody's et à AAA par Standard & Poor, et les investisseurs considèrent ses obligations comme des titres de haute qualité. Sa stratégie de financement vise à obtenir le meilleur rendement sur le long terme pour les membres emprunteurs. Sa capacité à assurer l'intermédiation des fonds qu'elle lève sur les marchés financiers internationaux de capitaux au profit des pays membres en développement est importante et aide à réaliser ses objectifs.

La BIRD a recours aussi bien à des émissions à caractère mondial qu'à des émissions adaptées aux besoins de marchés ou de types d'investisseurs spécifiques. Elle émet des obligations à l'intention des investisseurs dans des monnaies, avec des échéances et sur des marchés divers, et à des conditions fixes et variables. Elle ouvre souvent de nouveaux marchés pour les investisseurs internationaux en émettant de nouveaux produits ou obligations dans les monnaies des marchés émergents. Les volumes des financements annuels de la BIRD varient d'une année à l'autre.

La stratégie de la BIRD lui permet d'emprunter à des conditions de marché favorables et de transférer les économies ainsi réalisées à ses membres emprunteurs. Les fonds qui ne sont pas immédiatement affectés à des prêts sont conservés dans le portefeuille de placements de la BIRD afin d'apporter des liquidités à ses opérations.

Durant l'exercice 16, la BIRD a ainsi levé des fonds représentant la contre-valeur de 63 milliards de dollars via l'émission de titres de créances dans 21 monnaies. Les fonds propres de la BIRD comprennent principalement le capital libéré et les réserves. Aux termes des résolutions portant augmentation générale et augmentation sélective du capital qui ont été approuvées par le Conseil des Gouverneurs le 16 mars 2011, le capital souscrit devrait augmenter de 87 milliards de dollars, dont 5,1 milliards de dollars seront versés. Les délais de souscription au titre de l'augmentation générale et de l'augmentation sélective du capital devraient prendre fin en mars 2017 et mars 2018, respectivement, suite à l'approbation par le Conseil des Administrateurs des demandes de prorogation desdits délais formulées par les actionnaires. Au 30 juin 2016, le surcroît de capital souscrit totalisait 73 milliards de dollars. Les montants versés au titre de l'augmentation du capital représentaient 4,3 milliards de dollars.

La BIRD est une institution coopérative et, à ce titre, elle cherche non pas à maximiser son profit, mais à dégager un revenu suffisant pour préserver son assise financière et soutenir durablement ses activités de développement. Le Conseil des Administrateurs a recommandé au Conseil des Gouverneurs d'approuver le prélèvement sur le revenu disponible de l'exercice 16 de 497 millions de dollars à transférer à l'IDA et de 96 millions de dollars à affecter à la Réserve générale.

Dans le cadre de ses activités de prêt, d'emprunt et de placement, la BIRD est exposée à des risques de marché, à des risques de contrepartie et à des risques de crédit concernant les pays. Afin de maîtriser ces risques, la BIRD a mis en place un cadre efficace de gestion des risques, qui aide la direction dans ses fonctions de surveillance. Ce cadre vise à donner des moyens d'action à la BIRD et à l'aider à réaliser ses objectifs d'une manière financièrement viable. Le ratio des fonds propres aux prêts est un indicateur synthétique de la capacité de l'institution à assumer ces risques. La BIRD suit attentivement l'évolution de cet indicateur en tenant compte de ses perspectives financières et des risques auxquels elle s'expose. Au 30 juin 2016, ce ratio était de 22,7 %.

Les obligations vertes de la Banque mondiale

Depuis 2008, la BIRD a émis des titres de créances de plus de 9,1 milliards de dollars dans 18 monnaies via des obligations de référence libellées en dollars des États-Unis, en euros et en dollars australiens, des obligations de moindre importance libellées dans

d'autres monnaies et des obligations vertes structurées. Les obligations vertes de la Banque mondiale ont aidé à financer 84 projets liés au climat dans 24 pays membres, où ils ont notamment permis d'augmenter l'efficacité énergétique et contribué à mettre en valeur les énergies renouvelables.

La BIRD a émis la première obligation verte de la Banque mondiale en 2008, faisant d'elle un pionnier sur le marché des obligations vertes. Depuis lors, ses émissions au niveau mondial ciblant aussi bien les investisseurs institutionnels que les petits porteurs, ainsi que la consignation de son processus relatif aux obligations vertes, font appel à une deuxième opinion de Cicero, et l'émission dans 18 monnaies a ouvert la voie à un large éventail de types d'émetteurs et de marchés, favorisant le développement du marché obligataire. La Banque fait également partie des premiers à avoir pris des initiatives en vue d'harmoniser les rapports sur l'impact des obligations vertes établis par d'autres institutions multilatérales, ces rapports étant considérés comme un outil important qui permet aux investisseurs d'évaluer les avantages non financiers de leurs placements (voir treasury.worldbank.org/cmd/htm/WorldBankGreenBonds.html).

Produits de gestion des risques

La BIRD offre des produits qui permettent à ses clients de financer efficacement leurs programmes de développement et de gérer les risques associés aux fluctuations des monnaies, des taux d'intérêt et des prix des produits de base, ainsi que les risques liés aux catastrophes. Au cours de l'exercice 16, le service de la Trésorerie de la Banque a exécuté des transactions de couverture d'un montant équivalant à la contre-valeur de 1,1 milliard de dollars, dont des opérations de conversion de monnaies pour une contre-valeur de 790 millions de dollars et des opérations de conversion de taux d'intérêt pour une contre-valeur de 349 millions de dollars. Ces transactions ont permis d'aider les emprunteurs à gérer les risques de taux d'intérêt et de change sur la durée des prêts contractés auprès de la BIRD. La Banque a aidé l'Uruguay à limiter son exposition aux hausses futures des prix du pétrole grâce à l'exécution d'une opération de couverture s'élevant à 330 millions de dollars. Il s'agissait de la toute première fois que la Banque concluait un contrat de produit dérivé avec un pays membre pour gérer son exposition à l'instabilité des prix des matières premières. Les opérations de gestion des risques incluaient une transaction d'un montant de 43 millions de dollars portant sur le renouvellement de la couverture du Programme d'assurance des pays du Pacifique contre les risques de catastrophes. Ce programme offre aux Îles Cook, aux Îles Marshall, au Samoa, aux Tonga et à Vanuatu une protection contre les tremblements de terre, les tsunamis et les cyclones tropicaux au nom de l'IDA. Le service de la Trésorerie de la Banque a exécuté des opérations de swap d'un montant total équivalant à la contre-valeur de 12,5 milliards de dollars afin de maîtriser les risques pesant sur le bilan de la BIRD et à la contre-valeur de 1,5 milliard de dollars pour maîtriser les risques pesant sur le bilan de l'IDA (voir treasury.worldbank.org/bdm/htm/risk_financing.html).

Les engagements, les ressources et les services financiers de l'IDA

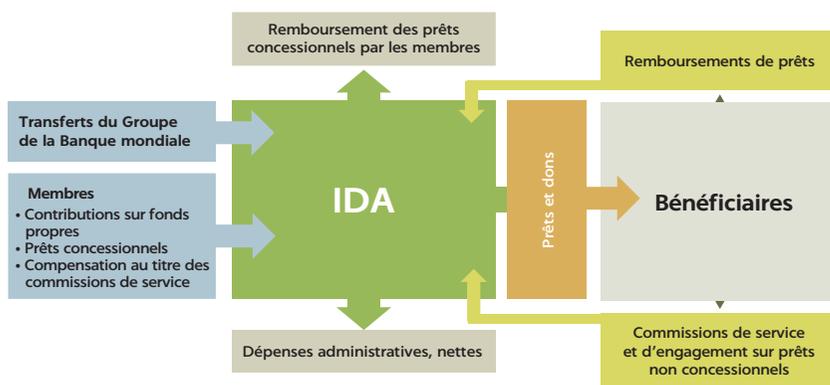
L'Association internationale de développement (IDA) est la source multilatérale de financements concessionnels la plus importante pour les pays les plus pauvres. Elle accorde des crédits, des dons et des garanties en appui aux initiatives prises par ces pays pour renforcer la croissance économique, faire reculer la pauvreté et améliorer les conditions de vie des pauvres. Durant l'exercice 16, 77 pays étaient admissibles à l'IDA. Par ailleurs, sortie du régime IDA à la fin de l'exercice 14, l'Inde recevra exceptionnellement une aide transitoire jusqu'au terme de la période couverte par IDA-17, qui va de l'exercice 15 à l'exercice 17 (voir worldbank.org/ida).

Au cours de l'exercice 16, les nouveaux engagements au titre de prêts de l'IDA ont atteint 16,2 milliards de dollars, pour 161 opérations, dont 14,4 milliards de dollars de crédits, 1,3 milliard de dollars de dons et 500 millions de dollars de garanties (voir les tableaux de répartition par région à la page 23 et les tableaux de répartition par secteur et par thème à la page 63.)

Ressources et modèle financier

Le financement de l'IDA est en grande partie assuré par les contributions des pays développés et pays à revenu intermédiaire partenaires. L'Association tire des ressources supplémentaires du transfert de montants prélevés sur le revenu net de la BIRD, des dons consentis par IFC et des remboursements par les emprunteurs de crédits antérieurs de l'IDA. Les partenaires de développement se réunissent tous les trois ans pour reconstituer les ressources de l'IDA et passer en revue ses politiques. Les dépenses administratives sont recouvrées principalement sur les commissions de service versées par les pays bénéficiaires.

FIGURE 14 MODÈLE ÉCONOMIQUE DE L'IDA



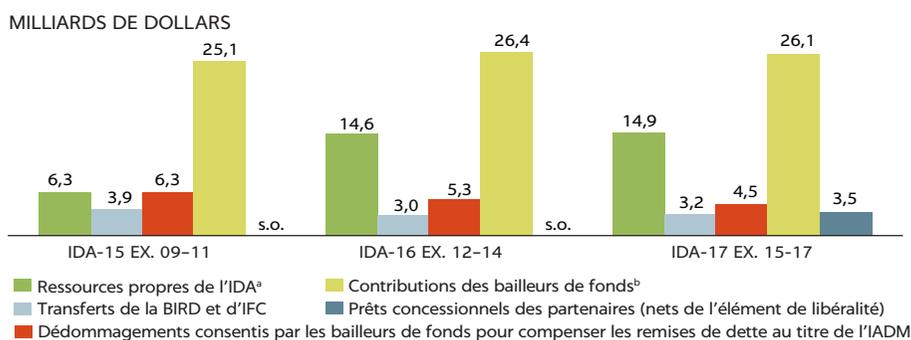
Les ressources totales disponibles dans le cadre de la dix-septième reconstitution des ressources de l'IDA (IDA-17) s'élevèrent à 37,7 milliards de Droits de Tirage Spéciaux (DTS) (représentant la contre-valeur de 56,8 milliards de dollars). (Ce chiffre tient compte des mises à jour après la négociation de la reconstitution). L'IDA exerce officiellement son pouvoir d'engagement en DTS. Les contre-valeurs en dollars des États-Unis, fournies ici à titre indicatif, sont basées sur le taux de change de référence pour l'IDA-17.

Au total, 51 partenaires, dont quatre nouveaux partenaires contributeurs, fournissent des contributions en dons représentant 17,3 milliards de DTS (26,1 milliards de dollars), dont 0,6 milliard de DTS (930 millions de dollars) constituent l'élément de libéralité des contributions sous forme de prêts concessionnels. Les partenaires apportent 2,9 milliards de DTS (4,4 milliards de dollars) sous forme de prêts concessionnels, soit 2,2 milliards de DTS (3,4 milliards de dollars) hors élément de libéralité. Les partenaires contributeurs devraient également fournir 3 milliards de DTS (4,5 milliards de dollars) pour dédommager l'IDA des remises de dette au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale. Les remboursements de crédits (principal et intérêts) par les bénéficiaires de l'IDA apporteront 9,9 milliards de DTS (15 milliards de dollars). Ce chiffre comprend 1,9 milliard de DTS (2,8 milliards de dollars) de remboursements accélérés de crédits en cours de pays sortis du régime IDA, en application de dispositions contractuelles, et de remboursements anticipés librement consentis. Les transferts de la BIRD et d'IFC, y compris le produit du placement de ces fonds, s'élevèrent à 1,9 milliard de DTS (2,9 milliards de dollars). Ces transferts sont approuvés chaque année par le Conseil des Gouverneurs de la BIRD et le Conseil d'administration d'IFC, en fonction des évaluations des résultats annuels et des capacités financières de ces institutions.

Le pouvoir d'engagement de l'IDA s'est renforcé de 5 milliards de dollars au cours de l'exercice écoulé. Sur ces fonds, 3,9 milliards de dollars seront affectés à la création du nouveau Mécanisme de financement complémentaire pour la période restant à courir d'IDA-17, 900 millions de dollars seront destinés à la reconstitution des ressources du Mécanisme de réponse aux crises, et 200 millions de dollars serviront à financer l'aide aux réfugiés dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Cette mesure ponctuelle a été financée au moyen des ressources dégagées de l'utilisation plus efficiente de la liquidité de l'IDA.

Le processus de reconstitution des ressources d'IDA-18, qui couvre les exercices 18-20, est en cours et sera conclu en décembre 2016.

FIGURE 15 RECONSTITUTION DES RESSOURCES DE IDA



Note: s.o. = sans objet. Sur la base des données contenues dans la version finale du rapport de la reconstitution correspondante et des taux de change appliqués lors des négociations y afférentes.

a. Les ressources propres de l'IDA proviennent des remboursements au titre du principal de ses crédits antérieurs, du produit des commissions et du revenu des placements.

b. Net du déficit de financement structurel.

TABLEAU 16 LES 10 PRINCIPAUX PAYS EMPRUNTEURS : EXERCICE 16

MILLIONS DE DOLLARS

BIRD		IDA	
PAYS	ENGAGEMENT	PAYS	ENGAGEMENT
Pérou	2 850	Éthiopie	1 862
Inde	2 820	Viet Nam	1 670
Kazakhstan	2 058	Bangladesh	1 557
Chine	1 982	Pakistan	1 460
Indonésie	1 700	Nigéria	1 075
Ukraine	1 560	Inde	1 025
Égypte, Rép. arabe d'	1 550	Tanzanie	864
Irak	1 550	Kenya	646
Pologne	1 504	Congo, Rép. dém. du	600
Colombie	1 400	Ghana	500

Note : Les montants se rapportant aux opérations plurinationales sont répartis entre les emprunteurs.

TABLEAU 17 ENGAGEMENTS NETS DU PORTEFEUILLE DE PROJETS EN COURS

MILLIARDS DE DOLLARS, AU 30 JUIN 2016

RÉGION	BIRD	IDA	TOTAL
Afrique	5,5	50,5	56,1
Asie de l'Est et Pacifique	21,8	10,6	32,3
Europe et Asie centrale	24,8	2,4	27,2
Amérique latine et Caraïbes	26,9	1,9	28,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	13,7	0,8	14,5
Asie du Sud	17,6	30,9	48,5
Total	110,2	97,1	207,3

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut différer du total indiqué.

Reconstitution des ressources d'IDA-17

Ancré dans la stratégie du Groupe, l'ambitieux train de mesures d'IDA-17 englobe toute une série d'engagements et d'indicateurs de performance figurant dans le Système de mesure des résultats à quatre paliers de l'IDA. Le thème central, « maximiser l'impact en matière de développement », met l'accent sur l'aide à apporter aux pays IDA en vue d'une mobilisation plus efficace des ressources privées et publiques et des connaissances en privilégiant davantage les résultats et la rentabilité des opérations. Les quatre thèmes spéciaux d'IDA-17 — croissance inclusive, égalité des sexes, changement climatique, et pays fragiles ou touchés par un conflit — visent à renforcer l'action de l'IDA sur des questions encore peu explorées à l'échelle mondiale, régionale et nationale.

Assurer une budgétisation efficace pour soutenir la demande accrue des clients

Au cours de la période de planification couvrant les exercices 17-19, le Groupe de la Banque mondiale développera et améliorera les services fournis aux clients afin d'accroître les concours apportés aux efforts qu'ils déploient pour atteindre les objectifs de développement durable, réaliser les objectifs de financement pour le développement et mettre en place des réponses aux effets du dérèglement climatique. Dans le même temps, le Groupe de la Banque devra répondre aux besoins immédiats des clients alors qu'ils s'adaptent au fléchissement de l'économie mondiale. Le Groupe de la Banque tirant parti de l'effet des mesures qu'il a prises récemment pour accroître les revenus et maîtriser les coûts, son environnement budgétaire devrait s'améliorer à l'avenir. Le Groupe de la Banque accomplit des progrès sur ses objectifs de viabilité financière et mobilise des ressources et des solutions du secteur privé lorsque cela est possible.

Le Groupe de la Banque mondiale déploie ses ressources en se servant d'un processus rationalisé en forme de « W » pour élaborer sa planification stratégique, établir ses budgets et analyser ses résultats. Les cinq points du « W » représentent des points de décision précis du processus :

W1 : La haute direction définit les priorités de la planification stratégique du Groupe de la Banque mondiale.

W2 : La direction au niveau des vice-présidences examine les priorités institutionnelles et y apporte ses observations.

- W3 :** La haute direction affine les orientations relatives aux priorités et définit les programmes et les enveloppes budgétaires triennales des vice-présidences pour chacune des institutions du Groupe de la Banque mondiale.
- W4 :** La direction au niveau des vice-présidences élabore les programmes de travail et les plans de dotation en personnel compte tenu des priorités et des enveloppes budgétaires définies.
- W5 :** Les décisions de financement finales concluent la planification des trois exercices suivants. Le Conseil confirme et approuve officiellement les enveloppes budgétaires et les programmes de travail des vice-présidences.

S'adapter aux défis dans un contexte opérationnel mondial

Les faibles taux d'intérêt, les dislocations éventuelles des marchés des capitaux, la faiblesse des prix des matières premières, le fléchissement de la croissance dans des pays clés et les risques d'un ralentissement économique de manière plus large, et les tensions géopolitiques et les incertitudes politiques créent un contexte opérationnel difficile pour la Banque mondiale. Ces difficultés touchent aussi les pays clients de la Banque, dont beaucoup sont des exportateurs de pétrole ou de matières premières confrontés à des pressions budgétaires. Plusieurs pays clients font également face à la baisse des échanges commerciaux, à la fuite des capitaux et à d'éventuelles turbulences en cas de normalisation de la politique monétaire dans les économies développées. Tous les pays ont besoin de poursuivre des réformes pour assurer une croissance structurelle à long terme et la création d'emplois.

La Banque ressent l'incidence de ces difficultés principalement à travers une demande accrue d'aide structurelle à long terme sollicitée par un large éventail de pays clients. Elle entend soutenir les besoins de développement de tous les clients compte tenu des priorités stratégiques tout en gérant avec prudence ses capitaux et les coûts de financement. Elle continue par ailleurs à surveiller les risques opérationnels, notamment la menace croissante d'atteinte à la sécurité de ses données et informations et les événements externes pouvant compromettre la continuité de ses activités et la sécurité physique de ses agents.

Principale institution multilatérale de développement dans le monde, la Banque continue d'innover et de s'adapter pour répondre non seulement aux besoins des différents pays, mais aussi à ceux liés aux biens publics mondiaux. Le changement climatique, les pandémies et les déplacements forcés font partie des grandes priorités. Pour relever ces défis et d'autres encore, la Banque a entrepris de mettre au point des formes innovantes de financement en partenariat avec les secteurs public et privé.

L'arrivée de nouvelles institutions multilatérales de développement est une source à la fois d'opportunités et de défis sur le plan des partenariats créatifs, et exige de repenser la structure financière de la Banque. Un processus stratégique interne baptisé « Forward Look » a été lancé plus tôt durant l'exercice écoulé pour débattre de l'avenir à moyen et long termes de l'institution. Il se penche sur la demande des services de la Banque et les modalités auxquelles l'institution a recours pour gérer sa capacité financière à travers l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale de manière à répondre à ces demandes en mettant l'accent sur une mise à contribution et une mobilisation optimale d'autres sources de financement.

TABLEAU 18 RÉSUMÉ D'EXPLOITATION DE LA BIRD : EXERCICES 12-16

MILLIONS DE DOLLARS

INDICATEUR	EX. 12	EX. 13	EX. 14	EX. 15	EX. 16
Engagements	20 582	15 249	18 604	23 528	29 729
dont prêts à l'appui des politiques de développement	10 547	7 282	7 997	7 207	13 210
Décaissements bruts	19 777	16 030	18 761	19 012	22 532
dont prêts à l'appui des politiques de développement	9 052	5 972	9 786	8 935	12 068
Remboursements du principal (remboursements anticipés y compris)	11 970	9 470	9 805	9 005	9 327
Décaissements nets	7 806	6 361	8 956	10 007	13 204
Encours des prêts	136 325	143 776	154 021	157 012	169 655
Prêts non décaissés	62 916	61 306	58 449	60 211	65 909
Revenu disponible	998	968	769	686	593
Capital disponible	37 636	39 711	40 467	40 195	39 427
Ratio fonds propres/prêts	27 %	26,8 %	25,7%	25,1%	22,7%

a. Chiffre révisé par rapport à celui de l'exercice précédent pour inclure les engagements au titre des garanties à l'appui des politiques de développement.

TABLEAU 19 PRÊTS DE LA BIRD PAR THÈME ET PAR SECTEUR : EXERCICES 12-16

MILLIONS DE DOLLARS

THÈME	EX. 12	EX. 13	EX. 14	EX. 15	EX. 16
Gestion économique	1 160	353	461	715	1 340
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	2 429	1 308	1 231	1 836	3 758
Finances et développement du secteur privé	3 313	2 700	5 102	6 214	6 838
Développement humain	2 672	1 534	1 803	1 916	2 652
Gouvernance du secteur public	2 754	2 082	3 441	1 508	4 745
État de droit	98	448	244	730	406
Développement rural	1 921	1 771	1 844	1 745	2 974
Développement social, genre et lutte contre l'exclusion sociale	405	753	713	1 165	449
Protection sociale et gestion des risques	2 244	2 025	1 230	3 357	2 563
Commerce et intégration	1 437	1 031	403	838	1 555
Développement urbain	2 150	1 243	2 132	3 503	2 447
Total	20 582	15 249	18 604	23 528	29 729

SECTEUR

Agriculture, pêche et foresterie	1 163	851	801	797	547
Éducation	1 296	1 065	1 123	1 477	1 754
Énergie et mines	2 848	1 208	2 356	3 150	4 557
Financement	1 410	1 609	1 293	3 404	2 634
Santé et autres services sociaux	2 489	1 822	1 598	2 949	2 399
Industrie et commerce	713	747	1 054	1 653	3 426
Information et communication	94	102	262	77	186
Droit, justice et administrations publiques	5 381	4 405	4 806	4 318	5 775
Transports	3 379	2 600	4 032	3 086	4 330
Eau, assainissement et protection contre les inondations	1 807	840	1 279	2 616	4 121
Total	20 582	15 249	18 604	23 528	29 729

Total des prêts de la Banque mondiale (BIRD + IDA)

35 335	31 547	40 843	42 495	45 900
---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut différer du total indiqué.

TABLEAU 20 RÉSUMÉ D'EXPLOITATION DE L'IDA : EXERCICES 12-16

MILLIONS DE DOLLARS

INDICATEUR	EX. 12	EX. 13	EX. 14	EX. 15	EX. 16
Engagements	14 753	16 298	22 239	18 966	16 171
dont prêts à l'appui des politiques de développement	1 827	1 954	2 489	2 597	1 890
Décaissements bruts	11 061	11 228	13 432	12 905	13 191
dont prêts à l'appui des politiques de développement	2 092	1 662	2 644	2 005	2 564
Remboursements du principal (remboursements anticipés y compris)	4 023	3 845	3 636	4 085	4 327
Décaissements nets	7 037	7 371	9 878	8 820	8 806
Encours des crédits	123 576	125 135	136 011	130 878	136 735
Crédits non décaissés	37 144	39 765	46 844	47 288	49 476
Dons non décaissés	6 161	6 436	6 983	6 637	6 099
Décaissements au titre de dons	2 062	2 380	2 645	2 319	1 232

TABLEAU 21 PRÊTS DE L'IDA PAR THÈME ET PAR SECTEUR : EXERCICES 12-16

MILLIONS DE DOLLARS

THÈME	EX. 12	EX. 13	EX. 14	EX. 15	EX. 16
Gestion économique	133	131	495	430	546
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	1 568	1 163	2 652	1 329	1 122
Finances et développement du secteur privé	1 430	1 680	2 926	2 282	2 385
Développement humain	2 289	2 814	3 389	4 128	2 262
Gouvernance du secteur public	1 281	1 708	1 811	1 325	1 124
État de droit	28	142	47	95	61
Développement rural	3 521	2 880	4 593	3 337	3 131
Développement social, genre et lutte contre l'exclusion sociale	842	556	352	570	534
Protection sociale et gestion des risques	1 258	1 931	2 356	3 220	2 882
Commerce et intégration	435	1 676	1 239	889	698
Développement urbain	1 967	1 618	2 380	1 362	1 424
Total	14 753	16 298	22 239	18 966	16 170

SECTEUR

Agriculture, pêche et foresterie	1 971	1 261	2 257	2 230	1 657
Éducation	1 663	1 666	2 334	2 057	1 309
Énergie et mines	2 151	2 071	4 333	1 360	2 645
Financement	354	446	691	649	458
Santé et autres services sociaux	1 701	2 541	1 755	3 698	3 303
Industrie et commerce	638	685	753	659	729
Information et communication	63	126	119	245	61
Droit, justice et administrations publiques	3 347	3 586	4 031	3 862	2 836
Transports	1 066	2 535	2 914	2 064	2 039
Eau, assainissement et protection contre les inondations	1 798	1 381	3 052	2 144	1 132
Total	14 753	16 298	22 239	18 966	16 170

Total des prêts de la Banque mondiale (BIRD + IDA)**35 335 31 547 40 843 42 495 45 900****Note :** Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut différer du total indiqué.

Une volonté de résultats

La Banque mondiale aide à promouvoir le développement durable dans les pays partenaires en fournissant des financements, en partageant ses connaissances et en travaillant avec les secteurs public et privé. L'apport de solutions intégrées pour aider les pays à surmonter les obstacles à leur développement exige de mettre l'accent sur les résultats. Ces dernières années, la Banque mondiale a largement contribué aux résultats obtenus par ses pays partenaires dans de nombreux domaines du développement, comme en témoignent les quelques exemples recensés à travers le monde entier et présentés ci-dessous. La carte correspondante indique les pays actuellement admis à bénéficier des financements de l'institution. Pour en savoir plus, veuillez consulter le site worldbank.org/results.

- 1 **Argentine** : 5 052 tonnes de potentiel de destruction de l'ozone ont été éliminées grâce à la réduction de la consommation de chlorofluorocarbones, de halons et de tétrachlorures de carbone entre 1997 et 2010.
- 2 **Bangladesh** : 3,7 millions de personnes dans les zones rurales ont gagné accès à l'électricité provenant de sources renouvelables grâce à un projet qui a permis l'installation d'environ 50 000 systèmes solaires domestiques chaque mois entre 2012 et 2015.
- 3 **Bolivie** : plus de 16 000 familles ont bénéficié d'un projet visant à améliorer l'accès des petits exploitants agricoles des zones rurales aux marchés par le biais d'organisations locales autonomes.
- 4 **Bosnie-Herzégovine** : de mi-2014 à fin 2015, plus de 160 000 personnes ont bénéficié de la remise en état d'infrastructures dans des zones touchées par les inondations, et environ 94 000 personnes ont reçu des matériaux de construction et autres fournitures d'urgence.
- 5 **Brsil** : quelque 60 millions d'hectares de forêt tropicale ont été protégés depuis 2012 avec la contribution du Projet d'aires protégées de la région amazonienne.
- 6 **Cambodge** : 80 % des accouchements ont fait l'objet d'une assistance médicale qualifiée en fin 2015, contre 39 % en 2008.
- 7 **Cameroun** : le nombre de personnes dans les zones urbaines ayant gagné accès à des routes praticables en toute saison dans un rayon de 500 mètres a augmenté, passant de 31 000 en 2009 à 435 000 en 2015.
- 8 **Chine** : dans la province de Fujian, plus de 5 400 km de routes rurales ont été réhabilités entre 2011 et 2014, réduisant de 42 % la durée des trajets à parcourir pour accéder aux services et marchés.
- 9 **Colombie** : à Bogota, le nombre de personnes exposées à des catastrophes naturelles a reculé, de 604 000 à 236 972, par suite du Projet de réduction de la vulnérabilité aux catastrophes.
- 10 **République démocratique du Congo** : 1,2 million de citoyens ont gagné accès à des sources d'eau améliorées de 2014 à 2015.
- 11 **République arabe d'Égypte** : plus de 130 000 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone ont été évitées en 2013 et 2014 grâce au Programme d'activités de mise à la casse et de recyclage de véhicules.
- 12 **Éthiopie** : l'accès aux services de vulgarisation agricole a été élargi, passant de 4 millions à 13 millions de bénéficiaires entre 2005 et 2015.
- 13 **Grenade** : les recettes touristiques se sont accrues de près de 35 % à la faveur de réformes de la réglementation de 2013 à 2014.
- 14 **Guatemala** : les capacités de 20 000 petits producteurs et petites entreprises, dont 90 % étaient des autochtones, ont été renforcées grâce à un programme de développement économique rural.
- 15 **Haïti** : 5 571 agents médicaux et travailleurs communautaires ont été formés entre 2010 et 2013 dans le cadre du Projet d'urgence de lutte contre le choléra.



16 Indonésie : l'accès au crédit s'est accru au profit de plus de 670 000 personnes grâce au Programme national d'autonomisation communautaire, qui a permis de mettre en place des fonds de crédit autorenouvelables.

17 Kenya : 2,6 millions de personnes avaient bénéficié d'une aide sous forme de transfert monétaire par le biais du Programme national de filet de protection sociale en fin 2015, contre 1,7 million de personnes en 2013.

18 Mauritanie : la capacité de l'État à administrer le système fiscal a été renforcée, ce qui a permis d'accroître les recettes fiscales de 36 % de 2011 à 2014.

19 Népal : plus de 400 microcentrales hydroélectriques ont été construites entre 2007 et 2014, donnant accès à une énergie fiable et propre à 150 000 ménages ruraux.

20 Nicaragua : 458 557 personnes — dont plus de la moitié étaient des femmes — ont bénéficié d'un projet visant à renforcer les droits de propriété par l'amélioration des services d'établissement et d'enregistrement de titres fonciers de 2012 à 2015.

21 Pakistan : 7,7 millions de personnes à travers le pays ont perçu un financement du Fonds pour la réduction de la pauvreté, 61 % des prêts ayant été accordés à des femmes.

22 Papouasie-Nouvelle-Guinée : 35 % des jeunes diplômés d'un programme de formation sur le tas se sont vu proposer un emploi depuis 2011.

23 Philippines : en 2015, un total de 4,4 millions de ménages pauvres comprenant des enfants a été inscrit à un programme de transferts monétaires conditionnels visant à inciter les parents à investir dans la santé et l'éducation de leurs enfants.

24 Rwanda : 33 000 emplois ont été créés grâce à l'appui au développement de l'horticulture et de la production vivrière à flanc de colline entre 2010 et 2015.

25 Sri Lanka : environ 186 500 enseignants ont bénéficié de programmes de perfectionnement en milieu scolaire depuis 2012.

26 Tanzanie : 8 millions de Tanzaniens ruraux ont gagné accès à l'eau propre et saine en fin 2015, soit une augmentation de 75 % par rapport à 2007.

27 Ouzbékistan : 3 500 foyers à Boukhara et 11 000 à Samarkand ont été raccordés à des réseaux d'égouts publics entre 2012 et 2015.

28 Vanuatu : 521 foyers ont gagné accès à l'électricité centralisée entre septembre 2014 et décembre 2015.

29 Viet Nam : entre 2008 et 2014, plus de 93 400 agriculteurs ont été formés à des techniques agricoles durables et à des technologies nouvelles, qui, une fois appliquées, les ont aidés à augmenter la valeur des ventes de 22 % en moyenne.

30 République du Yémen : de 2012 à 2015, 101 042 personnes ont gagné accès à des services de soins de santé primaires améliorés, 121 193 personnes à des sources d'eau améliorées, et 41 039 personnes à des installations sanitaires améliorées.

Rapport annuel 2016

Intégration des États financiers par renvoi. Le Rapport de gestion et les États financiers vérifiés de la BIRD et de l'IDA (les « États financiers ») sont réputés être intégrés au présent Rapport annuel et en faire partie. Les États financiers peuvent être consultés à l'adresse worldbank.org/financialresults.

Des informations exhaustives sur les questions financières et organisationnelles et sur les opérations de prêt de la BIRD et les opérations de crédit de l'IDA sont disponibles sur le site internet du Rapport annuel 2016 de la Banque mondiale : worldbank.org/annualreport.

- ▶ Rapport annuel 2016 de la Banque mondiale (version électronique) en 8 langues.
- ▶ Indice de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance (GRI) pour l'exercice 16
- ▶ Autres informations sur l'exercice 16 de la Banque mondiale :
 - Données sur les prêts
 - Nouvelles opérations approuvées
 - Revenu par région
 - Informations institutionnelles sur la BIRD et l'IDA
- ▶ Présentation des opérations de prêt de la Banque mondiale au cours de l'exercice 16 (PowerPoint)

Équipe du Rapport annuel 2016 de la Banque mondiale

Coordinateur de rédaction et de production de la version en ligne
Daniel Nikolits

Coordinatrice de conception et de production
Susan Graham

Conseillers à la rédaction
Nancy Lammers, Janet Sasser, John Felton, Barbara Karni

Coordinatrice de production de la version imprimée
Denise Bergeron

Conception, composition typographique et impression
Conception : Naylor Design ; composition typographique : BMWW ; impression : Professional Graphics Printing Co.

Traduction
Service de traduction et d'interprétation de la Banque mondiale (GSDTI)

© 2016 International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank

1818 H Street NW, Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000 ; site internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés
1 2 3 4 19 18 17 16

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Aucune des dispositions précédentes ne constitue une limite ou une renonciation à l'un quelconque des privilèges et immunités de la Banque mondiale, et ne peut être interprétée comme telle. Tous lesdits privilèges et immunités de la Banque mondiale sont expressément réservés.

Droits et licences



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution — Pas d'utilisation commerciale — Pas de modification 3.0 Organisations internationales (CC BY-NC-ND 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons — Pas d'utilisation commerciale — Pas de modification —, il est possible de copier, distribuer et transmettre le contenu de l'ouvrage, à des fins non commerciales uniquement, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Paternité — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : *Banque mondiale 2016. Rapport annuel 2016 de la Banque mondiale*. Washington, DC : Banque mondiale. doi : 10.1596/978-1-4648-0852-4. Licence : Creative Commons Attribution — Pas d'utilisation commerciale — Pas de modification 3.0 Organisations internationales (CC BY-NC-ND 3.0 IGO).

Pas d'utilisation commerciale — Cet ouvrage ne peut être utilisé à des fins commerciales.

Pas de modification — Cet ouvrage ne peut être modifié, transformé ou utilisé pour créer des œuvres dérivées.

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tiers parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamation ou de plainte pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir, le cas échéant, auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser à Publishing and Knowledge Division, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; télécopie : 202-522-2625 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

ISBN : 978-1-4648-0855-5
eISBN : 978-1-4648-0863-0
doi : 10.1596/978-1-4648-0855-5

Ces dernières années, les opérations de la Banque mondiale ont aidé à :

- ▶ Toucher **14,9 millions** de particuliers et de très petites, petites et moyennes entreprises ayant bénéficié de services financiers
- ▶ Fournir des services d'irrigation couvrant **2 millions** d'hectares
- ▶ Construire ou remettre en état **113 600 kilomètres** de routes
- ▶ Produire **4 287 mégawatts** de capacité d'énergie conventionnelle et **2 461 mégawatts** de capacité d'énergie renouvelable
- ▶ Recruter ou former **6,6 millions** d'enseignants
- ▶ Fournir à **377 millions** de personnes l'accès à des services essentiels de santé, nutrition et population
- ▶ Couvrir **32,7 millions** de bénéficiaires par des programmes de protection sociale
- ▶ Fournir à **42,2 millions** de personnes l'accès à une source d'eau améliorée
- ▶ Fournir à **16,6 millions** de personnes l'accès à des installations sanitaires améliorées
- ▶ Réduire de **588 millions** de tonnes chaque année les émissions d'équivalent CO₂ grâce à des instruments climatiques spéciaux
- ▶ Soutenir **36 pays** dans le processus d'institutionnalisation de la réduction des risques de catastrophe comme priorité nationale

La Banque mondiale se compose de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (IDA). Elle fournit des financements et des connaissances et use de son pouvoir mobilisateur pour aider ses clients à relever un bon nombre des défis les plus importants liés au développement. Mais ce qui fait la particularité de la Banque, c'est la portée mondiale de son action en vue de promouvoir la croissance, l'inclusion et la durabilité. Les quelques résultats présentés ci-dessus ont été rapportés par les clients de la Banque mondiale avec l'appui des opérations financées par la Banque entre 2013 et 2015.

worldbank.org/annualreport